

Animation, citoyenneté et espace public

Deborah Corthay

**Filière Travail Social, orientation animation socioculturelle
Formation PT, promotion 07**

Travail de Bachelor soumis au professeur Gabriel Bender

Mots-clés : Animation socioculturelle / Citoyenneté /Espace public

20/06/2011

L'animateur socioculturel a pour but de « donner de la vie, du mouvement, de la vivacité » comme l'indique l'origine latine du mot animer. La vie se déroule partout, mais l'animateur ne peut avoir une influence sur celle-ci que dans le cadre des espaces partagés par la population. L'espace public est le lieu de partage par excellence et l'animateur y a sa place notamment grâce aux compétences professionnelles dont il dispose ainsi que par les valeurs du métier. C'est l'interaction entre les éléments qui donne la vie. Les individus et leur environnement constituent ces éléments. Les relations entre eux sont régies par des valeurs et des règles qui composent la citoyenneté et elles sont constitutives de l'espace public car il est créé par la rencontre et existe grâce à elle.

Remerciements

Je remercie mon directeur de mémoire, **Gabriel Bender**, qui m'a aidé et orienté dans cette recherche. J'ai apprécié sa disponibilité, son sens de l'analyse et ses exemples réels et concrets.

Je tiens à remercier chaleureusement les personnes qui m'ont accordé du temps pour un entretien, en particulier :

Madame **Fabienne Despot**, députée au grand conseil et conseillère communale UDC, Vevey

Madame **Renée-Laure Hitz**, architecte-urbaniste, responsable aménagement du territoire et urbanisme, Ville de Vevey

Madame **Joëlle Minacci**, éducatrice sociale, gink-go, Vevey

Madame **Michèle Theytaz-Grandjean**, déléguée à la jeunesse, Ville de Vevey

Monsieur **Patrick Bertschy**, conseiller communal, président du PLR, Vevey

Monsieur **Michel Bloch**, délégué à l'agenda 21, Ville de Vevey

Monsieur **Marcel Martin**, conseiller municipal PS, direction des espaces publics, Ville de Vevey

Monsieur **Ruben Melikian**, capitaine et chef opérationnel, Police Riviera

Monsieur **Marco Pavarini**, éducateur social et responsable du travail social de proximité, gink-go, Vevey

Ainsi que Monsieur **Michel Seewer**, du service de l'architecture et des infrastructures de la Ville de Vevey, qui m'a généreusement accordé les plans du Jardin Doret et de la place de la gare.

Sans le savoir, ils ont largement contribué à l'élaboration de ce travail, merci aux **nombreux usagers** du Jardin Doret et de la Place de la Gare de Vevey.

Un grand merci également à **mon entourage** pour son soutien durant ces mois de travail.

Table des matières

1	Introduction	5
1.1	Choix du thème	5
1.2	Buts.....	5
1.3	Objectifs.....	5
2	Démarche	6
2.1.1	Plus-value de la recherche	6
2.2	Hypothèses de départ	6
2.2.1	Hypothèses concernant l'espace public.....	6
2.2.2	Hypothèses concernant la citoyenneté.....	6
2.2.3	Hypothèses concernant l'animation socioculturelle.....	6
2.3	Méthode de recherche.....	6
2.3.1	Changements apportés au projet.....	6
2.3.2	Outils de recueil de données.....	7
2.3.3	Terrain d'observation	8
2.4	Entretiens	13
2.5	Analyse des données	13
3	Un peu d'histoire... ..	14
3.1	L'espace public	14
3.2	La citoyenneté	15
3.2.1	Les différents aspects de la citoyenneté	17
3.3	L'animation socioculturelle	18
4	Dans le vif du sujet... de l'espace public	21
4.1	L'espace public et ses usagers.....	21
4.1.1	Les usagers de la place de la gare	21
4.1.2	Les usagers du Jardin Doret.....	24
4.1.3	Usagers et citoyens d'une ville	24
4.2	Qualité des espaces publics observés	26
4.3	Les multiples fonctions de l'espace public	30
4.3.1	Les fonctions de la place de la gare.....	30
4.3.2	Les fonctions du Jardin Doret.....	31
4.3.3	Une fonction au singulier - pluriel	31
4.4	Régler l'espace public.....	32
4.4.1	Trop de règles, pas assez de libertés ?	37
4.5	Les conflits d'usage.....	39
4.5.1	Les conflits sur la place de la gare	39
4.5.2	Les conflits au Jardin Doret	42
4.5.3	Détournement d'usage	42

5	Dans le vif du sujet... de la citoyenneté	44
5.1	La citoyenneté dans l'espace public.....	44
5.1.1	La citoyenneté à la place de la gare	45
5.1.2	La citoyenneté au Jardin Doret	46
5.2	La citoyenneté comme maillon du bon fonctionnement de l'espace public.....	47
6	Dans le vif du sujet... de l'animation socioculturelle	48
6.1	L'animateur socioculturel dans l'espace public	48
6.1.1	Animations de/dans l'espace public.....	49
6.1.2	L'animation socioculturelle veut ou la citoyenneté affirmée	50
6.2	Les compétences professionnelles de l'animateur socioculturel	54
6.2.1	Démarche concrète	56
7	Pistes d'action	59
8	Conclusion	62
8.1	Synthèse des résultats de la recherche	62
8.2	Conclusion personnelle	62
8.2.1	Déroulement de la recherche	62
8.2.2	Limites de la recherche et propositions	63
8.3	Conclusion professionnelle	63
9	Bibliographie	65
9.1	Ouvrages.....	65
9.1.1	Espace public	65
9.1.2	Citoyenneté	65
9.1.3	Sociologie, espace public et citoyenneté	65
9.1.4	Animation socioculturelle	66
9.1.5	Méthodologie	66
9.2	Articles.....	66
9.3	Autres sources	66
9.4	Sites internet	66
10	Annexes.....

Table des illustrations

Figure 1: Vue d'ensemble de la place de la gare, Vevey	8
Figure 2: Plan du quartier de la gare..	9
Figure 3: Place de la gare, Vevey.....	10
Figure 4: Entrée principale de la gare, Vevey.....	10
Figure 5: Pataugeoire et place de jeux, Jardin Doret	11
Figure 6: Pataugeoire et accès au lac, Jardin Doret	11
Figure 7: Plan du Jardin Doret	12
Figure 8 : Observations, samedi 8 janvier 2011	22
Figure 9: Observations, samedi 14 août 2010.....	23
Figure 10 : Observations, lundi 10 janvier 2011.....	24
Figure 11: Parc public, Genève.....	35
Figure 12 : Poubelle pour déjections de chiens, Jardin Doret.....	36
Figure 13: Panneau, Jardin Doret. Le texte fait appel à la responsabilisation des citoyens.	37
Figure 14: Flyer semaine de la citoyenneté	60

1 Introduction

1.1 Choix du thème

Je trouve la rue fascinante. La rue réunit autant qu'elle sépare; certains prennent la rue de droite et d'autres celle de gauche pour finalement se retrouver sur une place, dans un parc, sur un marché, devant un magasin ou la gare. « Everybody go different way to see the same thing » disait un chauffeur de taxi new-yorkais. («Chacun emprunte un chemin différent pour voir la même chose »)

J'aime observer le spectacle de la rue. Il s'y passe toujours quelque chose, tout est en mouvement, en évolution en changement. La rue, ou plutôt l'espace public, est le lieu où se mélangent les gens ; les vieux comme les jeunes, les touristes, les étrangers et les autochtones, les familles et les amoureux, les promeneurs solitaires et les joggeurs ou cyclistes. Chacun trouve dans l'espace public une raison pour s'y rendre, chacun se l'approprie à sa manière et le fréquente selon ses besoins, ses envies et ses disponibilités. Cette population apparemment si différente, doit apprendre à vivre ensemble dans l'espace public. Cela se fait en partie naturellement lors des interactions entre les usagers. Pour pouvoir partager un espace avec autant d'individus, chacun se doit de respecter l'espace, les règles, les structures mises à disposition et surtout les autres. C'est là qu'intervient la notion de citoyenneté. Qu'est-ce que ça signifie d'être citoyen ? En quoi cela engage-t-il face aux autres ? Pourquoi la citoyenneté intervient-elle dans l'espace public ? Qui est citoyen ? Faut-il être engagé en politique pour être considéré comme citoyen ?

Et l'animation socioculturelle¹ dans tout ça ? Elle a pour but d'amener ses clients vers des actions citoyennes en toute situation. Mais quel genre d'actions ? Quel est le rapport de l'animation à l'espace public ? Quel est son rôle dans cet espace ? Comment l'animateur socioculturel s'inscrit-il dans l'espace public ?

1.2 Buts

Les buts de cette recherche étaient de :

- Aller à la rencontre de professionnels de différents milieux exerçant dans un domaine en lien avec l'espace public et la citoyenneté.
- Mettre en avant l'existence de la citoyenneté dans l'espace public.
- Explorer les possibilités pour l'animation socioculturelle de favoriser la citoyenneté et de s'inscrire dans l'espace public.

1.3 Objectifs

Les objectifs de cette recherche étaient de :

- Montrer les relations entre la population et l'espace public.
- Identifier les multiples fonctions de l'espace public.
- Repérer les types de fréquentation et d'usage de l'espace public.
- Repérer les conflits d'usage émergents dans l'espace public.
- Définir les critères de qualité de l'espace public.
- Identifier les compétences professionnelles de l'animateur socioculturel.
- Identifier le rôle de l'animateur socioculturel dans l'espace public.
- Démontrer l'existence et l'utilité de la citoyenneté dans l'espace public.
- Etablir les différents aspects de la citoyenneté.
- Identifier et analyser le lien entre animation socioculturelle, citoyenneté et espace public.

¹ Pour faciliter la lecture, le terme « animation socioculturelle » sera parfois abrégé par « ASC » dans la suite du texte. Dans la suite du texte, le terme « animateur socioculturel » désigne tant les hommes que les femmes exerçant ce métier, ceci afin d'éviter la lourdeur d'une formule telle que « l'animateur/-trice socioculturel/le ». Le terme raccourci « animateur » sera aussi utilisé pour désigner l'animateur socioculturel.

2 Démarche

2.1.1 Plus-value de la recherche

On connaît tous le stéréotype de l'animateur de colonies de vacances qui fait des rondes en chantant ou celui de l'animateur du centre de loisirs, cantonné entre ses quatre murs qui bricole avec les enfants ou joue au baby-foot avec les jeunes. C'est le constat que j'ai pu faire en parlant de ma formation autour de moi. Pour beaucoup de personnes, le métier de l'animateur socioculturel est restreint à cette réalité. Même si l'animateur de colonies de vacances et celui du centre de loisirs existent bel et bien, la vision extérieure de leur activité en est souvent réduite et minimisée. Malgré l'évolution de ces dernières années dans notre métier, il manque encore de reconnaissance auprès du public. C'est pour sortir de ces stéréotypes que je me suis intéressée à un aspect moins connu de l'animation socioculturelle, c'est-à-dire l'animation hors des murs d'une structure, dans l'espace public. On connaît mieux l'éducateur de rue qui a pour mission de rencontrer la population (souvent précarisée ou en difficulté) et d'établir avec elle un lien de confiance sur lequel il peut bâtir une relation d'aide qui amènera la personne à devenir autonome et à sortir de ses difficultés. L'animateur socioculturel dans l'espace public n'a pas tout à fait le même rôle. En effet, sa démarche vise le tout public, sans prendre en compte, dans un premier temps en tous cas, les difficultés de tous ordres des uns et des autres. Par sa présence et son action, l'animateur cherche à améliorer ce cadre de vie collectif. Il veut rendre ce lieu vivant, agréable, convivial et faire en sorte que les usagers puissent y vivre ensemble dans un climat propice à la rencontre et à l'échange.

2.2 Hypothèses de départ

2.2.1 Hypothèses concernant l'espace public

H₁ : L'espace public est destiné à une population hétérogène.

H₂ : L'espace public est un espace de qualité.

H₃ : L'espace public remplit une multitude de fonctions.

H₄ : L'espace public est régi par des règles explicites et implicites.

H₅ : Des conflits d'usage ont lieu dans l'espace public.

2.2.2 Hypothèses concernant la citoyenneté

H₆ : La citoyenneté existe dans l'espace public.

H₇ : La citoyenneté est essentielle au bon fonctionnement de l'espace public.

H₈ : La citoyenneté n'est pas uniquement rattachée à son aspect politique.

2.2.3 Hypothèses concernant l'animation socioculturelle

H₉ : L'animateur socioculturel a sa place légitime dans l'espace public.

H₁₀ : Favoriser la citoyenneté fait partie du cahier des charges de l'animateur socioculturel.

H₁₁ : L'animateur socioculturel a les compétences professionnelles pour favoriser la citoyenneté.

2.3 Méthode de recherche

2.3.1 Changements apportés au projet

Au début de ce travail, je pensais profiter de mon stage de 6 mois à Marseille pour intégrer dans ma recherche un aspect « international » de la citoyenneté. C'est-à-dire d'observer si, pour un espace similaire (ex. place de la gare) la citoyenneté se présente de la même manière en Suisse que dans un autre pays européen.

Mon séjour a été riche en découvertes et en expériences tant professionnelles que personnelles et malheureusement ces quelques mois ont passé bien vite. N'ayant pas eu le temps de prendre à profit

mon séjour à la fois pour ces expériences-là et pour les nombreuses heures d'observations nécessaires à ma recherche, j'ai fait le choix de prioriser les expériences de vie de mon séjour qui m'ont beaucoup apporté.

De ce fait, lors de mon retour en Suisse, j'ai dû recentrer mon terrain de recherche. J'ai donc décidé de poursuivre sur le même axe tout en laissant de côté la dimension comparative de la citoyenneté. De ce fait, j'ai cadré mon terrain de recherche sur la Ville de Vevey.

La démarche restant la même, je pense que ce recentrage n'a pas enlevé de valeur à mon travail.

2.3.2 Outils de recueil de données

Pour mener à bien ce travail, je me suis focalisée sur deux outils pour la collecte de données, à savoir des observations et des entretiens. « *L'observation contribue à cerner au mieux les pratiques dont les différents lieux sont le support. Enfin, elle permet de saisir les enjeux sociaux et relationnels qui sont sous-jacents à ces pratiques.* »² J'ai d'abord effectué mes observations entre juillet 2010 et janvier 2011, puis j'ai réalisé sept entretiens au mois de février 2011. Les faits observés ont permis d'alimenter les entretiens en plus des données théoriques collectées auparavant. Dans une démarche telle que celle-ci, observations et entretiens sont complémentaires car ils ont permis de recueillir des informations différentes.

Les observations se basent sur des faits et comportent forcément une part de subjectivité. En effet, une multitude de paramètres sont à prendre en compte, par exemple : l'heure de la journée, le jour de la semaine, le mois de l'année, la météo, etc. Incontestablement, il est facile d'imaginer qu'un lundi à 7h30 la gare soit bondée de monde alors qu'il n'y aura peut-être que quelques personnes à la même heure un jour avant, soit le dimanche matin. En plus des paramètres de temps, il faut aussi prendre en compte la subjectivité de la personne qui observe. En effet, la place de la gare est un lieu relativement vaste, sans cesse animé et avec beaucoup de passage. De ce fait, il est difficile, voire impossible de garantir l'objectivité des observations car une personne seule ne peut pas capter tous les mouvements, les actions et les comportements de chaque passant lorsqu'il y a jusqu'à plusieurs dizaines de personnes présentes en même temps. De même, la concentration diminue avec le temps et pour optimiser celle-ci, j'ai observé par tranche d'une heure. J'ai donc essayé de composer au mieux avec ces différents paramètres afin de collecter un panel d'observations le plus large possible. Au total, j'ai effectué 12 heures d'observation entre 6h30 du matin et 19h30, toujours installée sur le même banc devant la gare et ce, sur les différents jours de la semaine entre les mois de juillet 2010 et janvier 2011. Je dispose ainsi d'un panel qu'on peut juger représentatif malgré la part de subjectivité indissociable de l'observation directe.

Les entretiens, quant à eux, se basent sur le point de vue de la personne interrogée. Ce point de vue dépend forcément du statut ou de la position que cette personne occupe dans la ville, par rapport au sujet traité. « Il n'y a pas de perception possible sans point de vue. On peut dire la même chose de l'observation. On ne peut espérer prendre un point de vue totalisateur. On peut seulement tenter de totaliser différents points de vue. Il ne faut pas croire qu'il n'y ait qu'un point de vue possible pour l'observateur, de même qu'il n'y a pas un point de vue indigène unique. »³ C'est pourquoi j'ai choisi d'interroger trois catégories de personnes ayant toutes un lien avec la citoyenneté et l'espace public mais occupant chacune une position différente. Dans la même logique que l'étalement des observations dans le temps, cette approche du sujet au travers de positions divergentes ont permis de récolter un panel plus large de points de vue sur la question. La confrontation et le croisement avec mes observations permettront de vérifier ou non les hypothèses.

² TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M. (sous la dir. de), (2001) « User, observer, programmer et fabriquer l'espace public », Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.153

³ Stéphane Beaud, Florence Weber, cité par TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M. (2001), p. 153

2.3.3 Terrain d'observation

J'ai choisi Vevey parce que c'est une ville que je connais et que j'apprécie pour sa convivialité. Je suis usagère des espaces publics veveysans, en particulier de ceux que j'ai observés, c'est-à-dire la place de la gare et le Jardin Doret.

Vevey, avec ses 18'000 habitants, est une ville multiculturelle (120 nationalités) au capital économique important (notamment avec la présence de Nestlé) et avec une activité culturelle intense (nombreuses manifestations tout au long de l'année : concerts, expositions, festivals, fêtes, spectacles de rue, théâtre, cirque, marchés, etc.). La devise « Vevey, ville d'images » lui correspond au vu de son foisonnement de vie sociale et culturelle.

Comme expliqué plus haut, j'ai effectué 12 heures d'observation sur la place de la gare. Pour ce qui est du Jardin Doret, j'ai dû procéder différemment. En effet, le terrain est plus vaste et l'usage qui en est fait est multiple. Il est donc difficile de procéder par grille d'observation. J'ai noté ce que je voyais au moment où je m'y trouvais, cette façon d'observer convient à un parc car les usagers y restent pour un temps plus long que sur une place de gare.

Le Jardin Doret remplit essentiellement une fonction de repos, de détente et de loisirs. Ayant commencé mes observations au mois de juillet, cet espace était animé et plein de vie. J'ai donc effectué quelques heures d'observation pendant l'été et, dès l'automne, j'ai peu à peu désinvesti ce lieu car la fréquentation générale a baissé en même temps que les températures et les heures de soleil. Au contraire, la place de la gare, remplissant essentiellement une fonction de transit et d'accès aux transports publics, sa fréquentation ne varie que très peu en fonction des saisons. Effectivement, même si la belle saison amène quelques touristes et vacanciers en plus, on peut aisément imaginer que la population « indigène » qui se déplace en train par exemple pour se rendre à son travail, le fait aussi bien en été qu'en hiver.

Je suis usagère du Jardin Doret depuis quelques années et j'en ai donc une perception personnelle avant d'en avoir une perception de chercheuse. De ce fait, je dispose d'un savoir-d'usage, qui découle de mon usage personnel du lieu, qui a une place pertinente dans cette recherche car il me semble complémentaire au point de vue de la chercheuse que j'étais lors de mes observations à la gare. J'y ferais donc aussi allusion lors de mon analyse.

Place de la Gare



Figure 1: Vue d'ensemble de la place de la gare, Vevey

La place de la Gare de Vevey est un lieu animé toute la journée. Ceci est dû à sa proximité immédiate du centre-ville et au fait que la gare est desservie par tous les trains hormis les trains internationaux. C'est principalement un lieu de passage pour les voyageurs mais aussi un lieu de rendez-vous. L'intérieur de la gare comptant certains commerces (kiosque, stand de boulangerie, fleuriste), cela attire aussi des clients.

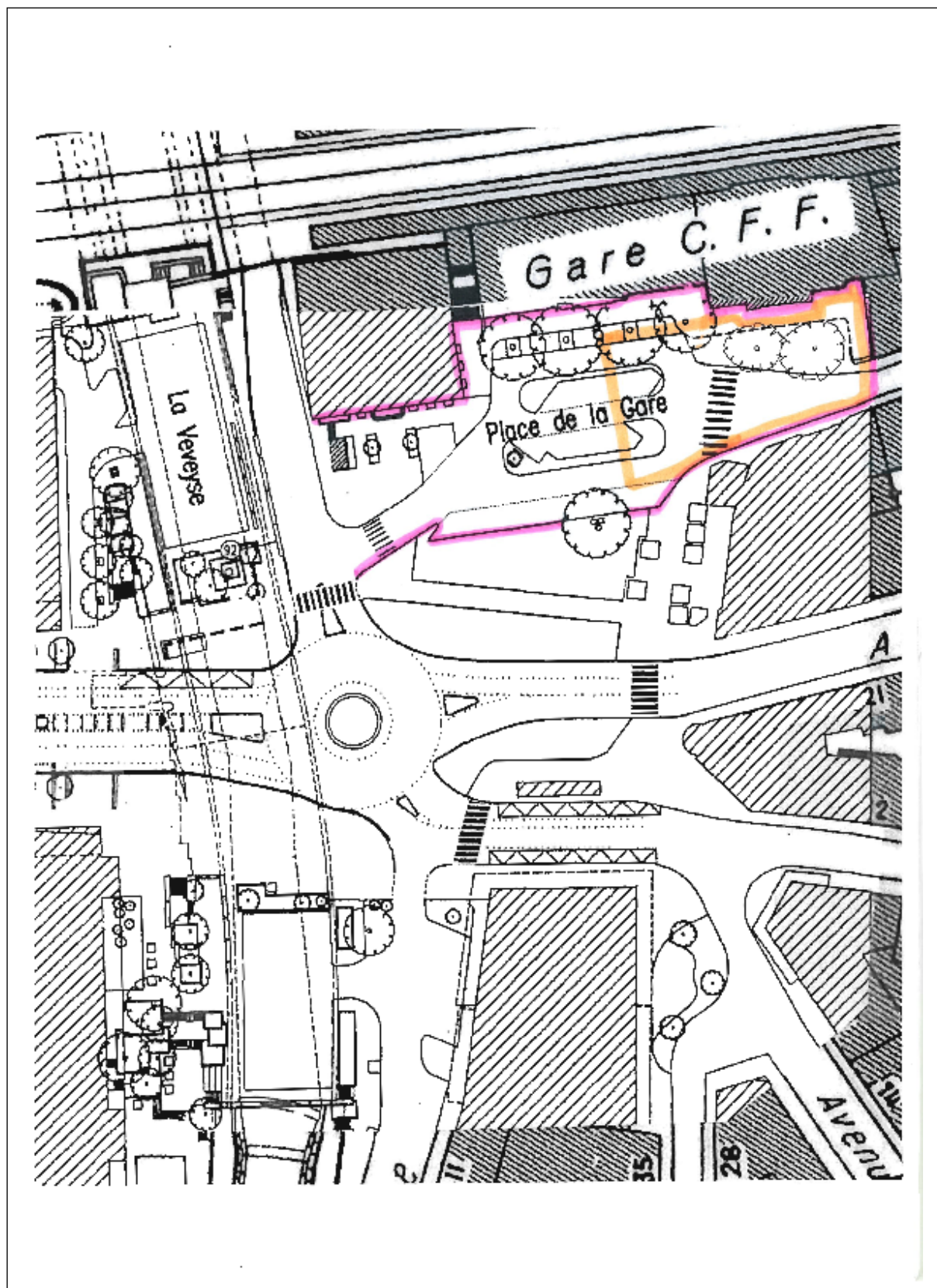


Figure 2: Plan du quartier de la gare. En rose: la place de la gare dans son intégralité. En orange: l'espace observé. Ajouté par mes soins : les deux pins en face du bâtiment de la gare (dans la zone orange) et les deux passages piétons (en face du bâtiment de la gare et à la sortie de la place.)



Figure 3: Entrée principale de la gare, Vevey



Figure 4: Place de la gare, Vevey

Aménagement

Panneaux :

« Dépôt de bicyclettes et cyclomoteurs INTERDIT » : 3

« Dépôt de vélos interdit » : 1

Cédez le passage : 2

Sens interdit : 3

Interdiction de parquer : 3

Obligation : 3

Equipements / infrastructures :

Parcomètres collectifs : 7

Indication restaurant : 1

Panneaux publicitaires : 6

Panneaux informations : 4

Panneaux direction : 3

Panneaux Tourisme Pédestre : 3

Cabines téléphoniques : 6

Caissettes à journaux gratuits : 3

Boîte aux lettres de la Poste : 1

Affichage libre expression : 1

Affichages éphémères : 2

Poubelles/ cendriers : 5

Bancs : 2

Vitrine publicitaire privée : 1

Borne incendie : 1

Végétation : 11 arbres

Lampadaires : 7

Parc à vélos : 76 places

Parking voitures : 24 places / 1 place pour handicap

Passages piétons : 2

Location de vélos : 1

Borne d'appel taxis : 1

Commerces :

Café, bar, restaurant : 3

Alimentaire : 2

Non-alimentaire : 2

Jardin Doret

Le Jardin Doret se situe au bord du lac derrière le CEPV (Centre d'Enseignement Professionnel de Vevey). La Veveyse longe le jardin pour se jeter dans le lac. Le Jardin Doret est en fait un grand parc arborisé très prisé tant par les familles que par les jeunes et les personnes âgées de par son aménagement et son accès facile mais aussi car il offre un cadre de verdure et de détente à 5 minutes du centre-ville.



Figure 5: Pataugeoire et place de jeux, Jardin Doret



Figure 6: Pataugeoire et accès au lac, Jardin Doret

Aménagement

Panneaux :

« Pataugeoire réservée aux enfants » : 1

Equipements / infrastructures :

Bancs : 24

Place de jeux : 1

Terrain de Beach Volley : 1

Table de ping-pong : 2

Terrain pour chiens : 1

Grills : 3

Poubelles: 8

Commerce: 1

Lampadaire: 3

Œuvre d'art: 2

Fontaines : 2

Cabine téléphonique : 1

Borne incendie : 1

WC publics : 1

Douches : 2

Pataugeoire : 1



Figure 7: cabanon du glacier, Jardin Doret

2.4 Entretiens

Les personnes rencontrées sont impliquées dans l'espace public et la citoyenneté que ce soit par leur profession ou par leur activité dans la cité. Afin d'avoir un panel de points de vue le plus large possible sur la question, j'ai ciblé trois catégories de personnes : des politiciens, des travailleurs sociaux et des professionnels de la sécurité et de l'urbanisme.

Du côté des politiciens, j'ai interrogé une conseillère et un conseiller communaux de la ville de Vevey ainsi qu'un conseiller municipal. J'ai volontairement choisi trois partis politiques aux idées distinctes (PS, PLR, UDC) afin d'élargir la palette de points de vue.

- **Marcel Martin**, conseiller municipal PS en charge des espaces publics
- **Patrick Bertschy**, conseiller communal, président du PLR
- **Fabienne Despot**, conseillère communale UDC, députée au grand conseil

J'ai ensuite rencontré trois travailleurs sociaux du service de la jeunesse de la ville de Vevey.

gink-go est un programme pour les jeunes, associé au service de l'animation jeunesse de la ville.

- **Michèle Theytaz-Grandjean**, animatrice socioculturelle, déléguée à la jeunesse, Service jeunesse, Ville de Vevey
- **Joëlle Minacci**, éducatrice sociale à gink-go, Service jeunesse, Ville de Vevey
- **Marco Pavarini**, éducateur social à gink-go, responsable du travail social de proximité, Service jeunesse, Ville de Vevey

Du côté des fonctionnaires, j'ai interviewé **Michel Bloch**, animateur socioculturel et délégué à l'agenda 21 de la ville de Vevey, travaillant sur les trois pôles du développement durable (social, économique et environnemental) son point de vue réunit des positions complémentaires.

J'ai interrogé le Capitaine **Ruben Melikian**, chef opérationnel de Police Riviera afin de découvrir l'action menée par la police dans l'espace public et son impact sur la citoyenneté.

Finalement, j'ai rencontré **Renée-Laure Hitz**, architecte-urbaniste de la ville de Vevey pour mieux comprendre la création d'un espace public, sa fonction et le lien qui se tisse entre les usagers et le lieu.

Les entretiens sont cités en italique dans le texte. Les phrases sont retranscrites telles que la personne les a exprimées. Cependant, j'ai parfois dû apporter de légères corrections à la forme du texte pour l'adapter du langage parlé au langage écrit (négations, tics de langage, etc.).

2.5 Analyse des données

Les données sont issues de trois sources : lectures, entretiens et observations. Pour les analyser, je les ai confrontées par thème dans le but de faire émerger les similitudes ou les divergences. Par exemple, je m'intéresse au thème de l'aménagement de l'espace public et je cherche parmi les trois sources de données ce qui est dit à ce propos. Je peux alors confronter les points de vue et procéder à l'analyse proprement dite. Les données recueillies étant complémentaires par leur méthode de récolte différente (lire, observer, écouter), elles doivent se retrouver sur une base commune pour être analysées. Cette base commune est constituée par les trois concepts de la recherche qui sont l'animation socioculturelle, la citoyenneté et l'espace public. Le croisement des données est rendu possible par les thèmes transcendants ces trois concepts. Par exemple, l'aménagement qui prend place dans l'espace public mais qui peut constituer un vecteur de citoyenneté ou un prétexte à l'ASC. Pour chaque thème, il est ainsi possible de connaître le positionnement scientifique (théorie), professionnel ou politique (entretiens) et du terrain (observations).

3 Un peu d'histoire...

3.1 L'espace public

Il faut remonter jusqu'à la Grèce antique pour comprendre comment est apparu ce que l'on appelle aujourd'hui l'espace public, représenté à l'époque par l'Agora. C'est à Athènes que naît la première Agora, on peut comprendre par là un espace où les habitants d'une cité se retrouvent pour effectuer des transactions marchandes de toutes sortes mais aussi pour discuter des sujets de la cité, écouter les débats et les philosophes. « L'agora devient l'espace de débat entre les différentes tribus rassemblées. Espace de formalisation de l'opinion publique et du gouvernement républicain, l'agora est à la fois un espace physiquement inscrit dans le sol et un espace immatériel où circulent les idées. »⁴ C'est un lieu de rencontre et d'échanges mais aussi un lieu d'exclusion car seuls les hommes libres y ont accès. « L'agora se prolonge. Elle se diffuse. Les places et les rues deviennent, sur un mode plus diffus, des espaces de débat et de loisirs collectifs. »⁵

« L'espace public représente dans les sociétés humaines, en particulier urbaines, l'ensemble des espaces de passage et de rassemblement qui est à l'usage de tous, soit qui n'appartient à personne (en droit par ex.), soit qui relève du domaine public ou, exceptionnellement, du domaine privé. »⁶ En effet, « dans son aspect physique, l'espace public est, avant toute chose, l'endroit (place, rue, commerce, plage ou tout type d'espace) où il n'y a pas d'obstacle, où quiconque a la possibilité d'accéder et de participer. »⁷ Cependant, selon Jocelyne Lamoureux, il faut faire attention à ne pas englober dans le terme d'espace public tout ce qui n'est pas privé : « cette dichotomie n'est pas adaptée, soit à cause de l'ambiguïté de leurs frontières, soit en raison de la possibilité d'autres statuts de l'espace (commun, collectif, etc.) »⁸

Pour que l'espace public fonctionne en tant que tel, la condition est la présence d'individus. Ces individus sont les acteurs de l'espace public, ils ont tous « une position sociale et sont partiellement déterminés par elle. Elle leur fournit des ressources, elle façonne leurs intérêts, elle leur donne accès à des valeurs, elle les met en relation avec d'autres acteurs, etc. (...) Ajoutons qu'un acteur se caractérise par une identité qu'il élabore selon ses relations sociales avec d'autres acteurs. Cette image de soi - cette identité - donne sens à l'acteur. »⁹ Les individus qui forment la société se forgent une identité propre mais la ville dans laquelle ils évoluent a elle aussi sa propre identité qui contraste parfois grandement avec l'identité d'autres villes. C'est une sorte de cercle vicieux car « chaque habitant use de cette image de marque pour se construire sa propre identité. »¹⁰ et la ville elle aussi s'inspire de l'identité de ses habitants pour créer son image de marque, c'est donc un lien réciproque qui les unit. Par exemple Barcelone est une ville qui projette une image jeune, artistique, dynamique, à la réputation festive et on peut le constater en visitant la ville et en s'imprégnant de l'ambiance qu'elle dégage au travers de ses habitants.

Dans la Grèce antique, l'espace public était un lieu où l'on discutait des problèmes politiques et où se formait le débat public autour des questions sociales d'actualité. Chacun était libre de prendre part à ces discussions et de présenter son point de vue sur la question à résoudre, ainsi se créaient les confrontations d'opinions et les débats. Lamoureux pose l'hypothèse qu'avec le temps, le public se serait transformé en public passif, c'est-à-dire en spectateur de la discussion sociale. Aujourd'hui, en

⁴ TOUSSAINT, ZIMMERMANN, (2001), op.cit., p.36

⁵ Ibid., p.36

⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Espace_public#L.27espace_public_en_sciences_humaines_et_sociales

⁷ <http://id.erudit.org/iderudit/023001ar>, p.417

⁸ Ibid., p.416

⁹ BASSAND M., COMPAGNON A., JOYE D., STEIN V., (2001), « Vivre et créer l'espace public », Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p.4

¹⁰ Ibid., p.15

dehors de certaines manifestations politiques, culturelles ou sociales qui se tiennent dans la rue, on ne peut plus vraiment considérer que l'espace public est un lieu de débat politique.

L'espace public est règlementé par la loi ainsi que par des règles rattachées à un lieu précis. Les lois sont écrites et officielles donc intransigeantes, tandis que les règles peuvent être explicites : écrites sur un panneau à l'entrée du parc par exemple ; ou implicites : des règles de savoir-vivre que chacun est censé avoir intégré dans son enfance (par ex. jeter ses déchets dans la poubelle, de ne pas casser le matériel ou les infrastructures existantes). La vie en société nous a appris à nous comporter en présence d'autres individus, « (...) sur un espace donné, je sais, d'un savoir incorporé et non d'un savoir conscientisé ou verbalisé, ce que je dois faire, quels types d'empiètement je peux faire sur l'autre de manière à ne pas détruire l'équilibre écologique de cet écosystème, de cet espace que je suis obligé de partager avec d'autres. »¹¹

L'espace public est composé de plusieurs dimensions d'ordre fonctionnel, social, d'usage, d'accessibilité, réglementaire.

La dimension fonctionnelle comprend toutes les raisons pour lesquelles les usagers fréquentent l'espace public. Par exemple : le divertissement, la tranquillité, la rencontre, le jeu, le sport, le repos, le partage, la discussion, la beauté des paysages, etc.

La dimension sociale prend en compte le fait que les habitants se rencontrent dans l'espace public, une population hétérogène se côtoie et se confronte, elle utilise cet espace comme un bien commun.

La dimension d'accessibilité stipule que l'espace public est accessible à chacun à tout moment sans obstacle quelconque de l'ordre d'un péage, d'un horaire, d'un âge ou d'une interdiction.

La dimension réglementaire comprend les lois qui gèrent les espaces publics ainsi que les règles explicites (indiquées sur un panneau par exemple) ou implicites (faisant partie des mœurs) qui doivent être respectées pour une utilisation harmonieuse de cet espace.

3.2 La citoyenneté

La Grèce antique est aussi le berceau de la citoyenneté. Le mot citoyenneté vient du terme grec *politeia* dérivé de *polites* (citoyen) qui découle lui-même du terme *polis* qui signifie cité. « Homère déjà, au IX^e siècle, évoquait la polis, en son sens archaïque de ville voire de citadelle, et les « politai », ses habitants. L'étymologie enseigne que les mots « polis » et « polites » se constituèrent quand (...) le groupe social prit le pas sur la famille en tant que communauté de référence. »¹² Les individus étaient d'abord associés et dénommés en fonction du groupement familial duquel ils étaient issus. L'évolution de la société athénienne changea en ce que cette dénomination se fit dorénavant par rapport au groupe social auquel appartenait l'individu en tant que membre d'un habitat commun : la cité. En d'autres termes, l'individu X était d'abord reconnu comme membre du groupe familial X car il porte son nom ; dorénavant l'individu X est reconnu comme membre de la cité C (groupe social) car il en est citoyen avant d'appartenir à la famille X.

A Athènes, n'est pas citoyen qui veut. Pour le devenir, il faut faire partie des hautes castes de la société ou être reconnu comme philosophe ou homme politique. De plus, il faut être né d'un père citoyen et d'une mère fille de citoyen. Les femmes, éternellement considérées comme mineures, et les esclaves, propriété de leur maître, sont exclus du droit de cité, de même que les étrangers. Celui qui est reconnu comme citoyen reçoit alors le droit de cité. Il peut dès lors exercer son droit politique, donc voter et être élu. Son statut de citoyen lui garantit aussi une protection judiciaire en cas de litige mais l'oblige à faire la guerre et à payer des impôts.¹³ Dans de rares cas, il peut arriver qu'un métèque (un étranger à la cité) puisse obtenir le statut de citoyen en guise de reconnaissance

¹¹ VULBEAU A., BARREYRE J.-Y. (sous la dir. de), (1994), « La jeunesse et la rue », Ed. Desclée de Brouwer, Paris, p.30

¹² MAGNETTE P., (2001), « La citoyenneté, une histoire de l'idée de participation civique », Buylant, Bruxelles, p.15

¹³ http://fr.wikipedia.org/wiki/Citoyennet%C3%A9_%C3%A0_Ath%C3%A8nes

d'une action ayant servi la cité. Dans ce cas, c'est l'assemblée des citoyens, constituée d'au moins 6000 citoyens, qui décide d'octroyer ou non (par votation) le droit de cité à cette personne. L'assemblée des citoyens, appelée *Ecclésia* vote les lois qui seront présentée à la population sur l'agora.

Il faut faire un saut en avant dans l'histoire pour trouver le mot « citoyenneté » dans la langue française. « En français, le mot n'apparut qu'en 1783, et il ne fut chargé de « connotations patriotiques » que pendant les quelques années qui suivirent la révolution de 1789. Le mot citoyen désigna longtemps l'habitant d'une cité, sans charrier de sens politique, et ne devint synonyme de membre d'un Etat qu'au début du XVIIIe siècle. »¹⁴

Dès 1789, le citoyen est reconnu comme tel et a des droits qui sont définis dans la « Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen », le droit de vote et d'éligibilité fait partie de cette déclaration.

Les droits du citoyen découlent des droits de l'Homme car il faut d'abord respecter l'Homme en tant qu'individu avant de prendre en compte sa citoyenneté. De même, les droits de l'Homme priment sur ceux du citoyen car ils sont universels alors que ces derniers sont nationaux, c'est-à-dire qu'ils sont nés de la participation de l'individu à une organisation politique particulière.¹⁵ Dès lors, est citoyen tout homme qui appartient à une nation. Le statut de citoyen n'est plus héréditaire ou gagné en remerciements d'actes honorifiques comme c'était le cas en Grèce antique, mais il est naturellement acquis par tout individu masculin (les femmes n'étant toujours pas considérées comme majeures mais sous tutelle de leur père ou mari) naissant dans le pays. Dorénavant, la citoyenneté tend plus à marquer l'appartenance à une nation qu'à une cité.

Ce sont les institutions qui forment les citoyens et organisent le débat entre eux. L'école est l'institution citoyenne par excellence : « L'abstraction de la société scolaire doit former l'enfant à comprendre et à maîtriser l'abstraction de la société politique. »¹⁶

En 1880 en France, « Il importait d'arracher l'individu à ses particularités pour en faire un citoyen abstrait destiné à incarner et à définir l'intérêt général. »¹⁷ Le but étant de trouver l'intérêt commun de tous les individus pour en faire un intérêt général. Cependant, la difficulté que représente le fait « d'arracher l'individu à ses particularités » est indéniable puisque ce sont justement celles-ci qui forment son identité et donc celle(s) de la population. Dans le même ordre d'idée, « La citoyenneté constitue la source du lien social. C'est en exerçant les droits et les pratiques de la citoyenneté que les individus forment une société. Mais la conciliation entre les droits de l'individu-citoyen et les exigences du collectif n'est pas moins problématique dans la vie sociale que dans la vie politique. »¹⁸

Il est important de noter que dès les années 1960, les législations européennes garantissent que les droits civils, économiques et sociaux soient les mêmes pour les citoyens nationaux que pour les étrangers. C'est-à-dire que même si un étranger n'a pas le droit de vote et d'éligibilité dans son pays d'accueil, il a le droit de placer ses enfants à l'école publique, de fréquenter les espaces publics tels que la rue, les marchés, les parcs, etc. Il a le droit de travailler, de gagner sa vie et de contribuer au bon fonctionnement de l'économie locale. Etc.

Au milieu du siècle passé, une montée de l'individualisme collectif a mis en difficulté les institutions dans leur rôle d'instructeur à la citoyenneté. En effet, au travers de mouvements de révolte tels que ceux de mai 68, l'individu se prend le droit de ne pas accepter l'autorité des institutions religieuses, politiques ou morales sans en juger la pertinence. Il se sent apte à juger lui-même l'autorité qu'on lui

¹⁴ MAGNETTE P., (2001), op.cit., p.7

¹⁵ SCHNAPPER D., (2000), « Qu'est-ce que la citoyenneté ? », Ed. Gallimard, coll. Folio actuel, p.152

¹⁶ Ibid., p.156

¹⁷ Ibid., p.155

¹⁸ Ibid., p.200

impose, selon ses convictions personnelles. « L'individu justifie désormais ses comportements par son besoin d'épanouissement personnel et par son jugement autonome. »¹⁹

Avec la montée de cet individualisme, les normes sociales et citoyennes établies par les institutions perdent leur sens et leurs fonctions. L'émergence de la volonté de la population de décider elle-même de ce qui est bon pour elle n'a pas dissolu le lien social, au contraire il s'est transformé selon les normes et les besoins émergents. « Le lien social est devenu moins le produit du contrôle autoritaire et de la conformité aux normes établies par les institutions nationales que de l'invention commune par les individus de nouvelles normes collectives. »²⁰

Une partie du travail de l'animateur socioculturel est d'amener l'individu à devenir citoyen et surtout d'intégrer le fait que « Le citoyen doit toujours être un citoyen critique. »²¹

« L'histoire montre que la citoyenneté a été obtenue par des luttes sociales. Elle n'est pas donnée, elle n'est jamais acquise une fois pour toutes. (...) C'est une construction des hommes et elle ne peut que durer par leur volonté de renouveler le projet politique par lequel ils forment une société dont les exigences leur apparaissent légitimes. »²² Il est important de garder cette idée en tête car la société change, évolue constamment et avec elle ses normes et ses pratiques. La population s'adapte perpétuellement à ces changements ; il est du devoir de l'animateur socioculturel de prendre en compte cette évolution et d'adapter lui aussi ses pratiques et ses buts afin qu'ils correspondent aux besoins et aux normes évolutives de la société.

3.2.1 Les différents aspects de la citoyenneté

Lorsque l'on pense citoyenneté, la première image est généralement celle de la politique, du droit de vote, de la démocratie. La citoyenneté politique relie chaque individu à sa nation. On parle des citoyens suisses, français, etc.

Le concept de citoyenneté a évolué pour se généraliser ou se préciser. Selon Fabienne Despot, conseillère communale UDC, la citoyenneté offre des droits et des devoirs. Notamment celui de participer à la vie politique. La démocratie, système politique dans lequel nous vivons, donne la parole aux citoyens. Cependant, la démocratie n'a de sens que si on l'utilise. Car en effet, « La liberté du citoyen est donc un bien, mais c'est un bien public qui ne peut être préservé qu'en commun. Aussi, le renoncement à la citoyenneté ne peut-il être combattu, de l'intérieur, que par le goût de l'exercice public de la liberté. »²³

On parle de citoyenneté au sens culturel, social ou politique. Par exemple, la citoyenneté culturelle signifie l'appartenance à une culture donnée. Le partage de ses valeurs et de ses buts. En effet, « La citoyenneté se fonde sur l'appartenance reconnue à un groupe social et elle renvoie à l'identité. Si l'identité est valorisée, la participation active des individus à la vie du groupe découle de la citoyenneté. »²⁴ La citoyenneté se joue à plusieurs niveaux et dans des domaines différents. Une personne peut parler de citoyenneté culturelle car elle vit selon les principes de son origine culturelle étrangère au pays où elle réside (religion, nourriture, croyances, langue) et de citoyenneté sociale ou politique car elle s'investit dans la vie locale. Une même personne peut donc assumer plusieurs aspects de la citoyenneté sans pour autant en dénigrer l'un ou l'autre.

¹⁹ SCHNAPPER D., (2000) op. cit., p.205-206

²⁰ Ibid., p.206

²¹ Ibid., p.302

²² Ibid., p.303-304

²³ CASTILLO M., (2002), « La citoyenneté en question », Ellipses Editions, Paris, p.45

²⁴ « Urbanité et citoyenneté » (1992), in *Espaces et sociétés*, Revue scientifique internationale n°68, éd. L'Harmattan, Paris, p.8

Pour Fabienne Despot, la citoyenneté a deux dimensions. La légitimité d'une part et l'implication d'autre part. C'est-à-dire que l'on peut être citoyen légitime de par l'origine (lieu de naissance, naturalisation ou citoyenneté nationale) ou citoyen par implication dans la vie locale, par intérêt pour la politique locale, etc. Ce qui constitue à ses yeux, une démarche importante.

L'aspect de la citoyenneté qui fonde cette recherche est celui de la capacité des individus d'une société à vivre ensemble. D'après la conseillère communale UDC, il existe deux visions de la citoyenneté. La vision restreinte est constituée par le droit de vote, d'éligibilité afin d'avoir une influence sur les décisions politiques. La vision plus large prend en compte une conscience du bien commun par les citoyens, ce qui est bénéfique pour la communauté car tout le monde œuvre dans un sens commun. Elle précise que la notion de responsabilité citoyenne dans le sens de « j'ai un rôle à jouer » est importante.

C'est un mélange des différents aspects de la citoyenneté, à la fois sociale et culturelle et pas seulement politique. « Il n'y a pas de citoyenneté sans finalités, sans valeurs (...) La citoyenneté ne saurait donc se décrire seulement comme un ensemble de droits et d'obligations. »²⁵ Tout au long de ces pages, la condition citoyenne est sans cesse revisitée au travers de ses différentes interactions avec le contexte dans lequel elle s'inscrit, on découvre alors ses multiples facettes. Notamment les aspects de sociabilité et de civilité qui la constituent. Ce sont ces deux aspects qui sont les indicateurs de présence de citoyenneté dans l'espace public car ils sont visibles dans les comportements des gens.

En résumé, la citoyenneté se décline en trois dimensions :

- La dimension politique comprend les droits et les devoirs de chaque citoyen, les lois auxquelles il est soumis, son droit de vote et d'éligibilité, etc.
- La dimension culturelle constitue le respect qui doit exister entre les différentes cultures qui se côtoient, respect de la différence. Etre citoyen en Suisse n'a certainement pas la même signification que d'être citoyen au Vietnam par exemple, car les us et coutumes et les valeurs collectives ne sont pas les mêmes.
- La dimension sociale prend en compte le comportement que chacun est censé adopter en présence de l'autre, du choix de chaque individu de savoir ce qui est bon pour lui, de se créer une identité pour se distinguer des autres, etc.

L'hypothèse que « *La citoyenneté n'est pas uniquement rattachée à son aspect politique* » est confirmée. D'une part, la sociabilité et la civilité forment la citoyenneté et d'autre part, comme l'explique Fabienne Despot, la légitimité et l'implication supposent une citoyenneté à deux niveaux; finalement les aspects politiques, culturels et sociaux permettent une citoyenneté multiple.

3.3 L'animation socioculturelle

A la fin du XIX^e siècle, en France, l'Etat attribue un après-midi de congé aux enfants afin que les parents aient la possibilité de leur faire suivre une éducation religieuse. Dès lors, ce sont les « œuvres » et les « patronages » qui sont chargées de l'encadrement des enfants et des jeunes. Par la suite, les premières colonies de vacances, le plus souvent organisées par des entités religieuses, se mettent en place dans le but de participer au projet plus large « d'hygiène sociale ». A l'entre-deux guerres, de plus en plus de mouvements de jeunes s'organisent, tel le plus connu, le scoutisme, qui rencontre un succès grandissant et qui, suivit plus tard par d'autres mouvements, commence à proposer des formations de bénévoles pour l'encadrement des enfants et des jeunes. Ce sont là, les prémices de l'animation socioculturelle. « De la fin du XIX^e siècle aux années 1950, on peut schématiquement identifier trois grandes figures d'acteur : le prêtre et les religieuses pour le courant

²⁵ LE PORS A., (1999), « La citoyenneté », Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, Paris

catholique, l'instituteur pour les républicains, l'élú local et le syndicaliste pour les réseaux socialistes. »²⁶

En Suisse, « C'est en quelque sorte l'Union chrétienne de jeunes gens qui a ouvert la marche dans les années 50 en fondant de petits centres de jeunesse auxquels elle assignait une fonction préventive. »²⁷ Au début des années 50, le temps libre prend une place grandissante dans la société, les premiers congés payés font leur apparition et les loisirs se démocratisent. Pour faire face à la nouvelle gestion du temps libre et à la réorganisation sociale qu'ils nécessitent (et pour limiter ses éventuels effets négatifs) une nouvelle forme de travail social fait son apparition. C'est la naissance du concept d'animation socioculturelle dont le but principal à l'époque est d'« endiguer, tout en les favorisant, les besoins et les moyens d'expression de populations spécifiques, de groupes en transition (...) qui ont perdu leur système de référence, tels les habitants des grands ensembles suburbains et en particulier la jeunesse y vivant. Mais aussi (...) d'offrir une alternative concrète à la traditionnelle assistance sociale en faisant place à de nouvelles modalités inspirées des techniques de l'éducation populaire et des pédagogies actives. »²⁸ Techniques issues en partie des travaux de Paulo Freire sur l'idée de la *Pédagogie des opprimés* qui vise à partir des savoirs individuels de chacun pour construire une approche communautaire. La valorisation, l'autonomisation, la responsabilisation font partie de ces techniques de pédagogie active.

Les mouvements contestataires de 68 ont eu un impact considérable sur le monde de l'animation socioculturelle ; non seulement au travers des usagers, eux-mêmes souvent acteurs de ces événements, mais aussi sur la conception même de l'animation. Une contre-culture se met en place avec la volonté du peuple de s'émanciper de l'emprise des institutions officielles. De ces courants d'idée visant à se démarquer des institutions religieuses, politiques et étatiques, à ne plus accepter leur autorité sans en juger d'abord soi-même la pertinence selon ses convictions personnelles, il en découle une volonté de devenir maître de sa propre vie. Dorénavant, « on entendait ouvrir ces structures [les centres de loisirs] à tous et donner à chacun les moyens de gouverner sa propre existence. Priorité allait donc aux activités culturelles et politiques de quartier. »²⁹ « L'animation s'est désincarcérée des spécificités d'une politique de la jeunesse pour investir celles, plus larges, de l'action communautaire et de l'action locale. »³⁰

La montée de l'individualisme qui a suivi cette période de révoltes a demandé aux animateurs de réorienter leur action autour du renforcement des liens sociaux, de la proposition et l'encadrement d'activités ludiques, sportives et culturelles pour les enfants, l'offre d'espaces de rencontre pour les adolescents et d'espaces d'échanges pour les adultes. L'action de l'animateur est alors clairement centrée sur un espace géographique délimité tel que le quartier ou, à la rigueur, la ville.

Aujourd'hui, l'animation socioculturelle est bien ancrée en Suisse romande, notamment grâce à la formation HES qui a officialisé et valorisé ce métier. Genève et Lausanne ont créé une fondation pour l'animation socioculturelle au sein de leur ville, respectivement la FAS'e et la FASL qui regroupent les centres de loisirs, maisons de quartiers, terrain d'aventures et les pouvoirs publics. Toutefois, malgré cette reconnaissance désormais acquise au niveau institutionnel et légal, le métier d'animateur est encore peu connu au sein de la population. Je pense que c'est un des défis des animateurs actuels,

²⁶ LEBON F., (2009), « Les animateurs socioculturels », coll. Repères, Ed. La Découverte, Paris p.10

²⁷ MOSER H., MÜLLER E., WETTSTEIN H., WILLENER A., (2004), « L'animation socioculturelle ; fondements, modèles et pratiques », ies éditions, Genève, p. 50

²⁸ ROZMUSKI S., DELLACROCE C., BENDER G., (2001), « Fondements de l'animation socioculturelle : repères historiques, conceptuels et identitaires », rapport rédigé en vue de l'homologation de l'animation socioculturelle au sein de la HES, p.1

²⁹ MOSER, MÜLLER, WETTSTEIN, WILLENER, (2004), op. cit., p. 50

³⁰ ROZMUSKI, DELLACROCE, BENDER, (2001), op.cit., p.3

de continuer à le promouvoir et le défendre. L'historique de l'animation socioculturelle est assez mouvementé, comme nous avons pu le constater. Cela a rendu difficile l'harmonisation tant du métier (domaines divers : culturel, éducatif, social, médico-social, etc.) que des acteurs de l'animation (niveau de formation : bénévoles, moniteurs, animateurs professionnels, etc.) et donc logiquement, la reconnaissance et la légitimité de l'animation auprès des autorités publiques. Aujourd'hui, le métier d'animateur permet d'exercer dans des domaines toujours aussi variés (EMS, centre de loisirs, service communal ou municipal, institution privée, entreprises, maison de quartier, centres socioculturels, etc.) mais la valeur qui guide le travail d'animation est de regrouper les individus ayant un intérêt commun afin de les aider à répondre à leurs besoins en misant sur leurs propres ressources. On pourrait la résumer ainsi : « La culture professionnelle et l'identité de l'ASC sont fondées sur la recherche de la promotion des individus et des groupes d'individus, sur la promotion des ressources de ceux-ci et sur l'exercice de la citoyenneté. En ce sens, les activités des professionnels de l'ASC favorisent l'action démocratique et la promotion du lien social là où il est rompu, notamment en situation de crise, par la médiation entre les différents acteurs sociaux, la structure étatique et la société civile. »³¹

Pour terminer, notons encore que l'animation socioculturelle est en constante évolution car elle s'adapte continuellement aux changements. L'animation est indissociable de la société où elle évolue étant donné qu'elle prend en compte les critères sociaux, culturels, politiques, économiques, environnementaux. De ce fait, l'animation socioculturelle existe certainement partout dans le monde, mais elle se manifeste sous des formes et des dénominations variables en fonction du contexte.

Si l'espace public et la citoyenneté ont des origines communes (Grèce), l'ASC est plutôt issue de plusieurs courants d'influence européens (France, Allemagne, Angleterre) et sud-américains. Cependant, ces trois concepts sont intimement liés. En effet, l'histoire de la citoyenneté s'inscrit dès le début dans le contexte de l'espace public. Ce dernier est le support premier de la citoyenneté, sans elle, son utilité et sa pertinence sont toutes relatives. L'animation socioculturelle s'inscrit aussi dans le cadre de l'espace public et la citoyenneté constitue son cheval de bataille. Dès lors, le lien qui unit les trois concepts fondateurs de cette recherche est pertinent.

³¹ ROZMUSKI, DELLACROCE, BENDER, (2001), op.cit., p.5

4 Dans le vif du sujet... de l'espace public

4.1 L'espace public et ses usagers

L'espace public qui fonde la recherche et auquel je fais allusion dans ce travail est un espace public urbain. L'espace public rural existe aussi mais ses problématiques ne sont pas les mêmes et il n'est pas pris en compte dans ce travail.

4.1.1 Les usagers de la place de la gare

J'ai effectué 12 heures d'observation par tranche horaire d'une heure à la gare de Vevey afin de voir le déroulement de la vie dans cet espace public en fonction de l'heure. Mon but était de voir qui utilise cet espace, quelles sont les interactions et les relations entre les usagers du lieu, quelle utilisation est faite des aménagements et quelles sont les activités qui ont lieu sur cette place car « C'est la totalité des mouvements, la distribution des passants dans l'espace qui renseignent sur l'usage des espaces. »³²

Pour comptabiliser les usagers par tranches d'âge, j'ai établi six catégories qui sont les suivantes :

- Jeune de moins de 25 ans
- Adulte de plus de 25 ans
- Personne âgée de plus de 65 ans
- Couple
- Parent(s) avec enfant(s)
- Groupe de personnes (plus de 2 personnes)

La catégorisation des personnes par tranche d'âge est relative. Selon Jean-Yves Toussaint et Monique Zimmermann, « (...) l'espace public apparaît comme un lieu d'expression et de signification par lequel s'établissent des repérages sociaux. En effet, le comportement des personnes qui y évoluent, les catégorisent. Les jeunes enfants, les adolescents, les jeunes, les femmes, les hommes et les personnes âgées occupent l'espace et en font un usage différent à des moments distincts de la journée. De ce fait, l'identification des personnes est aisée. Chacun est repéré, voire connu et reconnu par les autres. »³³ L'identification des personnes est aisée mais elle peut induire en erreur car les critères visuels comme l'habillement, le comportement et l'aspect physique qui servent de points de repères pour estimer l'âge des passants, peuvent être trompeurs. Cependant, les données peuvent tout de même être prises en compte pour cette analyse au vu de nombre de personnes comptabilisées, ce qui contribue à réduire la marge d'erreur.

Le nom des catégories ne reflète pas ma vision de la population. Il est impossible de déterminer avec exactitude un âge à partir duquel la jeunesse cède la place à l'âge adulte ou de l'adulte à celui de la vieillesse. Cependant, j'ai dû effectuer un découpage par tranche d'âge ; pour les jeunes, j'ai pris en compte les adolescents à partir de 12 ans environ, car avant cet âge, les enfants ne se rendent pas à la gare sans un adulte qui les accompagne. Pour cette catégorie, la limite supérieure est fixée à 25 ans car d'une manière générale, la majorité des personnes sont dans la vie active, alors qu'avant 25 ans, certaines sont encore aux études. 65 ans, marque la fin de la carrière professionnelle et le début d'une nouvelle étape qu'est la retraite. Entre deux, c'est l'âge adulte qui prend en compte la tranche d'âge entre 25 et 65 ans.

Par ailleurs, chaque personne n'est comptabilisée qu'une seule fois. Par exemple, un couple de personnes âgées sera comptabilisé dans la catégorie « couple » et pas dans celle des « personnes de plus de 65 ans ». De même, un parent avec son enfant sera comptabilisé dans la catégorie « parent(s)

³² TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p.129

³³ Ibid., p.140

avec enfant(s) » et non dans « adulte ». En effet, si je décidai de comptabiliser une personne dans plusieurs catégories, cela aurait grandement influencé la statistique générale de fréquentation de la place de la gare.

Fréquentation

Toutes heures confondues, ce sont les adultes et les jeunes qui constituent les catégories d'âges les plus présentes sur la place. Ceci n'est pas étonnant puisqu'ils couvrent la plus grande tranche d'âge, soit de 12 à 65 ans et constituent donc la plus grande frange de la population.

Tous horaires confondus, j'ai comptabilisé, en présences cumulées:

- 1081 adultes
- 1016 jeunes
- 753 personnes âgées
- 214 parents avec enfants
- 92 couples
- 23 groupes de personnes

Dans l'observation d'un espace public, il est intéressant de voir à quelles heures sa « vie » est la plus active. Les cinq heures les plus fréquentées, toutes catégories confondues, sont les suivantes :

N°	Horaire	Nombre de personnes
1	13h30 – 14h30	418
2	11h30 – 12h30	399
3	7h30 – 8h30	374
4	10h30 – 11h30	346
5	12h30 – 13h30	312

Le graphique ci-dessous indique qu'à l'heure la plus fréquentée (13h30 – 14h30), les jeunes et les adultes constituent les $\frac{3}{4}$ de la population présente, la différence entre les deux catégories est mince, on compte 36% d'adultes pour 39% de jeunes. Les personnes âgées représentent la troisième catégorie avec 15 %.

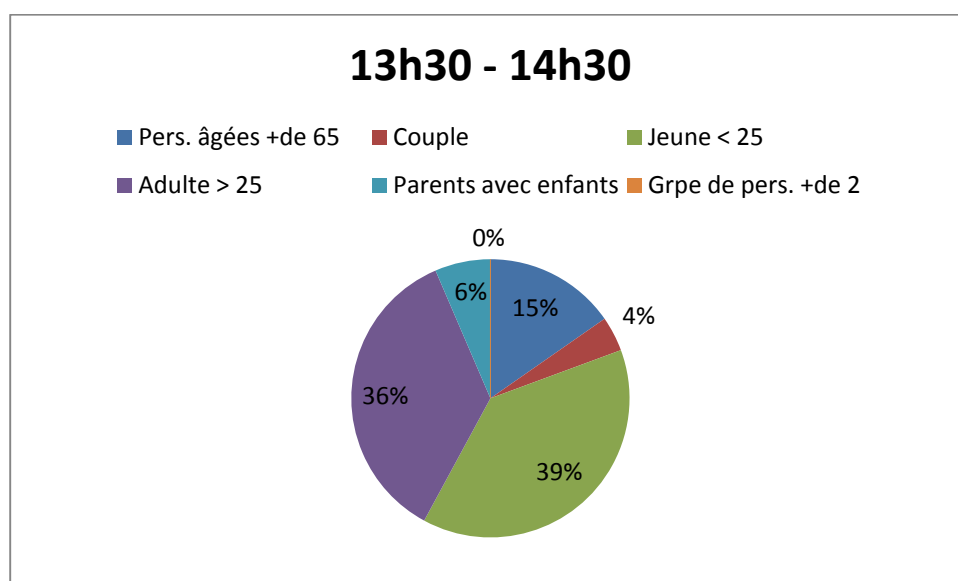


Figure 4 : Observations, samedi 8 janvier 2011

Il paraît étonnant que le nombre d'utilisateurs de la place de la gare soit le plus élevé entre 13h30 et 14h30. En effet, c'est l'heure qui suit celle de la pause de midi, la population active constituée par les

jeunes et les adultes (75%) ne devrait donc pas s’y trouver. Cependant, l’observation a eu lieu un samedi. Dans ce cas, plus que l’horaire, le jour a une influence notable sur la fréquentation du lieu. En effet, le samedi, les commerces sont ouverts et la plupart des gens sont en week-end. A Vevey, le samedi est un jour de marché, ce qui attire beaucoup de monde, aussi de l’extérieur de la ville. De ce fait, le pic de fréquentation peut s’expliquer parce que les gens profitent de leur matinée de congé pour se reposer ou pour aller au marché et se rendent à la gare en début d’après-midi soit pour rentrer chez eux à la fin du marché (pour ceux qui viennent de l’extérieur), soit pour se déplacer ailleurs (pour les veveysans). Un jour de semaine, la fréquentation à cette heure de la journée aurait certainement été moins importante.

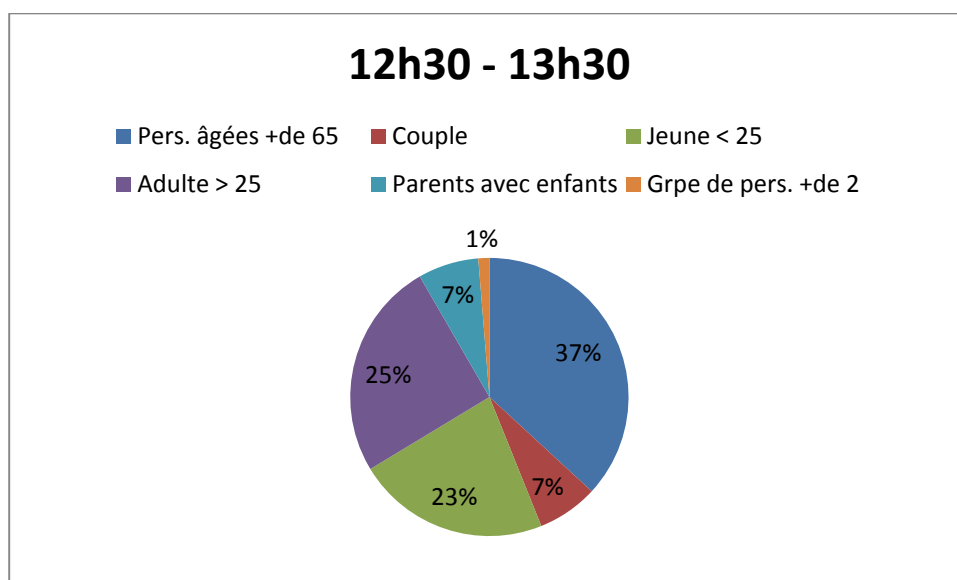


Figure 5: Observations, samedi 14 août 2010

D’après le graphique ci-dessus, les personnes âgées sont, pour une fois, largement représentées dans l’espace public de la gare. Comment expliquer ce pourcentage élevé ? La présence d’un voyage de groupe d’une vingtaine de personnes âgées a contribué à faire augmenter la moyenne de manière significative. J’ai effectué ces observations un samedi pendant les vacances d’été. Le temps était couvert et il faisait 23°C, une chaleur raisonnable pour la saison, permettant aux personnes âgées de sortir. Durant l’été, le marché du samedi se transforme en marché folklorique qui rencontre un franc succès, même au-delà des frontières de la ville. Le marché se terminant entre midi et 13h, on peut supposer que les nombreuses personnes âgées présentent à cette heure-ci à la gare allaient prendre le train pour rentrer chez elles. D’ailleurs, dans les données observées, on constate qu’il y a trois fois plus de personnes qui se sont dirigées sur le passage piéton en direction de la gare plutôt que dans le sens inverse, cela indique un afflux pour quitter la ville.

Pics de fréquentation

Par catégorie, voici les heures de fréquentation les plus élevées et les plus basses :

Catégorie d’âge	Horaire le plus fréquenté	Horaire le moins fréquenté
Jeunes (- de 25 ans)	7h30 – 8h30	8h30 – 9h30
Adultes (+ de 25 ans)	6h30 – 7h30	15h30 – 16h30
Personnes âgées (+ de 65 ans)	12h30 – 13h30	6h30 – 7h30
Couples	13h30 – 14h30	7h30 – 8h30
Groupe de personnes (+ de 2 pers.)	9h30 – 10h30	10h30 – 11h30

En ce qui concerne les deux tranches horaires les plus fréquentées par les jeunes et les adultes (7h30 – 8h30 et 6h30 – 7h30), cela s’explique clairement par les trajets pendulaires pour se rendre au travail.

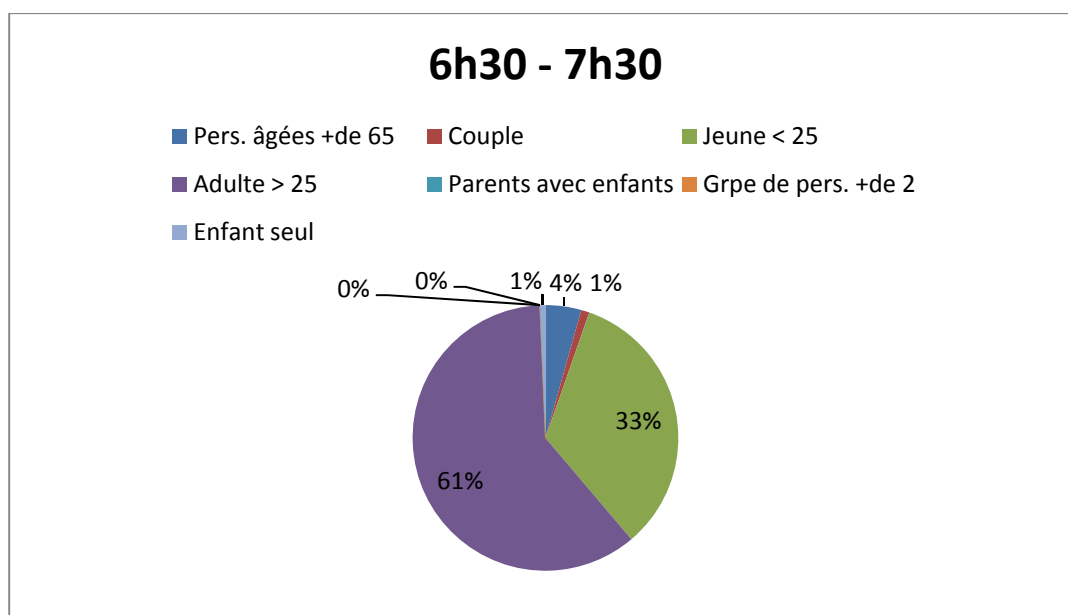


Figure 6 : Observations, lundi 10 janvier 2011

Selon le graphique ci-dessus, les adultes sont largement surreprésentés dans l'espace public de la gare entre 6h30 et 7h30 le matin. L'explication la plus plausible réside dans le fait qu'ils sont nombreux à se rendre au travail avec le train. Cet horaire correspond aux horaires d'ouverture de bureau (généralement à partir de 8h) si l'on estime que la plupart d'entre eux font un trajet entre 15 et 30 minutes pour se rendre sur leur lieu de travail. La petite proportion de personnes de plus de 65 ans s'explique du fait qu'ils n'ont plus d'horaire de travail à suivre. De ce fait, cette heure matinale et très fréquentée par la population active (trains bondés) ne les incitent pas à se rendre à la gare à cette heure matinale.

4.1.2 Les usagers du Jardin Doret

Il suffit de passer une heure au Jardin Doret un jour de week-end au printemps ou en été pour se rendre compte qu'il accueille une population hétérogène. Les usagers présents sont issus de tous les niveaux sociaux, des origines culturelles diverses, ont des générations d'écarts mais ils fréquentent tous le même espace public. Pourquoi ? Car l'emplacement et l'aménagement de ce parc est idéal pour tous les âges et pour toutes les pratiques. D'une part, les infrastructures sont adaptées au plus grand nombre (cf. p. 11 et 12) et d'autre part, l'espace central du parc, vide d'infrastructures, permet à chacun d'en faire l'usage qu'il désire. De plus, sa fonction principale qui est celle des loisirs et du repos, est commune à toute la population, c'est-à-dire que tout le monde a besoin d'espace pour se ressourcer, se reposer et s'amuser. Marcel Martin, conseiller municipal au parti socialiste donne son point de vue sur le partage de l'espace au Jardin Doret : *De ce qu'on voit nous, ils [les différents usages de l'espace public par les populations diverses] ne posent pas problème. Il y a une bonne cohabitation. On ne peut pas dire que certaines communautés « squattent » certains espaces (...) Au contraire, il y a un bon partage de l'espace public avec eux. Il y a peut-être un lieu où on les retrouve un peu par communautés mais aussi par familles, c'est l'été au jardin Doret où on voit les groupes. (...) Mais ça se passe très bien, donc ils ne se font pas concurrence, ils se respectent les uns les autres.* Ce parc est donc utilisé par une population hétérogène.

4.1.3 Usagers et citoyens d'une ville

« Le champ urbain concerne, à différents niveaux, la totalité des citoyens : comme habitants, usagers, utilisateurs d'espaces publics ou de services urbains, professionnels, propriétaires, acteurs économiques... Tout le monde, en tout cas dans les pays industrialisés, a une expérience urbaine et

es doté de ce qu'on qualifie de « savoir d'usage ».³⁴ Ce savoir d'usage découle et se forge au gré de la fréquentation que l'on fait de ces espaces. Chacun, en fonction de ses expériences, de son origine sociale et culturelle, de sa vision du monde et des espaces qu'il fréquente, se crée son propre savoir d'usage.

La place de la gare, de par sa fonction principale qui est le passage, accueille aussi quelques personnes en marge de la société, qui elles, sont sur cette place dans le but d'y rester. Ce sont parfois des personnes qui mendient ou qui « zonent » dans l'espoir de tirer quelques pièces de monnaies de la poche des passants. Si elles restent dans cet espace, ce n'est pas un hasard. En effet, c'est un lieu de passage très fréquenté, ce qui permet à ces personnes qui sont souvent socialement isolées, de se mélanger à une masse d'individus et finalement d'en faire partie. Il est vrai que « L'espace public de centre-ville est le lieu où l'on rompt son isolement tout en préservant son anonymat. »³⁵ Ces personnes marginalisées ont, elles aussi, un savoir d'usage de l'espace public qu'elles mettent en application ici (p.ex. action de faire la manche, d'aborder les gens pour demander de l'argent).

Parmi ces personnes, j'ai constaté trois stratégies pour gagner de l'argent dans l'espace public. Premièrement, il y a les personnes qui font la manche. Elles sont généralement assises par terre et tendent la main ou un gobelet sans parler aux passants. Le sentiment de gêne ou de pitié des passants est apparemment ce qui les pousserait à donner de l'argent.

Deuxièmement, il y a les personnes qui accostent le passant en lui demandant un petit montant (généralement entre 1 et 5 frs) pour une cause bien précise. La plupart du temps, la gare s'y prêtant bien, elles disent manquer de quelques francs pour acheter leur billet de train. Le passant donne parfois une pièce pour dépanner. Lorsqu'on se trouve régulièrement à la gare, on constate que ce sont toujours les mêmes personnes qui usent de cette stratégie.

Troisièmement, il y a les personnes qui jouent de la musique et qui disposent un chapeau à leurs pieds pour y mettre une pièce. Le sentiment qui pousserait les passants à donner de l'argent serait alors en échange de la musique entendue.

Les usagers se croisent dans cet espace qu'ils utilisent en même temps mais pour des raisons différentes. « Les espaces publics forment de véritables scènes urbaines où se produit une multitude d'acteurs qui partagent souvent très peu de choses, si ce n'est leur présence en ces lieux fortement symboliques. »³⁶ C'est certainement le but recherché par certains usagers : se faire voir et être vus, être repérés comme usagers présents dans l'espace, montrer à tous que l'on existe. C'est le cas par exemple des personnes marginalisées et des groupes de sous-cultures³⁷ qui arborent volontiers une apparence et un comportement visibles. Michel Bloch partage le même avis : *Dans toutes les gares il y a ce genre de personnes [qui font la manche et qui boivent des verres] (...) c'est un lieu où tout le monde circule donc (...) même s'il n'y a pas beaucoup de contact entre celui qui boit des verres et ceux qui passent tous les jours devant la gare il y a quand même le sentiment qu'on fait partie de ce groupe-là, de gens qui sont les citoyens d'une ville.* Il relève ici une question essentielle : qu'est-ce que c'est d'être citoyen ? Qui est citoyen et qu'est-ce qui le définit comme tel ? C'est le sujet du chapitre 6.

Sur une journée complète, pour chaque lieu observé, un échantillon de population est présent et donne un aperçu de la société dans son ensemble. Age, langue, style vestimentaire, comportement,

³⁴ BACQUÉ M.-H., SINTOMER Y., (avril 2009), « Les savoirs citoyens dans la question urbaine », in territoires, p.20

³⁵ TOUSSAINT, ZIMMERMANN, (2001), op.cit., p.141

³⁶ Ibid., p.150

³⁷ Ce que j'entends par sous-culture est l'appartenance à un style culturel qui n'est pas rattaché à une origine géographique mais plutôt à un mouvement culturel ou à un style de vie. Par exemple : skater, rappeur, hippie, punk, gothique, etc.

sous-culture, niveau social et économique, les critères qui définissent les usagers sont multiples et cela prouve qu'ils forment une population hétérogène. De ce fait, l'hypothèse que « *L'espace public est destiné à une population hétérogène* » est vérifiée pour les deux espaces observés.

4.2 Qualité des espaces publics observés

La qualité d'un espace public peut s'évaluer en fonction de son taux d'utilisation ou de fréquentation. En effet, un espace public étant ouvert à tous et pour tous, en termes d'espace et d'accès, il est rare d'être obligé d'y rester. Si les usagers y restent, c'est qu'ils ont adopté le lieu comme étant un espace agréable, pratique, sympathique, bref, dans tous les cas, un espace de qualité. « Son architecture [de l'espace public] est absolument secondaire, seule compte sa capacité à accueillir cet espace de frottement et de sociabilité conflictuelle qu'est en réalité l'urbanité. C'est à cette mesure que la qualité de l'espace public peut se comprendre, au-delà de son esthétique, au-delà de son utilité, par l'hétérogénéité qui s'y observe. »³⁸ Voyons si les deux lieux observés correspondent à des espaces de qualité.

Le Jardin Doret est très prisé alors qu'il n'a aucune fonction utilitaire, cela prouve que les gens y sont pour le plaisir et parce qu'il répond aux attentes et aux besoins des usagers. Qu'est-ce qui le rend si attrayant ? Trois critères semblent peser dans la balance : son emplacement (au bord du lac), sa tranquillité, son accessibilité (rapide depuis le centre-ville et convenant à tous types de déplacement non motorisé) et son aménagement. Concernant ce dernier point, le jardin est pourvu d'une multitude d'équipements destinés à toutes les tranches d'âge et suggérant des activités précises tout en laissant une marge de manœuvre aux usagers. Par exemple, pour les activités spécifiques : un terrain de beach-volley et des tables de ping-pong. Plusieurs grills sont aussi installés en bordure du parc afin de laisser l'espace du milieu libre pour d'éventuels jeux spontanés ou pour de la détente. Dans le haut du jardin, on trouve un parc d'ébats pour chiens. C'est le seul endroit du Jardin Doret où les chiens peuvent courir librement, ce parc est entouré d'un grillage et une pancarte informe brièvement les propriétaires sur les règles à respecter (*cf. p. 37, fig.13*). En bas du jardin, se trouvent une place de jeux et une pataugeoire pour les enfants. Dans tout le parc, une vingtaine de bancs invitent au repos et à la détente. Des arbres offrent de l'ombre en été et il y a un accès direct au lac pour la baignade. Tous les éléments sont réunis pour satisfaire le plus grand nombre de personnes autant en termes d'âge que d'intérêt. D'ailleurs, il suffit de faire un tour au Jardin Doret dès le printemps et jusqu'à l'automne pour s'en rendre compte : c'est un lieu très prisé par les jeunes (surtout en soirée), par les familles (journée et début de soirée pour des grillades), par les enfants (jeux adaptés), par les personnes âgées (ombre, nombreux bancs, belle vue), par les promeneurs de chiens (espace, parc pour chiens).

L'aménagement de l'espace tient un rôle primordial pour permettre les rencontres et les échanges. En effet, « Nul aménagement ou des aménagements nuls, sans intime connaissance de cette constitution de l'espace public : le règlement de la différence, la différence affichée comme unité, à savoir une différence conçue à partir de la complémentarité, c'est-à-dire de la possibilité toujours réitérée de la rencontre, de l'échange. »³⁹ En d'autres termes, l'aménagement de l'espace doit être conçu de manière à favoriser ces échanges tout en restant neutre (sans appartenance marquée à une catégorie politique, culturelle, sociale, etc.), accessible (pouvant être utilisé par chacun en fonction des capacités physiques dues à l'âge, au handicap), agréable (on a envie de s'y attarder) et en laissant l'opportunité à chacun de s'approprier l'espace pour un temps donné. Par quel processus peut-on s'approprier (dans le sens de se sentir chez soi) un espace qui ne nous appartient pas ? Renée-Laure Hitz, architecte-urbaniste, pense qu' *il faut créer des aménagements qui offrent plusieurs possibilités et qui laissent à l'enfant une possibilité d'imaginer. Je trouve que quand on est dans un espace, c'est*

³⁸<http://urbanites.rsr.ch/laboratoire-des-climats-urbains/espace-public-l%E2%80%99espace-de-la-transgression/>

³⁹ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), *op.cit.*, p.130

comme quand vous vous appropriez un appartement, il faut que vous puissiez y mettre quelque chose de vous, parce que si tout est déjà figé, c'est plus la même chose. Et l'espace public c'est la même chose, alors tout le monde n'aimera pas, tout le monde n'ira pas forcément dans le même lieu.

« Mais qu'entend-on par non-aménagement ? Tout le problème provient de ce que l'espace public se définit souvent comme un espace vide. Ce vide n'est pas l'absence d'objets mais l'absence de pratiques, et notamment de pratiques d'appropriation. »⁴⁰ Mme Hitz confirme : *Pour pouvoir s'approprier un espace je pense qu'il faut qu'il ait un sens et qu'il soit honnête, qu'il donne une image qui est perceptible par la personne mais qui ne soit pas tronquée.* Elle donne l'exemple de la place Scanavin à Vevey : *C'est une place qui est en fait artificielle puisqu'à l'époque on avait toute une structure vieille ville qui existait dans cette place. (...) L'idée de la place elle est bonne mais ce qui manque encore c'est qu'on n'a toujours pas les bâtiments qui ont une ouverture sur cette place. (...) Donc la place elle vit aussi par tous ses accès. La rue, elle vit par les accès aux bâtiments, par les accès aux commerces...*

Selon Monique Zimmermann et Jean-Yves Toussaint, « la structure générale de la place publique (sa forme principale qui résulte de la genèse et de l'évolution urbaine) continue à être un élément stabilisateur et repérable dans le réseau des espaces publics urbains. Elle joue le rôle d'une ligature favorisant la continuité d'une mémoire collective qui va au-delà d'une période d'un siècle. Cette « ligature » permet d'ancrer la place publique dans un contexte social et spatial de manière plus durable. »⁴¹ Cela signifie que l'espace public, au travers du visage qu'il présente aux passants, permet de garder dans la mémoire collective (et souvent inconsciente) l'évolution de la société qui l'a créé, qui l'a modifié et qui y vit. L'architecte-urbaniste de la Ville de Vevey rejoint cette affirmation au travers de cet exemple : *(...) personnellement je trouve qu'il n'y a rien de pire que de construire des bâtiments contemporains en copiant le vieux parce que c'est tromper les gens. (...) La ville, je trouve que c'est un espace d'éducation, donc l'enfant doit pouvoir voir les choses évoluer et quand il voit une vieille maison, elle représente un passé et on ne doit pas lui faire croire que c'est vieux si ça ne l'est pas. Dans l'espace de la ville, il y a toute une évolution qui correspond à l'histoire de notre société, ça veut dire qu'on doit retrouver aussi les strates de toutes ces époques et ça permet aussi de s'ancrer dans le passé et de se projeter dans le futur.*

Une ville a donc un vécu, une histoire qu'elle présente aux passants au travers de ses bâtiments, de ses rues. Cela permet aux habitants de se situer dans l'espace et dans le temps mais aussi de se projeter dans le futur.

Contrairement au Jardin Doret, la place de la gare a une fonction bien définie et ses usagers sont obligés de l'emprunter pour bénéficier du service des transports publics. Par contre, les observations rapportent que peu de gens restent à la place de la gare, c'est un espace de passage qui ne dispose pas d'un aménagement incitant ses usagers à y rester. Son taux de fréquentation est donc élevé mais son taux d'occupation est faible car l'espace est peu investi. Ceci peut s'expliquer car rien n'est fait pour rendre l'attente des voyageurs agréable. Deux bancs sont placés un peu en retrait de la place et sont souvent occupés par des personnes qui « zonent ». Deux cercles en béton accueillent aussi les usagers à l'ombre de deux pins. Un bistrot, le Buffet de la Gare, borde directement la place. A la sortie de la gare, à droite, on trouve quatre commerces (Aperto avec une large plage d'ouverture, un coiffeur, un photographe et une librairie), un peu plus loin dans l'ancien bâtiment des PTT qui termine la place, se trouve un commerce à large plage d'ouverture (Coop Pronto) et un bar (le V^e) qui attire une clientèle jeune et nombreuse, surtout les soirs de fin de semaine. Ces commerces et espaces de socialisation comme le V^e participent à la vie de la place de la gare et aux échanges entre les usagers.

⁴⁰ TOUSSAINT, ZIMMERMANN, (2001), op.cit., p. 169

⁴¹ Ibid. p.177



Figure 10: Place de la gare, Vevey

La place de la gare telle qu'elle se présente aujourd'hui nécessite certains ajustements pour répondre aux besoins qui ont évolué depuis sa création. Son réaménagement est sur toutes les lèvres au niveau politique et administratif. Renée-Laure Hitz, architecte-urbaniste le rappelle : *On a une étude sur le réaménagement de la place de la gare et sur le réaménagement de tout le quartier qui est derrière la gare parce que c'est vraiment des sites très stratégiques, justement pour améliorer toutes ces relations entre la gare, le quartier et le centre-ville.*⁴²

La place de la gare de Vevey n'a jamais été repensée dans son ensemble. Or le contexte urbain dans lequel elle s'inscrit a largement évolué ces vingt dernières années. En effet, la densité du trafic est devenu le principal problème, non seulement au niveau de la place de la gare mais aussi pour tout le centre-ville. Un réaménagement devient donc plus que nécessaire pour fluidifier le trafic, en particulier sur l'axe nord-sud qui permet de traverser la ville jusqu'au lac et à la place du marché ainsi que pour faciliter la mobilité des piétons et des vélos en parallèle de la circulation des voitures. Michel Bloch, délégué à l'agenda 21, explique qu'à la sortie de la gare sur l'axe nord-sud *c'est un flot de piétons qui doivent pouvoir se déverser rapidement dans la ville et d'une manière agréable. L'idée [du réaménagement] c'est de rendre l'endroit plus fonctionnel et convivial.* Selon Mme Hitz, *c'est ça vraiment le problème de la ville, c'est que tous les modes de transport et toutes les populations diversifiées puissent cohabiter dans un système où on ne prêterite personne et c'est ça le plus difficile.* En plus de la nécessité de régler le problème de la circulation, comme l'explique le municipal Marcel Martin, *l'idée générale est de la rendre plus conviviale, que ce soit plus un espace de vie que de passage (...)*

Pour ce faire, il faut aussi prendre en compte les bâtiments qui forment cette place. On a tendance à l'oublier, mais si une place existe, c'est bien parce qu'elle est délimitée par les bâtiments qui

⁴² Voir annexe article de Georges-A. Nippell, « Vevey en 2022 : mobilité douce et espaces partagés », in Le Régional, n°565, du 25 mai au 1er juin 2011

l'entourent. En ce qui concerne la place de la gare, Renée-Laure Hitz fait remarquer qu'on a quand même une série de bâtiments qui sont magnifiques, qui forment un ensemble et qui pourraient aussi être remis en valeur par l'espace public, car il doit créer un dialogue avec ça.

Un réaménagement à partir d'une démarche participative ?

La place de la gare draine plusieurs milliers de personnes par jour, tous sont des usagers, des habitants de la ville, des voyageurs, des personnes en marge ; tous ont un intérêt particulier à défendre dans cette place car chacun ou chaque groupe y vient pour une raison précise. Les riverains, les commerces qui ont pignon sur rue ont aussi un intérêt à défendre dans ce réaménagement. Dans une vision d'animation socioculturelle, une démarche participative tiendrait une place essentielle dans les prémices de cette réflexion car elle permettrait à ces différents groupes de participer à l'élaboration du concept de la nouvelle place. Cependant, aucune démarche participative n'est prévue pour l'instant. En effet, il faudrait déjà savoir quelles entités seraient aptes à représenter les usagers car tous ne pourront pas participer. J'ai posé la question à Michel Bloch, délégué à l'agenda 21 : *C'est difficile parce qu'à la place de la gare il y a plein d'acteurs, donc dans une démarche participative il faudrait savoir qui pourrait participer. (...) Après on peut se demander, qu'est-ce que ça voudrait dire d'impliquer des gens extérieurs ? Il y aurait les grandes entités de la gare donc le centre St-Antoine, l'hôtel Astra, les commerces, donc des représentants de ces milieux. En termes d'habitants, il faudrait avoir des délégués aussi. Donc là ça pourrait être des associations, des délégués d'associations d'habitants qui pourraient être impliqués.* Les solutions existent donc bel et bien mais semblent compliquées à mettre en place. Michel Bloch explique que la population est prise en compte par le biais de ses représentants que sont les conseillers communaux et du relais qu'ils constituent auprès des habitants en direction des autorités communales. *Donc ce n'est pas une démarche participative dans le sens courant du terme mais il y a des mécanismes de relais de la population qui sont quand même souvent consultés.*

L'espace public est libre d'accès (gratuit) et ouvert à chacun. C'est donc le seul espace utilisé également par toute la population où la rencontre et la confrontation sont possibles voire impossible à éviter. « La qualité de la ville réside précisément dans ces rencontres fortuites et ces interactions ordinaires au cours desquelles s'établit l'espace public. (...) La ville est donc pratiquée par chacun à travers un éventail de compétences qui visent à s'accommoder à la vie sociale urbaine, qui est aussi et surtout une vie publique. »⁴³ Pour une ville, la cohabitation harmonieuse de sa population est un point essentiel à son bon fonctionnement. Pour cela, les habitants doivent apprendre à se connaître, à découvrir leurs différences mais aussi leurs ressemblances. Ce n'est que par ce biais-là que les individus peuvent comprendre et accepter la cohabitation et le partage avec la multitude de styles, catégories, origines qui composent la société. En les intégrant dans la réflexion à propos du réaménagement de la place, on valorise leur place en tant qu'usager de la place de la gare et en tant que citoyen dans la ville. « La grande majorité des dispositifs participatifs ont pour dessein d'améliorer une gestion urbaine considérée comme inadéquate ou défectueuses (...) [En effet], les habitants ou les usagers possèdent des compétences d'usages. (...) Puis la participation a aussi pour objectif de remobiliser les habitants, de recréer du lien, d'ouvrir des espaces de rencontre et d'échange, de former de nouveaux interlocuteurs ou leaders aptes à organiser leur collectivité et à dépasser certains conflits. »⁴⁴ La ville aurait donc tout à y gagner à impliquer ses habitants dans une telle démarche, ainsi elle les responsabilise face aux problèmes d'incivilités ou de sentiment d'insécurité rencontrés sur cette place. Elle leur donne les moyens de se faire entendre et de trouver des solutions adaptées sur ces sujets qui suscitent et préoccupent régulièrement l'opinion publique et qui mobilise déjà des groupes d'usagers désirant faire évoluer la situation.

Un espace public ayant un taux de fréquentation (et non d'occupation !) élevé est un espace de qualité. C'est le résultat tiré de l'observation du Jardin Doret et de la Place de la gare. En effet, la

⁴³ STÉBÉ J.-M., MARCHAL H., « La sociologie urbaine », coll. Que sais-je ?, Ed. puf, Paris, 2010, p. 109

⁴⁴ Ibid., p. 76

place de la gare a un taux d'occupation élevé de par sa fonction d'accès aux transports publics mais les usages montrent que la qualité de cet espace en termes d'accueil et de convivialité n'est pas élevée. Au contraire, le Jardin Doret a un taux de fréquentation élevé et reflète la qualité de cet espace car les usagers y sont pour le plaisir étant donné que le jardin n'a pas de fonction autre que celles du repos et de loisirs. L'hypothèse que « *L'espace public est un espace de qualité* » est confirmée pour l'espace public du Jardin Doret et seulement partiellement pour la place de la gare qui nécessite un réaménagement pour augmenter sa qualité. Pour l'instant, cette place rempli sa fonction mais présente quelques améliorations à apporter lors de son réaménagement.

4.3 Les multiples fonctions de l'espace public

Un espace public quel qu'il soit a toujours une ou plusieurs fonctions déterminées. Elles sont explicites pour chacun à l'occasion d'une promenade en ville. Petit tour d'horizon : fonction récréative (p.ex. places de jeux pour les enfants, aménagements sportifs), fonction de repos (p.ex. parc public), fonction de transit (p.ex. place de la gare, carrefour, rue), fonction sociale (p.ex. parc public car permet de se rencontrer, de créer l'échange), fonction marchande (marché), etc. Voyons quelles sont les fonctions des deux espaces observés à Vevey.

4.3.1 Les fonctions de la place de la gare

Avant toute chose, le but de cette place est de permettre la mobilité, le transit. C'est une porte d'entrée dans la ville par le biais des transports publics. Selon Michel Bloch, délégué à l'agenda 21 de la ville de Vevey, pour comprendre l'usage de la place, *il faut voir la fonctionnalité de la gare. Ce n'est pas un parc public. Elle a beaucoup de fonctions ou d'interfaces puisque c'est une interface aussi bien d'accès aux magasins, de dépose / cherche pour les voyageurs, il y a un aspect d'accueil parce que la gare c'est quand même un endroit où les gens vont attendre le train ou passent là à un moment donné donc il y a cette fonction transitoire entre le moment où on arrive à la gare et le moment où on va prendre un autre transport public*. Son aménagement en termes d'équipements se limite à quelques bancs et des arbres car il a été pensé en conséquence de cette fonction première de passage. En opposition, on peut prendre l'exemple de l'aménagement du Jardin Doret, qui cherche à séduire toutes les tranches d'âge en offrant diverses possibilités d'utilisation de l'espace. La place de la gare, quant à elle, n'est pas un lieu où l'on s'attarde, où l'on reste. Michel Bloch précise que *les seuls qui restent c'est effectivement ceux que certains aimeraient voir partir. Puisqu'en fait les seuls qui restent sont ceux qui font la manche, d'une manière ou d'une autre ou alors des gens qui boivent des verres*.

D'après mes observations, les usages et occupations les plus fréquents pour les piétons de l'espace public de la gare sont les suivants :

1. Attente : 65%

Cela s'explique par le fait que la fonction principale de l'espace public de la gare est celle de l'accès aux transports publics, d'où découle l'attente due aux horaires.

2. Rencontres : 20%

Les rencontres peuvent se traduire en point de rendez-vous, pas comme but en soi d'un rendez-vous mais plutôt comme point de retrouvailles pour ensuite aller ailleurs.

3. Recherche d'informations : 7%

La recherche d'informations concerne essentiellement les horaires CFF qui sont affichés devant la porte principale du bâtiment de la gare.

4. Manger : 5%

Comme on peut s'y attendre, cette occupation est plus marquée aux heures de repas, soit entre 6h30 et 8h30 le matin et entre 11h30 et 13h30.

5. Utilisation des cabines téléphoniques : 2%

L'utilisation des cabines téléphoniques est relativement rare. Cela s'explique certainement par le fait de la multiplication des communications mobiles. Aujourd'hui, chacun possède son téléphone

portable. De l'enfant de 7-8 ans jusqu'aux personnes âgées, ce moyen de communication a conquis toutes les générations. De ce fait, les cabines téléphoniques voient leur utilisation diminuer drastiquement.

6. Mendier : 0.7%

La mendicité est de plus en plus présente en Suisse romande, la gare n'est pas épargnée car c'est un lieu de passage où les chances de gagner de l'argent sont plus grandes. Cependant, un article interdisant la mendicité ayant fait son apparition dans le règlement de police en novembre 2010, la présence de mendiants dans les lieux publics a considérablement diminué ces derniers mois. Cela explique le nombre peu élevé de mendiants présents lors des observations.

7. Vente diverse ou distribution de tracts : 0.4%

Les ventes diverses concernent des jeunes qui vendaient des pâtisseries pour un voyage avec leur club de foot et des scouts qui vendaient aussi des pâtisseries pour un camp. La distribution de flyer concerne une pub pour une soirée spéciale au cinéma. En dehors de mes heures d'observation, j'ai aussi pu constater la présence de petits stands d'organismes d'entraide internationale visant à recruter de futurs membres ou des donateurs. Ils sont présents sur la place devant l'entrée du bâtiment de la gare ou parfois à l'intérieur du bâtiment, dans quel cas, cela ressort de l'usage du domaine privé.

8. Artiste de rue : 0.2%

Cela concerne en particulier des musiciens ambulants placés devant la gare.

4.3.2 Les fonctions du Jardin Doret

Le Jardin Doret, quant à lui, a clairement une fonction récréative et de repos. Le cadre de verdure, l'accès direct au lac, les installations de loisirs le rendent attractif pour une large population. L'aménagement permet la cohabitation harmonieuse entre les usagers car chacun a la place pour évoluer lors de son activité. Le Jardin Doret est un espace public de qualité car il laisse la possibilité à chacun de se sentir chez soi en s'appropriant l'espace. « Un des rôles principaux de la place publique est d'offrir à la plus grande diversité d'usagers potentiels la possibilité de s'approprier l'espace. Ce « mélange » social contribue à la création de l'urbanité. (...) la place publique urbaine devrait donc préserver des lieux de séjour qui ressemblent à des îlots de sociabilité pour assurer la durabilité des liens sociaux divers dans l'espace public. »⁴⁵ Les nombreux bancs autour de la pataugeoire et de la place de jeux favorisent la rencontre, de même que les grills qui sont largement utilisés durant les soirées d'été. Les gens se retrouvent autour des grillades pour passer une soirée ensemble. Le Doret constitue le jardin commun de nombreux habitants qui ne possèdent pas leur parcelle de jardin privé. Renée-Laure Hitz, architecte-urbaniste y voit une nécessité de créer l'échange : *l'espace public a une vraie fonction sociale, (...) l'espace public c'est quand même un peu le séjour du logement pour quelqu'un, c'est quand même un espace où les gens doivent pouvoir se rencontrer, doivent pouvoir discuter.* » Elle poursuit, « La ville, elle est là aussi pour essayer d'améliorer, d'offrir une ouverture, de faire que les gens puissent se rencontrer.

4.3.3 Une fonction au singulier - pluriel

Peu importe la fonction de départ attribuée à l'espace public par ses concepteurs, celui-ci sera utilisé par ses usagers comme bon leur semble. En effet, le processus d'appropriation d'un espace par ses usagers passe aussi par ce qu'ils peuvent y mettre d'eux-mêmes et par la marge d'usage qui leur est laissée. Selon Mme Hitz, il faut que les gens aient le choix entre plusieurs lieux en fonction de ce qu'ils ont envie d'y faire car le choix du lieu n'est pas anodin, il reflète ce qu'on a envie d'y trouver. D'après elle, plus l'espace est caractérisé et plus sa fréquentation en sera influencée. C'est finalement comme si un espace public a sa personnalité et son caractère qui lui sont donnés par ses usagers à force de le fréquenter. Par exemple, sachant que tel parc est occupé par des groupes de jeunes faisant du skate (détournement de l'aménagement pour en faire l'utilisation d'un skatepark

⁴⁵ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p.175

urbain), ce n'est pas forcément l'endroit que choisiront des parents pour aller se promener avec leurs enfants en bas âge. L'architecte-urbaniste explique que *c'est un peu comme dans la maison finalement, si vous avez envie d'aller dormir, vous n'irez pas dans la partie du logement où il y a le plus de bruit. Ça veut dire qu'un espace a un sens et une fonction et il faut que ces fonctions dans la ville soient très diversifiées pour que chacun trouve aussi ce qu'il a envie d'y trouver.*

Qu'est-ce qui fait que certains lieux sont choisis comme lieux de prédilection par des groupes sociaux ou culturels, donnés ? « Certains groupes accaparent certains lieux pour diverses raisons : activités délictueuses, loisirs, tranquillité, restauration... L'occupation est également liée aux dimensions des espaces, à leur position plus ou moins stratégiques dans le quartier ou dans la ville. »⁴⁶

La fonction d'un espace public est donc déterminée par deux aspects. Premièrement, par ses concepteurs qui lui donnent une forme et une fonction particulière. Deuxièmement, par ses usagers qui utilisent l'espace soit pour sa fonction première, soit qui la détournent pour en faire un usage adapté à leurs intérêts. Parfois, ces usages différents peuvent entrer en conflit lorsqu'ils ne laissent pas assez d'espaces aux autres. « Les espaces sont alors ceux du passage, ceux du repos, ceux du piéton, ceux de la circulation, ceux de la chalandise, ceux de l'observation : les espaces sont ceux des pratiques simultanées qui, se succédant, impliquent des temporalités et des durées différentes, des cycles parallèles et plus souvent en conflit. »⁴⁷ Pour éviter les rivalités d'usages, on constate que naturellement, ceux-ci se coordonnent sur des moments distincts de la journée ou de la soirée. Par exemple, le Jardin Doret est utilisé par les parents pour jouer avec leurs enfants durant la journée alors qu'en fin de soirée et dans les nuits d'été, ce sont les jeunes qui occupent l'espace. Même si, dans ce cas précis, leurs usages ne sont pas forcément conflictuels car l'espace est assez grand pour permettre ces usages simultanés. Cependant, on peut imaginer la même situation avec les parents utilisant le parc comme terrain de jeu pour leurs enfants et les propriétaires de chiens laissant leur animal errer librement et souiller le parc avec leurs déjections. Alors il y aurait un conflit d'usage. C'est pour satisfaire simultanément ces deux usages conflictuels qu'a été installé le parc d'ébats pour chiens dans le haut du parc.

Chacun des deux espaces remplit une fonction principale et plusieurs fonctions secondaires que l'on pourrait appeler sous-fonctions, elles sont différentes d'un lieu à l'autre. De ce fait, l'hypothèse que « *L'espace public remplit une multitude de fonctions* » est vérifiée.

4.4 Régler l'espace public

Afin de garantir une harmonie dans la vie en société, quelques valeurs communes et règles sont nécessaires. En effet, la citoyenneté ne peut exister que par le partage d'un sens commun. Monique Castillo parle même de philosophie pour exprimer ce sens commun : « Une « philosophie » citoyenne fait que chacun adopte subjectivement une manière publique, valable pour tous, de penser, de vouloir et de sentir : le respect de l'intérêt général. »⁴⁸

Par exemple, le respect : de l'autre, du lieu, des infrastructures. Ces valeurs ou « philosophies » ne sont pas à proprement parler des règles car elles sont sensiblement différentes d'une personne à l'autre. Par exemple pour le respect du lieu. Pour l'un, cela signifie de ne pas jeter ses déchets par terre alors qu'il y a des poubelles à disposition. Alors que pour l'autre, cela signifie non seulement de ne pas jeter ses déchets par terre, mais en plus de les trier dans les différentes poubelles à disposition. Pour ce qui est du respect de l'autre, pour l'un cela signifie de ne pas insulter ou manquer de respect à une personne, tandis que pour l'autre, cela signifie non seulement de ne pas manquer de respect mais aussi de saluer les gens dans la rue, car justement c'est un signe de respect. Ces deux exemples illustrent le sens commun et leurs interprétations et degrés d'intensité variables.

⁴⁶ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p.143

⁴⁷ Ibid., p.129

⁴⁸ CASTILLO M., (2002), « La citoyenneté en question », Ellipses Editions, Paris, p.8-9

Mais justement, ces valeurs communes, d'où viennent-elles ? La plupart des personnes interrogées avancent le fait que le bon sens, les valeurs communes, émaneraient de l'éducation que l'enfant reçoit par la famille, par l'école, par le côtoiement avec les autres dans l'espace public. Selon Renée-Laure Hitz, *les autres* [règles implicites] *découlent du fait que pour vivre en société on doit respecter l'autre, (...). Il y a aussi toute l'éducation. C'est ce qui complique des fois avec les populations beaucoup plus mélangées, je ne fais pas du tout de racisme, mais je pense que les cultures ont une importance.* On peut donc soumettre l'idée que ces valeurs émergent en partie de la culture et de l'éducation mais aussi de la confrontation des groupes d'individus qui se partagent un même espace pour des pratiques différentes. « Ces espaces [publics, lieux de confrontation symbolique ou réelle entre les différentes catégories de personnes] sont des lieux d'exhibition par excellence, mais aussi, obligatoirement, des lieux d'interprétation des exhibitions vestimentaires, physique et/ou comportementales. Par conséquent, les regards, les comportements, les attitudes, les apparences fixent des règles implicites de fonctionnement entre les différents groupes en présence. »⁴⁹

Contrairement aux valeurs ou « philosophies » communes dont il était question précédemment, les règles n'émergent pas de l'éducation. Elles sont propres à chaque lieu et peuvent diverger d'un espace public à un autre, même si les deux ont la même fonction. Par exemple, dans un parc ayant pour fonction principale la promenade et la détente, un panneau indique aux propriétaires de chien qu'ils doivent les tenir en laisse alors qu'un autre parc remplissant la même fonction ne le mentionne pas. De même, certaines communes interdisent de marcher sur les pelouses par de petits panneaux et d'autres ne le font pas. La fondation Gianada à Martigny a adopté la démarche inverse : plutôt que d'interdire, elle autorise ; des petits panneaux indiquent que l'on peut marcher sur les pelouses. Dès lors, il est parfois difficile à savoir quel est le bon comportement à adopter. De ce fait, les règles explicites ne sont pas « innées » et chacun doit composer avec elles afin de satisfaire le plus grand nombre. Effectivement, « Une société ne peut vivre et se reproduire dans la durée sans que ses membres acceptent des règles communes et agissent dans l'intérêt d'autrui comme s'ils le faisaient pour eux-mêmes. »⁵⁰ Il faut donc chercher l'intérêt général dans la somme des intérêts particuliers, c'est une recherche délicate. La police tient un rôle important pour ce qui est de défendre l'intérêt de la collectivité comme l'explique le Capitaine Melikian : *notre but quand même, c'est de préserver l'intérêt général. On ne doit pas agir simplement pour préserver les biens personnels ou les acquis d'une personne, on doit prendre en compte l'intérêt de la société.* Ces règles sont valables du moment où elles sont acceptées par tous. Mais avant d'entrer en vigueur dans l'espace public, elles doivent être testées, discutées, argumentées pour être validées par chacun. « La richesse de l'espace public constitue dans la civilité, c'est-à-dire la capacité à pacifier la lutte, à l'instituer en lui donnant des règles et en opposant ces dernières à tous les passants. L'espace public, comme espace institué des règles d'usage offre la garantie d'un lieu où se discutent en actes ces mêmes règles, leur efficience, leur validité, leur légitimité. »⁵¹ D'ailleurs, « On peut dire que l'espace public est le lieu de l'indifférence, où les affinités sociales, le jeu du prestige affiché, les différences quelles qu'elles soient, doivent se soumettre aux règles de la civilité. »⁵²

Malgré toute la signalétique mise en place, malgré l'éducation à la citoyenneté qui commence dès l'école, malgré les différentes actions de prévention existantes, l'ordre public reste toujours incertain et doit constamment être revisité par les interactions sociales qui le déterminent. « A la manière de E. Goffman, l'ordre public de l'espace commun qui, bien que réglé par des conventions d'usage

⁴⁹ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p.144

⁵⁰ BOUAMAMA S., CORDEIRO A., ROUX M., (1992) « La citoyenneté dans tous ses états : de l'immigration à la nouvelle citoyenneté », Ed. L'Harmattan, Paris, p.198

⁵¹ TOUSSAINT, ZIMMERMANN, (2001), op.cit., p.130

⁵² <http://id.erudit.org/iderudit/023001ar>, p.417



Image 8: Panneau, Jardin Doret

« Pour des raisons de sécurité, la baignade est formellement interdite à cet endroit ».

là. Pourquoi des règles plus claires et écrites sont-elles nécessaires ? Renée-Laure Hitz, rejoint le conseiller communal PLR en affirmant que *toutes ces contraintes on les a mises pour pallier à un manque de savoir-vivre des gens entre eux. Parce que vivre ensemble c'est difficile. (...) C'est vrai que toutes les règles, elles sont toujours faites pour les quelques-uns qui ne sont pas capables de se comporter en citoyen responsable.* Michèle Theytaz-Grandjean, déléguée à la jeunesse, abonde dans le même sens mais met en question le respect des règles: *On ne peut pas mettre un policier derrière chaque personne donc il y a un règlement qui existe, on le voit c'est au Doret je crois qu'il y a toute une signalétique sur les crottes de chien, les déchets, tout ça, donc voilà, après est-ce que ça fait partie des mœurs et qu'on ne les voit plus ou que les gens simplement s'en fichent... ?* Effectivement, lorsqu'on y prête attention, les panneaux qui dictent la façon de se comporter sont nombreux dans l'espace public. Que ce soit pour réglementer la circulation ou l'usage d'un lieu, qu'ils soient écrit ou illustrés, les panneaux foisonnent partout en ville.

Si les règles explicites ne sont pas issues de l'éducation familiale ou scolaire, qui les édicte ? J'ai posé la question au Capitaine Melikian, chef opérationnel de la Police Riviera. Les panneaux sont installés



Figure 9: panneau, Jardin Doret

connues de (presque) tous, n'en reste pas moins vulnérable à l'indétermination inhérente à la vie sociale. »⁵³

Les valeurs sont donc issues de l'éducation et du bon sens collectif, elles sont communes à la plupart des gens mais inscrites nulle part, *C'est des choses simples qui découlent finalement du bon sens.*⁵⁴ Alors que les règles, elles, sont peu sujettes à l'interprétation et à l'intensité variable. Elles sont formulées clairement, et figurent de manière explicite sur des panneaux placés de façon à ce que chacun puisse les voir et en prendre compte. Si le bon sens collectif auquel nous faisons référence tout à l'heure dicte le comportement des gens en société, alors pourquoi cela ne suffit-il pas au bon fonctionnement du vivre-ensemble ? Patrick Bertschy, conseiller communal PLR suggère que *le bon sens devrait faire qu'il n'y ait aucun panneau à aucun endroit. Si tout le monde ou presque avait le bon sens il n'y aurait pas besoin de faire des endroits spéciaux pour les chiens, de mettre des réglementations sur les trottoirs pour*

que les vélos respectent les piétons, si tout le monde le faisait ça irait très bien. Le problème, c'est qu'on sait très bien qu'il y a une frange de la population qui ne respecte pas ces règles et ces interdictions sont faites pour ces personnes-

là. Pourquoi des règles plus claires et écrites sont-elles nécessaires ? Renée-Laure Hitz, rejoint le conseiller communal PLR en affirmant que *toutes ces contraintes on les a mises pour pallier à un manque de savoir-vivre des gens entre eux. Parce que vivre ensemble c'est difficile. (...) C'est vrai que toutes les règles, elles sont toujours faites pour les quelques-uns qui ne sont pas capables de se comporter en citoyen responsable.* Michèle Theytaz-Grandjean, déléguée à la jeunesse, abonde dans le même sens mais met en question le respect des règles: *On ne peut pas mettre un policier derrière chaque personne donc il y a un règlement qui existe, on le voit c'est au Doret je crois qu'il y a toute une signalétique sur les crottes de chien, les déchets, tout ça, donc voilà, après est-ce que ça fait partie des mœurs et qu'on ne les voit plus ou que les gens simplement s'en fichent... ?* Effectivement, lorsqu'on y prête attention, les panneaux qui dictent la façon de se comporter sont nombreux dans l'espace public. Que ce soit pour réglementer la circulation ou l'usage d'un lieu, qu'ils soient écrit ou illustrés, les panneaux foisonnent partout en ville.

⁵³ STÉBÉ J.-M., MARCHAL H., (2010), op.cit., p. 109

⁵⁴ Renée-Laure Hitz, architecte-urbaniste à la Ville de Vevey

Mais les règles régissant l'espace public ne se limitent pas aux panneaux visibles.

En effet, pour la Riviera, il existe bel et bien un règlement de l'espace public, accessible à tous les citoyens⁵⁵. Ce règlement a été composé par les dix communes faisant partie de l'égide Police Riviera et validé par le canton. Le chef opérationnel de la police parle du processus qui a permis d'aboutir à ce règlement : *on a regroupé l'ensemble des règlements de police dans les différentes communes, on a passé article par article et en fonction des articles qu'il y avait dans les communes on a établi une réglementation intercommunale. Et après, bien sûr qu'il y a eu une grande phase de consultation du projet et de validation. (...) Il a été adopté par le conseil intercommunal et après il y a eu aussi une phase d'adoption par le département concerné, le service de l'état (canton) qui a ratifié en fait ce règlement. Donc il y a eu une validation politique régionale et une validation cantonale.*

Il s'intitule « Règlement général de Police de l'Association de Communes Sécurité Riviera ». On y trouve 94 articles qui composent les quatre grandes parties qui sont : l'ordre public, la police du domaine public, la police du commerce et le service des taxis, plus deux parties sur les dispositions générales, finales et transitoires. Voici quelques extraits de ce règlement issus des chapitres de l'ordre public et de la police du domaine public.

Article 23

Est interdit tout acte de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics.

C'est le premier article du règlement qui concerne directement la problématique de cette recherche. S'il fallait n'en retenir qu'un ce serait celui-ci car il pose les jalons de tous les articles qui suivent et constitue une sorte de règle générale de base. L'espace public est un lieu où doit régner l'ordre afin que chacun s'y retrouve. Le Capitaine Melikian affirme que le rôle de la police (entre autres) est d'ailleurs de veiller au respect de l'ordre public : *Je crois que globalement on est en première ligne pour faire en sorte que cette société vive selon certaines règles. C'est quand même le rôle des institutions, c'est de faire respecter ces règles.*

Article 71

Le domaine public, en particulier les voies publiques, les promenades et parcs publics, est destiné au commun usage de tous.

Cet article définit en une phrase à qui est destiné l'espace public. Il dit qu'il est affecté au commun usage de tous. Cela signifie-t-il un usage commun, c'est-à-dire le même usage d'un espace pour tous ou au contraire, un espace commun pour l'usage de tous ? La nuance est fine mais bien réelle et suivant l'interprétation que l'on fait de cet article, on peut inverser totalement son sens.



Figure 7: Parc public, Genève

Panneau marquant une interdiction et fait appel au bon sens et à la responsabilisation des citoyens.

⁵⁵ Voir site de Police Riviera, cf. Bibliographie

Article 40

Toute manifestation publique ou privée organisée dans des lieux ouverts au public, notamment les rassemblements, les cortèges, les spectacles, les conférences, les soirées (dansantes ou autres) ou les expositions, sont soumises à une autorisation préalable du Comité de Direction qui recueille le préavis de la Municipalité sur le territoire de laquelle aura lieu la manifestation. Le préavis de la Municipalité lie le Comité de Direction.

Effectivement, si chacun organise son concert, crée des regroupements de personnes dans des lieux publics jouxtant par exemple des habitations, le dérangement que cela peut causer à ces derniers est explicite. Plus haut, il était question des valeurs communes et du bon sens dont sont issues les règles « implicites » de l'espace public. Pour moi, cet article illustre le passage d'une règle implicite à une règle explicite en la conformant dans un règlement. Par ailleurs, la liberté d'expression qu'offre l'espace public peut se trouver entravée par les démarches d'autorisation car certains rassemblements (manifestations liées à des événements politiques, écologiques, culturels) peuvent dès lors perdre leur sens dans un laps de temps très court. Le fait d'être soumis à une autorisation pour l'utilisation de l'espace public tend à sa privatisation.

Article 42 (en partie)

Des conditions peuvent être posées, notamment quant aux précautions à prendre pour assurer le maintien de la sécurité (prévention des incendies, etc.), de la tranquillité et de l'ordre publics, le respect de la décence et des bonnes mœurs, ainsi que la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Par salubrité publique, il s'agit par exemple de laisser un parc public en bon état et en ordre après une soirée, ne pas laisser les bouteilles et les papiers par terre, reprendre avec soi les restes de nourritures. Penser à ceux qui viennent après, par exemple les enfants qui vont venir jouer dans ce même parc le lendemain matin.

Article 50

Les personnes accompagnées d'un chien ou d'un autre animal sont tenues de prendre toutes les mesures utiles pour empêcher ceux-ci de souiller ou d'endommager :

1. les surfaces réservées à l'usage des piétons ;
2. les seuils et façades des bâtiments ;
3. les vasques, bacs, jardinières et autres objets de décoration placés sur les voies publiques et les places ouvertes au public ;
4. les espaces verts et décorations florales qui, appartenant tant à des collectivités publiques qu'à des particuliers, sont aménagés en bordure d'une place ou d'une voie publique sans en être séparés par une clôture.

Les personnes qui ramassent immédiatement les souillures déposées par leur animal dans les lieux susmentionnés ou aux endroits protégés par une prescription édictée par les Municipalités en application du présent règlement ne sont pas punissables.



Figure 8 : Poubelle pour déjections de chiens, Jardin Doret.

Pour illustrer ces règles, voici deux images prises au Jardin Doret qui incitent les propriétaires de chiens à se comporter en citoyens responsables. Comme indiqué dans l'article 50 du règlement, les propriétaires de chiens qui ramassent les souillures de leur animal ne peuvent pas être amendés. Ces poubelles sont donc une incitation à un comportement citoyen.



Figure 9: Panneau, Jardin Doret. Le texte fait appel à la responsabilisation des citoyens.

Le règlement général de Police de l'Association de Communes Sécurité Riviera trace les limites de comportements dans l'espace public. La police a participé au projet de rédaction de ce règlement mais ce sont avant tout, les communes membres de l'Association Sécurité Riviera ainsi que le canton qui sont les signataires de ce document. Le Capitaine Melikian précise que les autorités municipales sont les patrons de la police. La police ne peut pas intervenir sans autorisation en dehors du cadre de ce règlement (c'est-à-dire si celui-ci n'est pas respecté) pour régler les problèmes des particuliers. *Nos patrons c'est les politiques, nous on ne décide pas. (...) ce n'est pas nous qui allons commencer à mettre de l'ordre, tant que les règles sont respectées, on n'agit pas, on ne peut pas. On a besoin d'une base légale pour réagir. On doit être fidèle au règlement, on doit respecter nos autorités, on ne peut pas aller contre.* Le rôle de la police est donc de faire respecter les règles établies par les communes mais pas de décider de celles-ci, ce sont bien les politiques qui décident les règles. Les politiques communales et municipales sont élues par la population et la représentent. Dans cette logique, il peut être estimé que c'est la population qui définit les règles en gardant à l'esprit l'intérêt général et collectif. Par conséquent, ce règlement est constitutif de la citoyenneté.

4.4.1 Trop de règles, pas assez de libertés ?

Panneaux, règlement de police, lois, tous ces textes sont là pour rappeler le comportement à adopter dans l'espace public et en présence d'autres individus. Lorsqu'on y prête attention, en se promenant en ville, on remarque que ces interdictions ou obligations apparaissent partout. On dit souvent qu'en Suisse, ce qui n'est pas interdit est obligatoire. C'est une façon de montrer que les règles ont envahi notre quotidien et que notre marge de manœuvre en tant qu'individu d'une société est largement restreinte au niveau de nos comportements et de nos agissements. Par exemple, l'espace de la gare : « L'évolution progressive de l'espace public des gares redéfinit explicitement les droits et devoirs de chacun, et les « Règles à observer dans les gares », affichées à l'entrée du bâtiment principal, les traduisent pragmatiquement. (...) Ces règles ne sont pas contraires au droit et sont défendables moralement, mais elles s'approprient sélectivement quelque chose d'un contrat social plus généreux et plus subtil. Les codes du vivre ensemble, des conventions jusqu'alors tacites et ouvertes à interprétation, ne peuvent se résumer ainsi. »⁵⁶ Il n'y a plus de marge de manœuvre et d'interprétation laissée aux individus, plus d'espace pour la confrontation des valeurs, des idées et des comportements, plus de place pour la responsabilité de chacun. Un espace aseptisé se crée, où tout est défini d'avance, où les comportements autorisés sont obligatoires, où le hasard des confrontations n'a plus sa place. « L'espace public, cet espace partagé, se doit de garantir deux fondamentaux irréductibles du vivre ensemble : une liberté de mouvement et une liberté de comportement. Hors de ces garanties, l'espace public est hors-jeu, c'est-à-dire qu'il devient un

⁵⁶<http://urbanites.rsr.ch/laboratoire-des-climats-urbains/espace-public-l%E2%80%99espace-de-la-transgression/>

espace privé, où peut s'élaborer, dans les limites de la loi, un règlement interne qui restreint ces libertés. D'inducteur de normes, il devient normatif, de public, il devient sélectif, les nuances sont fines, les marquages territoriaux peuvent être flous, mais ce qui est sûr c'est que cet espace change de nom. »⁵⁷

Plusieurs personnes ont relevé le risque de trop imposer de règles aux gens car cela leur enlève tout bon sens, toute responsabilité citoyenne.

Renée-Laure Hitz *pense que c'est quand même important de ne pas aller trop loin et de ne pas faire de lois pour tout.*

Le Capitaine Melikian va même plus loin dans ce raisonnement : *Le sentiment que j'ai moi, (...) c'est qu'on ne peut plus rien faire aujourd'hui. On veut limiter partout, on veut interdire partout. Voyez maintenant ce qui se passe avec ces problèmes d'accidents de luge. Il y a eu trois accidents de luge, sur les millions de gens qui font de la luge et puis vous avez déjà des voix qui s'élèvent pour interdire les pistes de luge. Alors à force de réagir comme ça, les gens ne peuvent plus rien faire et ça devient un monde qui est frustrant et où on bannit finalement toute responsabilité personnelle.*

Alors, trop de règles ou pas assez de libertés ? La liberté est un thème cher au PLR veveysan qui est du même avis : *Pour le PLR, le but est la liberté individuelle, car les gens ont de moins en moins de liberté, ils ont de plus en plus de règles à appliquer dans tous les domaines (...).* Le chef opérationnel de Police Riviera nous explique son point de vue sur l'avenir de la vie en société : *personnellement, et ça, ça n'engage que moi, ma crainte c'est qu'on arrive vers de plus en plus d'interdits et ce n'est pas bon. Les gens manquent de liberté.*

Comment trouver le juste milieu entre trop de règles et trop de liberté ? Un équilibre est nécessaire, les citoyens doivent pouvoir essayer, tester, chercher par eux-mêmes les limites de la citoyenneté grâce à la confrontation, qu'elle soit positive ou négative, avec les autres usagers de l'espace public mais aussi avec l'espace en soi, en tant que lieu d'accueil, de rencontre et d'échange. « Cette relation entre la société et l'espace implique l'existence d'individus, unités autonomes, qui relèvent d'une grande variété de types et de niveaux d'attentes, d'intérêts et de pratiques sociales. (...) il est nécessaire d'établir les bases formelles de cette association [des différences entre les individus afin de réaliser les intérêts de chacun], contrats qui limitent, contrôlent ou punissent certaines attitudes au nom de l'équilibre de l'ensemble. Simultanément, cette association doit garantir et protéger certains droits et libertés considérés comme les plus grands avantages de cette coopération. »⁵⁸

Liberté d'accord, mais trop de libertés amène forcément des discordances au niveau de l'interprétation de ce que l'on peut faire ou ne pas faire dans l'espace public sans gêner les autres usagers. Pour éviter l'anarchie, certaines règles paraissent tout de même nécessaires. Patrick Bertschy, conseiller communal PLR explique : *Il s'agit aussi de faire prendre à chacun ses responsabilités face à ses libertés car il n'est pas question d'une liberté totale, mais aussi de punition si les libertés ne sont pas assumées. Il y a aussi des règles qu'on ne peut pas outrepasser. (...) « Le respect des droits de l'autre et de la solidarité entre les individus »⁵⁹ c'est quelque chose qui nous est cher. Avec ces règles-là, ces phrases-là, ce n'est pas que des mots, si les gens les mettent en application, on a évidemment moins besoin de règles et de restreindre la liberté de chacun.* Le PLR veveysan en a d'ailleurs fait son but principal affiché lors des campagnes d'élections municipales du mois de mars 2011 : « Notre but : moins de règlements, plus de bon sens ».

Les personnes interrogées l'ont mentionné à plusieurs reprises, les nombreuses règles qui dictent les interdictions dans l'espace public sont faites essentiellement pour le petit pourcentage de personnes dont le comportement va à l'encontre du bon sens et qui ne savent pas se conduire en citoyens

⁵⁷ <http://urbanites.rsr.ch/laboratoire-des-climats-urbains/espace-public-l%E2%80%99espace-de-la-transgression/>

⁵⁸ <http://id.erudit.org/iderudit/023001ar>, p.415

⁵⁹ Une des valeurs du PLR, inscrite sur leur site internet, cf. bibliographie

responsables. En dehors de cette petite frange de la population, selon Patrick Bertschy, *la liberté permet à chacun de mener une vie quelque peu différente mais dans le respect d'autrui*.

Les personnes interrogées parlent du bon sens collectif, de l'éducation pour expliquer les « règles » que la plupart des individus suivent et respectent dans l'espace public. Malgré cela, les nombreux panneaux d'obligation, d'interdiction, de responsabilisation qui dictent un comportement adéquat dans l'espace public sont présents partout. Par ailleurs, le règlement de police concernant l'espace public est un exemple de plus de ces règles explicites. Ce sont là les preuves de l'existence de règles dans l'espace public qui permettent son bon fonctionnement, elles sont implicites (bon sens collectif) ou explicites (panneaux, règlements). De ce fait, l'hypothèse que « *L'espace public est régi par des règles explicites et implicites* » est confirmée.

4.5 Les conflits d'usage

L'espace public est destiné à une population hétérogène. Hétérogénéité dans les âges et les générations, dans les cultures et dans les sous-cultures. Cet espace doit donc convenir au plus grand nombre car les gens s'y croisent, s'y côtoient, s'y rencontrent. « L'espace public, théoriquement ouvert et accessible à tous, est forcément un lieu de confrontation symbolique ou réelle ; groupes, individus, usagers, riverains, jeunes, enfants, SDF, marginaux, actifs, personnes âgées, chômeurs... toutes ces catégories se retrouvent, se croisent, se côtoient et éventuellement se découvrent, s'adoptent ou se rejettent. »⁶⁰ Cette confrontation, au sens neutre du terme, peut vite devenir un conflit si l'usage de l'espace par deux entités ne convient pas à la vision de chacune. Ce sont « Les mouvements et la distribution [des passants dans l'espace qui] permettent de repérer les lieux où se fixent les conflits plus ou moins civils entre toutes les pratiques possibles de tous les passants en présence, ici et maintenant. »⁶¹

4.5.1 Les conflits sur la place de la gare

Lors de mes observations à la gare, j'ai pu constater trois sortes de conflits que je vais illustrer au travers de trois exemples. Le quatrième exemple est issu du débat public qu'ont suscité les deux pins de la place de la gare.

Premier exemple : la mendicité

Tout d'abord, un conflit entre l'autorité et l'utilisateur. Dans ce cas, l'autorité est représentée par un assistant de police et l'utilisateur est un mendiant. Le mendiant est déjà installé devant la gare lorsque j'arrive. Un assistant de police contrôle et amende les voitures sur le parking. Voici le déroulement de la scène qui s'est déroulée à quelques mètres de moi :

8h15: l'assistant de police demande au mendiant de partir. Le mendiant part.

8h18: le mendiant se réinstalle au même endroit.

8h23: l'assistant de police revient vers le mendiant. Le mendiant part.

8h25: le mendiant revient encore et se réinstalle au même endroit.

8h26: l'assistant de police fait partir le mendiant.

8h29: le mendiant est de retour au même endroit.

8h31: le mendiant voit arriver l'assistant de police et part tout seul.

La mendicité est un thème délicat car de plus en plus présente dans les villes de Suisse romande depuis quelques années, elle ne laisse personne indifférent. Bien qu'ils soient usagers de l'espace public, les mendiants ne sont pas considérés comme citoyens de cet espace par les autres usagers car leur statut n'est pas le même. Michel Bloch, délégué à l'Agenda 21 à Vevey, explique : *Les deux usages que sont « la manche » et « boire des verres », sont des usages marginaux et généralement ce sont des usages qui sont quand même liés. Ils ne sont pas à proscrire parce que ces personnes sont*

⁶⁰ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p.144

⁶¹ Ibid., p.129

des citoyens comme les autres, mais ce n'est pas pour cet usage-là qu'on construit une place de la gare donc ça c'est un effet collatéral de la place de la gare.

L'assistant de police est intervenu à plusieurs reprises pour que le mendiant quitte les lieux. En effet, depuis le mois de novembre 2010, un article spécifique à la mendicité a fait son apparition dans le règlement général de police intercommunal de l'Association Sécurité Riviera.

Article 78

Il est interdit à toute personne de s'adonner à la mendicité, de même que de charger de mendier des mineurs ou des personnes placées sous son autorité.

J'ai demandé au Capitaine Melikian, chef opérationnel de Police Riviera, quel est le rôle de la police face à la mendicité. Voici sa réponse : (...) *on fait respecter ce que l'autorité a décidé, ce règlement ce n'est pas la police qui l'a décidé, c'est l'autorité communale. A partir du moment où c'est inscrit que la mendicité est interdite, forcément on doit intervenir quand on voit quelqu'un qui fait de la mendicité.* Cependant, même si elle dérange et qu'elle est désormais interdite sur les espaces publics des dix communes concernées par le règlement, la mendicité est une des nombreuses possibilités d'usage qu'offre l'espace public urbain car c'est là qu'il y a la plus forte densité de population. Mais concrètement, qu'est-ce qui pose problème avec la mendicité ? (...) *la mendicité ne pose pas un problème de sécurité. Ça heurte la sensibilité des gens et c'est pour ça qu'il y en avait un certain nombre qui ne voulaient pas les voir.* Il ajoute : *Mais il y en a d'autres qui ne comprennent pas qu'on interdise la mendicité, il y a des citoyens qui trouvent scandaleux que les autorités interdisent la mendicité sur la région parce qu'ils disent que c'est des pauvres gens, qu'ils doivent aussi trouver les moyens de survivre etc. Donc il y a de tout. Mais à un moment donné, il y a une volonté politique à faire appliquer et on n'a pas à juger cette volonté politique. Nous on doit respecter les règlements.*

Deuxième exemple : le musicien ambulant

C'est un conflit entre deux usagers de la place. Un musicien joue du violoncelle devant la gare. Une petite pancarte en carton indique qu'il est professeur de cet instrument et qu'il joue des morceaux d'un musicien célèbre pour nous. Le coffre de son instrument est ouvert avec des CD en exposition et quelques pièces éparpillées. Certains passants lui jettent une pièce de monnaie, d'autres passent indifféremment devant lui. Un groupe d'adolescents se trouve depuis quelques minutes sur la place. L'un d'eux s'approche du musicien en lui montrant une pièce de 5 francs. Il lui dit : « Tu la veux cette pièce ? » Le musicien hoche la tête en signe d'approbation. Le jeune lui répond : « Ben tu l'aura pas ! » et remet sa pièce dans sa poche. La scène fait rire tout le groupe alors que le musicien continue à jouer sans faire de commentaires.

Le comportement du jeune est provocateur et certainement dû à son âge. Cependant, ce comportement manque de citoyenneté. Cela va à l'encontre du bon sens du vivre-ensemble. Cependant, le musicien s'installe dans un espace public et « impose » un style de musique qui ne plaît pas forcément mais tous les passants sont obligés de l'écouter. Cela pose la question de l'usage de l'espace public. Ces espaces sont prévus pour convenir au plus grand nombre et de laisser la liberté d'action et de mouvement. Toutefois, cela fonctionne uniquement du moment où l'action de l'un ne prétérite pas l'usage du lieu par d'autres. La limite est mince et vite franchie, elle est parfois difficile à fixer. Doit-on établir plus de règles, de panneaux pour clarifier les droits et devoirs des citoyens? Pas forcément, car ces conflits d'usage marquent les limites des comportements de chacun et c'est justement le frottement entre usagers et la confrontation des usages qui est intéressante. Jean-Yves Toussaint et Monique Zimmermann affirment que « L'espace public est un lieu propice au conflit. Les règles d'usage elles-mêmes sont conflictuelles et les usages en conflit. L'espace public est ce lieu ouvert à tous où tous se retrouvent, toutes classes sociales confondues. Mais si tous s'y retrouvent, ils y transportent aussi leurs divergences de vue, d'intérêt, d'éthique. L'espace public est un lieu d'interactions ; interactions ni forcément volontaires, ni forcément conscientes. C'est un lieu de tension propice au conflit. Les passants se croisent, se frôlent se heurtent aussi parfois, s'évitent

le plus souvent. Ils sont livrés à des rencontres aussi aléatoires qu'assurées. C'est là l'intérêt de l'espace public. C'est en cela qu'il est inquiétant. »⁶²

Troisième exemple : voiture contre piéton

A la place de la gare, j'ai pu constater à plusieurs reprises que voitures et piétons entraient en conflit car l'un déborde sur l'espace de l'autre. Par exemple, les piétons traversent la place sur la route sans regarder et les voitures doivent freiner alors que des trottoirs sont à disposition des piétons tout autour de la place. La configuration de l'espace donne l'impression d'une zone piétonne. Au contraire, une voiture qui se parque sur le passage piéton pour déposer des personnes ou décharger de la marchandise gêne le flux de piétons venant de la gare ou y arrivant. Celui-ci doit contourner l'obstacle en dehors du passage piéton. De manière générale, ces conflits ont rarement des conséquences mais ils restent déplaisants pour les usagers qu'ils soient automobilistes ou piétons.

Quatrième exemple : les pins de la discorde

Les deux pins situés devant le bâtiment de la gare sont entourés chacun d'un cercle en béton qui sert de banc. Ces pins ont créé une polémique récemment, opposant d'un côté le parti des Verts et de l'autre, les CFF et une partie des municipaux. Selon les CFF, ces deux arbres participeraient à amener un sentiment d'insécurité sur la place car ils la rendraient plus sombre, de plus, une demande a été faite à la commune de Vevey afin de « prendre des mesures face à l'incivilité et au manque de propreté sur la place de la gare. »⁶³ Le parti des Verts est opposé à l'abattage des arbres qu'il juge comme un faux prétexte pour faire disparaître les « zonards » présents sur cette place et qui gêneraient certaines personnes. Les avis sur la question divergent, aussi parmi les personnes interrogées.

Marcel Martin, municipal PS en charge des espaces publics, explique la situation : *Le constat est ressorti de la police, de chez nous parce qu'on s'occupe de l'éclairage public, des hôteliers et des CFF qui aimeraient qu'on assainisse un peu le coin et nous on a proposé l'abattage des deux arbres et là il y a eu une levée de boucliers de la part des partis Verts, de la part des utilisateurs de la gare, je crois qu'il y a une pétition avec 800 signatures.* Pour lui, plus que la question de l'avenir des pins en soi, c'est plutôt une affaire de compromis à trouver : *nous allons tâcher de rencontrer tout le monde et de trouver une solution. Si, entre les partisans de l'abattage des arbres et ceux qui sont contre, on peut amener les gens à se mettre d'accord sur un élagage des arbres, on a réussi la démarche.* Pour Renée-Laure Hitz, plus que la problématique des pins, ce sont plutôt les cercles de béton qui la gêne : *Moi je n'ai rien contre ces pins, mais je trouve que ces ronds autour sont hyper moches mais bon ils sont bien utilisés semble-t-il mais j'espère que dans la place future on aura quelque chose de plus sympathique, plus convivial. Le but c'est d'offrir un espace qui est plus agréable.* Patrick Bertschy, conseiller communal PLR reste nuancé mais tout de même favorable à un changement au niveau de l'aménagement horticole de la place : *Certains se sont plaints de ça et bon moi je suis paysagiste et je pense que les deux pins n'ont rien à faire à cet endroit-là. Ce ne sont pas des arbres qui sont idéaux pour cet espace-là à la base parce qu'ils deviennent beaucoup trop grands (...) Donc le choix de l'arbre pose problème. Personnellement, je reste pour qu'il y ait quelque verdure que ce soit, mais je pense que clairement on pourrait mettre un massif de fleurs qui serait beaucoup plus apprécié par les gens avec un ou deux bancs autour (...).*

Michel Bloch, délégué à l'agenda 21 de la Ville de Vevey, rejoint l'avis du parti des Verts : *le problème ce ne sont pas les pins mais ce qu'il y a en dessous. C'est-à-dire le cercle qu'on a fait autour et qui fait office de banc et c'est plutôt la zone qu'il y a là qui dérange plus que les pins eux-mêmes donc c'est un prétexte. (...) C'est plutôt un problème d'éclairage, ce ne sont pas les pins qui donnent un sentiment d'insécurité. (...) Pour les opposants aux pins, l'idée c'est de les couper et d'enlever les cercles, il n'y*

⁶² TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit, p.127

⁶³ GIAMPETRUZZI S., (février 2011), « Deux pins font de l'ombre à la gare », article in Le Régional n°549

aura pas grand-chose qui va être fait en plus en terme d'aménagement. Mais suite à des plaintes, et en enlevant ces cercles, il n'y aura plus d'espace pour s'asseoir et ils vont être obligés de remettre des bancs.

Alors justement, d'un côté, certains se plaignent que les bancs attirent des personnes qu'on n'aimerait pas voir stationner sur cette place, et d'un autre côté, une place publique sans bancs n'est pas imaginable car ce sont eux aussi qui rendent un espace public plus convivial et qui permettent aux gens de se rencontrer. Les bancs posent donc une question à double tranchant. A Vevey, la municipalité va devoir se prononcer prochainement sur l'avenir des deux pins.

4.5.2 Les conflits au Jardin Doret

Les conflits au Jardin Doret sont cachés. D'une part parce qu'ils ne sont pas directement visibles et d'autre part parce qu'ils sont différés dans le temps, comme l'explique Michèle Thétaz-Grandjean, déléguée à la jeunesse : *Le problème, il n'est pas pendant le partage de l'espace, il est après, une fois que les gens partent, il y en a qui ramassent leurs déchets et qui les mettent à la poubelle et il y en a d'autres qui laissent tout leur merdier et par contre c'est pour les prochains utilisateurs que ça pose problème. C'est plutôt par tranche horaire que par groupe d'âge ou culturel. (...) c'est là où se pose le problème de l'incivilité et c'est depuis là qu'on travaille dessus. On est dans un groupe de travail avec les espaces publics, la police etc. où on planche là-dessus pour trouver comment faire (...) Il y a une transition entre nuit et jour qui pose le plus problème.* La non visibilité des conflits peut poser problème car on ne sait pas comment intervenir. Le service jeunesse mentionne le fait que du deal a lieu au Jardin Doret. Tout le monde le sait, mais personne n'ose intervenir. En particulier les mamans qui jouent avec leurs enfants à la place de jeux et qui voient ce qui se passe mais ne savent pas comment intervenir, surtout en présence d'enfants. Suite à ça, certains parents se sont plaints. Ils ont donc passé le relais pour qu'une intervention ait lieu.

Au premier abord, le Jardin Doret semblait être un lieu avec de rares conflits d'usage mais il en existe tout de même quelques-uns que les gens préfèrent taire ne pas voir. Le service jeunesse a mis en place des actions de prévention pour le ramassage des déchets et contre l'abus d'alcool. Ce qui contribue à prévenir les conflits.

4.5.3 Détournement d'usage

La plupart des conflits qui émergent dans l'espace public proviennent d'une conception différente des utilisateurs par rapport aux usages possibles de l'espace et de son aménagement. « L'aménagement de l'espace public tient finalement du décor. En effet, l'espace public apparaît comme l'ensemble des lieux où il faut laisser « possible les éventuels possibles. Il revient au maître d'ouvrage de régler les détails de certains de ces possibles aux dépens d'autres. (...) Par l'entremise de ceux-ci [les cahiers des charges], le maître d'ouvrage va encourager ou restreindre certains comportements des passants. »⁶⁴ Renée-Laure Hitz donne l'exemple d'un maître d'ouvrage voulant faire un chemin passant au travers d'un parc. Il peut faire le plus joli chemin imaginable, l'utilisateur pressé, ne va pas suivre le chemin mais faire le trajet le plus court à travers le parc pour atteindre sa destination. « Au terme de ce long processus, l'espace public devient le cadre où s'effectue un ensemble de pratiques plus ou moins bien embrayées sur les usages souhaités, programmés, attendus. (...) Pourtant subsistent les imprévus, les détournements, les interprétations des fonctions de certains objets qui forment la matière de l'espace. »⁶⁵

Mme Hitz donne un autre exemple : les deux hippocampes en fonte placés sur les escaliers donnant accès au lac depuis le Jardin du Rivage à Vevey. Ces statues ont été installées pour décorer l'endroit et sont vite devenues un jeu très apprécié par les enfants de par leur taille et leur emplacement au bord de l'eau. « Les espaces ne font pas les comportements, mais en revanche, les passants agissent dans les limites des espaces publics que la ville rend disponible. Le passant agit dans le décor selon

⁶⁴ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p. 126-127

⁶⁵ Ibid.

les usages qui font parfois gémir les concepteurs.»⁶⁶ En effet, il est difficile voire impossible de prévoir et de prévenir tous les usages et surtout les détournements d'usages. L'espace le plus épuré d'accessoires inutiles est celui qui garantit la meilleure appropriation par ses usagers car il laisse ouvert le champ des possibilités et par la même évite les détournements d'usage. « La ville échappe en partie à ceux – les urbanistes notamment – qui ont le pouvoir de l'instituer à partir d'une certaine organisation de l'espace. En effet, la ville est aussi modelée et appropriée par les usagers. Elle est une œuvre qui ne reflète pas dans la transparence l'ordre des concepteurs et autres décideurs. »⁶⁷

Comment résoudre les conflits liés à l'utilisation de l'espace public ? Quel est le rôle de la police ? Le chef opérationnel de Police Riviera, partage ici quelques anecdotes. A Clarens, le Pierrier est un parc public au bord du lac que l'on peut comparer au Jardin Doret à Vevey : *le Pierrier, c'est quand même un magnifique espace pour que les gens viennent se détendre, surtout en été. Il y a beaucoup de gens qui viennent le soir quand il fait beau, faire des grillades, qui viennent jouer à la pétanque.* La police a reçu des plaintes d'habitants des immeubles jouxtant le Pierrier comme quoi en été, leur tranquillité est troublée par le bruit. Ailleurs, des habitants téléphonent à la police pour se plaindre que des jeunes jouent au foot dans une cour. Le Capitaine Melikian pense qu'aujourd'hui, les gens font preuve de moins en moins de tolérance face aux aléas de la vie en société. Pour ce genre de conflits, le rôle de la police n'est pas forcément d'intervenir. Il explique : *On attend de nous qu'on règle les problèmes et de temps en temps je pense qu'on doit avoir le courage de dire : non on ne va pas régler votre problème, parce que le problème c'est vous qui l'avez créé (...) Et notre but quand même, c'est de préserver l'intérêt général. On ne doit pas agir simplement pour préserver les biens personnels ou les acquis d'une personne, on doit prendre en compte l'intérêt de la société. Et si l'intérêt de la société passe par le fait que les gens ont le droit à 21h le soir d'aller faire des grillades au Pierrier et ben ma foi tant pis pour les autres.*

Les observations ainsi que les anecdotes issues des entretiens montrent comment les conflits sont présents dans l'espace public. Leur origine peut être diverse mais est souvent liée à l'usage de l'espace qui doit se faire dans le respect des autres usagers. L'hypothèse que « *Des conflits d'usage ont lieu dans l'espace public* » est vérifiée.

⁶⁶ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p. 126-127

⁶⁷ STÉBÉ J.-M., MARCHAL H., (2010), op.cit., p. 11

5 Dans le vif du sujet... de la citoyenneté

5.1 La citoyenneté dans l'espace public.

La citoyenneté intervient à tout moment dans l'espace public dès lors qu'il y a interactions. Pour les qualifier, on peut aussi parler de sociabilité ou de civilité. La sociabilité est l'ensemble de relations qu'une personne entretient avec son entourage alors que la civilité signifie le respect des règles de bienséance.

Pour qu'il y ait citoyenneté, il faut qu'il y ait ensemble d'individus, donc société. D'après Kant, l'être humain est mû par l'impératif de vivre ensemble. Du moment où il vit à côté d'autres individus, il va forcément entrer en contact avec ceux-ci, que ce soit de manière positive ou négative. « Au-delà de l'esprit humain, nous sommes marqués dès notre naissance, sans l'avoir voulu, par l'impératif de vivre ensemble – à vivre ensemble. (...) Sans contenu, cet impératif à vivre ensemble est une loi inscrite en nous, que nous n'avons pas décidée, dont nous n'avons pas débattu. (...) il peut être compris, de façon anthropologique, comme exigence morale du respect à l'autre. (...) le citoyen est donc celui qui assume l'exigence du vivre ensemble. »⁶⁸ Par cette déclaration, Kant pose la citoyenneté comme condition de la vie publique et par conséquent de l'espace public.

L'espace public est le lieu de ces interactions. C'est la rencontre qui crée l'espace public : « La citoyenneté est donc la dimension publique de l'existence. (...) défendre les causes que l'on juge être les meilleures, c'est coexister et coagir au sein d'un monde commun, participer à son destin collectif, c'est être citoyen. »⁶⁹

Etre citoyen signifie de faire partie d'un groupe, d'être reconnu par celui-ci et de partager les mêmes valeurs. Pour qu'il y ait citoyenneté, il faut qu'il y ait interaction et échanges entre des individus. Marcel Martin, conseiller municipal PS, explique : *C'est comme une société de fanfare ou de chant, une fois qu'on en fait partie, on voit des gens. Il y a aussi le bénévolat qui peut aider à s'intégrer dans une ville. (...) Donc c'est aussi une démarche pour aller vers l'autre. D'une manière générale je ne pense pas que l'être humain est fait pour rester seul, pour vivre seul. On a envie de croiser du monde.*

On peut donc être citoyen d'une multitude de façons différentes. « En matière de vie urbaine, tout reste encore à découvrir, (...). La découverte ne réside plus dans celle de territoires nouveaux aussitôt abandonnés puis mal exploités ; la découverte c'est de chercher aujourd'hui à vivre complètement, de découvrir les multiples possibilités d'un vivre-ensemble. »⁷⁰

La citoyenneté est rattachée à la notion d'identité. Il faut que la personne s'identifie à un groupe et en partage les valeurs pour en devenir citoyenne. De même, la personne peut s'identifier à un lieu qu'elle considère comme lui appartenant. « Korosec définit l'appropriation de l'espace comme le « sentiment de posséder et de développer un lien affectif avec un territoire fréquenté quotidiennement et figurant de ce fait comme support d'identification. »⁷¹ Pour cela, le phénomène d'appropriation de l'espace public est un élément important. La citoyenneté consiste aussi à faire vivre et pérenniser l'espace de vie. C'est-à-dire, entre autres, à éviter et régler les conflits et maintenir la sécurité. « La sécurité urbaine dépendrait en partie du facteur identitaire d'un territoire. Une personne défend et respecte un espace s'il arrive à se l'approprier et à s'identifier à celui-ci par des mécanismes d'appartenance et d'appropriation. »⁷² Du point de vue urbanistique, il existerait des moyens pour favoriser ce bien-être, ce sentiment d'appartenance. Selon Oscar Newman, « la planification et le design urbain peuvent réduire les incivilités dans les espaces urbains. Les formes

⁶⁸ HANSOTTE M., (2002), « Les intelligences citoyennes : comment se prend et s'invente la parole collective ? », Ed. De Boeck Université, Bruxelles, p.23

⁶⁹ CASTILLO, (2002), op.cit., p.7-8

⁷⁰ LEFEBVRE H., (1990) « Du contrat de citoyenneté », Ed. Syllepse et Ed. Périscope, Paris, p.194

⁷¹ ROUQUETTE M.-L. (sous la dir. de), (2006) « Ordres et désordres urbains », coll. Etudes, Presses Universitaires de Perpignan, p. 80

⁷² DA CUNHA A., SCHIFFRIN F., (avril 2011), « L'urbanisme sécuritaire : de la ville bunkérisée à la ville passante », dossier : Vues sur la ville, n°26, Institut de géographie, Université de Lausanne, IRIS-Ecologie, p. 2

urbaines doivent être conçues dans l'optique d'encourager la territorialité. »⁷³ La territorialité est à comprendre dans le sens de l'appropriation du territoire, ce qui engendre un sentiment citoyen plus marqué. Renée-Laure Hitz partage cet avis : *Plus les choses seront agréables, (...) plus ça a une influence, je pense, sur la manière dont les gens vivent et s'approprient l'espace et on pourra peut-être éviter certaines violences. Si les gens s'approprient l'espace, ils seront peut-être plus capables d'intervenir dans certains conflits parce qu'ils sont chez eux.* Dans l'idéal et afin de respecter les besoins de chacun en matière d'aménagements, de sécurité et de bien-être, « La ville durable sera forcément une ville passante, hospitalière et accueillante dont l'édification reposera sur l'accessibilité et la gratuité d'espaces publics sécurisés parce que généreux, variés, partagés et ouverts à tous. L'état d'esprit n'y remplacera pas l'état de droit. Mais elle s'aura s'affranchir des replis sécuritaires pour ouvrir le champ des possibles. L'urbanisme y deviendra moins un outil normatif de fabrication de cadres de vie sélectifs et restrictifs qu'un instrument de réappropriation collective du désir d'habiter. »⁷⁴

5.1.1 La citoyenneté à la place de la gare

L'espace de la place de la gare fut un bon choix pour observer la citoyenneté car les gens sont de passage, se côtoient mais entrent rarement en interaction. Manque de citoyenneté, manque de confrontation.

La place de la gare de Vevey telle qu'elle se présente aujourd'hui est peu accueillante et peu conviviale. Elle n'a pas changé de visage depuis sa conception. Les problèmes qu'elle rencontre aujourd'hui n'étaient pas d'actualité il y a quelques années (augmentation de la circulation automobile notamment). Cet espace remplit en priorité une fonction de passage et de transit ; vers la ville dans un sens et vers les transports en communs (CFF) dans l'autre sens. Le flux de piétons est important dans les deux sens à l'arrivée des grands trains régionaux, c'est-à-dire toutes les demi-heures. A ces moments-là, la traversée de la place devient difficile. Beaucoup de personnes traversent la rue à côté du passage piéton, les voitures venues chercher ou déposer des gens bloquent le passage sur le parking, ceux qui attendent au milieu de la place perturbent le flux, etc. Les gens sont pressés, ils marchent vite et droit devant eux, sans s'arrêter. Beaucoup ont des écouteurs ou le natel collé à l'oreille, cela contribue à former une « bulle » autour d'eux et les empêche ou leur évite d'entrer en contact avec les autres usagers. Ce flux condensé de piétons sur un espace aussi étroit contribue à renforcer l'atmosphère stressante et parfois oppressante et explique le sentiment de vouloir quitter ce lieu rapidement. Ce sentiment empêche d'ailleurs les usagers de prendre le temps de s'approprier le lieu. Peu de gens s'arrêtent à la gare pour attendre plus que quelques minutes. D'ailleurs, en dehors de deux bancs rouges et des deux cercles en béton, la place n'est pas équipée pour permettre l'attente de manière agréable de par le manque d'infrastructure mais aussi par le trafic continu devant la gare et sur la place.

Ces problèmes n'incitent pas les usagers à y passer du temps. De ce fait, il est difficile de dire si la citoyenneté est présente sur cette place car un grand nombre de personnes s'y côtoient quotidiennement sans que cela ne pose de problèmes, en dehors de quelques faits divers et isolés. Mais apparemment, la citoyenneté est absente car justement, les gens ne s'arrêtent pas pour se rencontrer, pour discuter, pour échanger. De ce fait, « La citoyenneté prend son sens en tant que concitoyenneté ; nul n'est citoyen tout seul, mais en tant que membre d'une réalité commune et publique formée par la collectivité des citoyens. »⁷⁵ Si cette « collectivité de citoyens » ne se perçoit pas comme telle, il est alors difficile de parler de citoyenneté car pour cela il est nécessaire, que chacun s'identifie comme membre de cette réalité commune qui forme la société.

Cependant, Marco Pavarini, éducateur de rue à gink-go, fait remarquer que la place de la gare foisonne de contacts, d'interactions. Visiblement, il ne se passe rien, les interactions ont lieu dans le

⁷³ DA CUNHA A., SCHIFFRIN F., (avril 2011), op.cit., p. 2

⁷⁴ Ibid., p. 1

⁷⁵ CASTILLO, (2002), op.cit., p.7

non-verbal, dans les comportements, les gens n'ont pas besoin de se parler pour échanger. Il affirme qu'il faut connaître les gens qui se trouvent sur la place pour cerner ce genre d'interactions qui ne sont pas visibles pour les passants mais souvent tangibles dans l'ambiance du lieu : *Les gens qui passent tous les jours, ils sentent ces mouvements, sans le savoir forcément, c'est inconscient. Alors c'est vrai que si vous êtes le matin dans un flux de gens qui passent, vous vous en fichez un petit peu. Le jour où vous changez d'heure parce que vous vous n'êtes pas levé, et vous sentez ça, ça fait un peu bizarre.* Plus que de citoyenneté, on peut parler de sociabilité sur la place de la gare. La sociabilité étant l'ensemble de relations qu'une personne entretient avec son entourage. La sociabilité est l'un des aspects qui forment la citoyenneté. De ce fait, il y a de la citoyenneté sur la place de la gare mais peu de sociabilité. « Grafmeyer, quant à lui, distingue trois types de sociabilités urbaines : une sociabilité organisée ou formelle, une sociabilité informelle impliquant un minimum de régularité et de durée dans les échanges et une sociabilité d'interactions et de contacts. »⁷⁶ Dans une petite mesure, la place de la gare est concernée par le troisième type de sociabilité proposé par Grafmeyer. En effet, les usagers se côtoient mais leurs interactions sont limitées, leurs contacts sont de courte durée et superficiels.

5.1.2 La citoyenneté au Jardin Doret

Contrairement à la place de la gare, le Jardin Doret est un espace propice aux rencontres et aux échanges. Il remplit pleinement son rôle de facilitateur social entre les différentes cultures et générations. Il est donc producteur de sociabilité car il permet réellement l'appropriation par ses usagers. « Le fait de se sentir chez soi et de pouvoir s'approprier son lieu de vie est une condition nécessaire pour le bien-être individuel est social. L'appropriation peut être considérée comme la clé de voûte de la relation homme / environnement. »⁷⁷

Son emplacement et ses aménagements conviennent à toute la population et favorisent une présence diversifiée d'utilisateurs. Les infrastructures permettent aux usagers de partager une activité. On n'est pas citoyen tout seul mais dans son interaction avec les autres. Les possibilités d'échanges et d'interactions sont essentielles pour permettre l'émergence de la citoyenneté dans l'espace public. L'aménagement est un vecteur de citoyenneté pour le cas du Jardin Doret. « La citoyenneté n'est donc pas seulement un état, mais une activité, l'initiative, toujours recommencée, de faire exister une vie publique (...) »⁷⁸ La vie publique, animée par la rencontre, les échanges et l'apprentissage des différences participe à l'intégration et au bien-être des individus dans la société. La participation à la vie sociale justifie le statut de citoyen au sens d'« appartenance à la cité », sans tenir compte de la citoyenneté politique, sociale ou culturelle. « Idéalement, la seule identité qui devrait s'y afficher [dans l'espace public] de manière générale est celle qui est associée à la condition citoyenne, c'est-à-dire celle qui renforce l'idée d'adhésion au contrat social et qui fonce cet espace public, sans pour autant que l'individu doive renoncer à son identité et à sa différence. »⁷⁹

Dans ce travail, la citoyenneté est abordée sous son aspect social au travers du vivre-ensemble. Cependant, d'une manière générale, elle est souvent abordée dans son aspect politique. Dans notre société la citoyenneté politique découle de la démocratie. Celle-ci est un bien difficilement gagné qui doit être préservé dans l'intérêt de tous. Pour ce faire, il est de la responsabilité de chacun de participer à sa pérennisation car « La liberté du citoyen n'est pas un simple avantage personnel, mais un enjeu collectif. »⁸⁰

Toutefois, la politique est parfois difficile d'accès, mais « à l'heure de la démocratie représentative, la pratique citoyenne du plus grand nombre est une garantie essentielle pour la cohésion sociale. Elle

⁷⁶ ROUQUETTE, (2006), op.cit., p. 91

⁷⁷ Ibid., p. 80

⁷⁸ Ibid., p.44

⁷⁹ <http://id.erudit.org/iderudit/023001ar>, p. 418

⁸⁰ ROUQUETTE (2006), op.cit., p.44

vaut reconnaissance et vérification : il y a bien un consensus social à la base. »⁸¹ Les différents aspects de la citoyenneté (politique, sociale, culturelle) sont donc liés.

Sans vie publique il n'y a pas d'espace public et ce sont les usagers de ces espaces qui forment la vie publique. Leur relation au lieu et les interactions entre eux relèvent de la sociabilité qui est l'un des aspects fondateurs de la citoyenneté. De ce fait, l'hypothèse que « la citoyenneté existe dans l'espace public » est vérifiée.

5.2 La citoyenneté comme maillon du bon fonctionnement de l'espace public.

Comme son nom l'indique, l'espace public appartient au public, il appartient aux habitants de la ville, aux usagers, à ceux qui se l'approprient comme espace de vie. Etre citoyen signifie l'appartenance à la cité. Qu'est-ce qui détermine si un individu appartient ou non à la cité ? C'est l'appropriation de la ville et son attachement au lieu ; plus ceux-ci sont présents et plus le citoyen est apte à défendre et à protéger son espace de vie. Michèle Theytaz-Grandjean, déléguée à la jeunesse de la Ville de Vevey, exprime son avis par rapport à l'attachement au lieu : *Il y a aussi beaucoup de gens qui travaillent en dehors, qui ne voient Vevey que quand ils rentrent le soir et ils n'ont pas forcément cet attachement à la ville qui fait que... Ben moi je suis née à Vevey, donc moi j'ai un attachement peut-être viscéral par rapport à la ville qui fait que moi je vais intervenir hyper facilement parce que je me sens citoyenne d'ici. Mais on a beaucoup ici à Vevey, notamment avec Nestlé, des gens qui sont des expatriés, qui sont là pour quelques années, qui profitent de la ville ici mais voilà, qui (...) voient les choses, mais ce n'est pas leur culture, ils ne savent pas comment intervenir. (...) Ils n'ont pas de point de comparaison, ils n'ont pas non plus d'attachement par rapport à ça.* Ces personnes expatriées dont parle la déléguée à la jeunesse, sont-elles des citoyens et citoyennes veveysans ? Pour nombre d'entre elles, l'implication dans la vie locale est rendue difficile par plusieurs aspects : la langue, la culture, parfois la présence de la « communauté » d'origine qui permet de se retrouver entre membres de la même communauté. Cela peut constituer un frein à l'intégration puisqu'une alternative à la vie locale est possible. Pour d'autres, s'intégrer rapidement est une priorité. Selon Marcel Martin, conseiller municipal PS, l'intégration passe par le rapprochement des gens et les opportunités de faire connaissance, notamment au travers des différents événements proposés par la ville durant l'année (festivals, fêtes, manifestations).

Cette volonté de s'inscrire dans la vie locale semble être la condition principale, plus que l'origine sociale ou culturelle, pour déterminer l'appartenance à la cité. « On considère généralement que dans l'espace public, on apprend à vivre ensemble les uns à côté des autres : on accepte que d'autres individus qui ne nous ressemblent pas forcément, qui n'adhèrent pas aux mêmes valeurs que nous-mêmes, utilisent les mêmes espaces en même temps. L'espace public est effectivement un lieu d'apprentissage d'autres modes de sociabilité, qui apparaissent indispensables pour vivre en société. Cela ne signifie pas que l'on connaisse l'autre. Cette connaissance reste d'ailleurs assez rare. »⁸² De fait, l'espace public constitue la cité, il appartient aux citoyens qui se l'approprient et le font vivre. Pour preuve, un espace public remplissant la même fonction en Suisse ou au Vietnam ne sera pas conçu ni perçu de la même manière et ses usagers n'en feront pas la même utilisation.

L'hypothèse que « La citoyenneté est essentielle au bon fonctionnement de l'espace public » est vérifiée car elle est la condition sine qua non de la vie publique, on ne peut imaginer une société qui fonctionnerait avec des individus ayant tous des valeurs et des intérêts divergents et sans attachement à l'espace qu'ils partagent, sans adhésion à un but commun. Pour fonctionner, l'espace public a besoin d'une population mixte, riche de ses différences mais partageant une volonté ou un idéal commun.

⁸¹ BOUAMAMA, CORDEIRO, ROUX, (1992), op.cit., p.200

⁸² TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p. 139-140

6 Dans le vif du sujet... de l'animation socioculturelle

6.1 L'animateur socioculturel dans l'espace public

Le mot animer vient du latin *animare* et son sens premier signifie *donner de la vie, du mouvement, de la vivacité*⁸³. Dans l'essence même du mot figure cette volonté de mettre en mouvement, de réunir, de partager. Voici une définition plus contemporaine établie par un groupe d'étudiants dans le cadre du module d'enseignement « Espace public et citoyenneté » en février 2009. « L'animation socioculturelle s'inscrit dans un contexte politique, social, culturel et économique dont l'action vise à mettre en lien et favoriser la participation active des individus et des collectivités. La conception et l'organisation de ses interventions favorisent l'émergence des ressources des bénéficiaires, en vue qu'ils répondent à leurs propres besoins. »

Le sociologue Gérard de Rham définit l'objectif de l'animation et des animateurs comme étant de « donner à la population des moyens et des capacités de maîtriser son existence collective. »⁸⁴

L'animateur socioculturel peut travailler dans une multitude d'institutions: maisons de quartier, centres de loisirs, homes pour personnes âgées, pour ne citer que les plus connus. Le point commun entre ces différents lieux ? Ils regroupent des gens et leur offrent un espace de rencontre qui permet de partager des intérêts, des activités, des discussions. Une place publique en quelque sorte ! Mais au fond, a-t-on vraiment besoin de limiter l'espace d'action de l'animation entre les quatre murs d'une institution ? Alors que l'espace public permet aux gens de se rencontrer de manière spontanée, sans critères tels que l'âge, les intérêts ou la profession. Il est ouvert, sans limite de place et regroupe tout le monde. L'espace public relie chacun aux autres comme il relie les différents espaces privés. C'est bien le carrefour essentiel de la vie en société, de la confrontation et la cohabitation entre les gens. C'est bien ici que doit intervenir l'animateur socioculturel pour « donner vie ». Il a donc sa place dans l'espace public en tant que facilitateur de relations sociales. Quant à la citoyenneté, c'est elle qui conjugue les relations entre elles, elle permet la cohabitation et la confrontation, elle permet à la société le fait de vivre ensemble.

L'animation a la capacité de réunir des gens ayant un intérêt commun afin de trouver les moyens et les ressources nécessaires à la réalisation de leur objectif, ce qui n'est pas a priori le cas de l'espace public où se rencontrent des intérêts divers, souvent en conflit. Dans ce cas, le rôle de l'animateur est de réunir les protagonistes, d'entendre les points de vue, afin de trouver un arrangement satisfaisant pour tous, bref, d'être le facilitateur, le médiateur, l'organisateur. Cela peut se faire de diverses manières. Le réaménagement de la place de la gare peut illustrer cela. Les partis politiques, les voyageurs, les commerçants, les compagnies de transports publics sont autant de catégories susceptibles de donner leurs avis sur la manière de réaménager cette place. Ils en ont la légitimité car ils y travaillent, transitent, ou exploitent un commerce sur place ; ils ont des intérêts à défendre, sont nombreux donc capables de se regrouper pour se faire entendre. Cependant, d'autres utilisateurs moins actifs se trouvent aussi sur cette place mais sans y apporter de contribution (économique) ce sont les marginaux qui « zonent » ou font la manche. Eux aussi ont un intérêt à se trouver sur cette place car il y a une forte concentration de population et donc plus de chance de se faire voir et d'être vus. « De la même manière qu'un élu gouverne aussi pour ceux qui ne l'ont pas crédité de leurs voix, l'espace public se doit de s'adresser aux sans voix qui ne demandent rien et aux minorités silencieuses, fussent-elles déviantes. Pour le surplus, c'est l'affaire de la police et l'urbanisme ne devrait pas s'y substituer. »⁸⁵ Les marginaux constituent un groupe « faible » face aux groupes

⁸³ Petit Larousse illustré, (1986), Librairie Larousse, Paris

⁸⁴ DE RAHM, G. (1983) « *Eléments théoriques pour une discussion sur l'animation socioculturelle* », IES, Genève

⁸⁵ <http://urbanites.rsr.ch/laboratoire-des-climats-urbains/espace-public-l%E2%80%99espace-de-la-transgression/>

d'utilisateurs, de transports publics, de commerces qui constituent des groupes « forts ». Leur présence sur cette place n'est pas considérée comme un usage normal par certains, elle n'est pas légitime pour d'autres qui veulent les faire disparaître. L'animateur a pour mission de permettre aux groupes « faibles » de s'exprimer et de faire remonter leur point de vue afin qu'il soit entendu. En cela, l'animation à sa place sur dans l'espace public.

6.1.1 Animations de/dans l'espace public

La place du marché de Vevey est la 2^{ème} plus grande place du genre en Europe, elle permet un usage multiple. Durant la semaine et en soirée, elle offre 600 places de parcs aux automobilistes. Deux fois par semaine, le mardi matin et le samedi matin le marché s'y déroule. De mai à septembre, le samedi le marché folklorique attire un grand nombre de visiteurs non veveysans. Tout au long de l'année, la place accueille différents événements tels que le cirque, la patinoire, Vevey Plage, parfois des concerts, les festivités diverses (1^{er} août, 31 décembre, fête des vigneron). Sa grande surface (vide en l'absence de voitures) lui permet d'être multifonctionnelle. « On peut constater la promotion de toutes sortes de spectacles pour renforcer l'animation de la place publique et améliorer ainsi l'image de marque touristique urbaine. Ces festivités demandent un aménagement flexible qui peut constituer un cadre favorable à la mise en scène de différents types d'événements. »⁸⁶

A 50 mètres de la place du marché, au bord du lac, le Jardin du Rivage participe aussi à la promotion des activités culturelles de la ville. En plus du grand parc de verdure et des jeux pour enfants, le jardin dispose d'une scène qui est régulièrement utilisée pour des festivités. Notamment lors du festival Animai, organisé par le Service jeunesse. Cette manifestation rassemble petits et grands, dans une ambiance sympathique, en invitant des groupes locaux à se produire sur la scène et en proposant des activités pour les enfants. Marcel Martin, conseiller municipal PS, chargé des espaces publics à la Ville de Vevey, voit dans ces événements un moyen de faire vivre la ville : *La démarche pour rapprocher les gens, (...) c'est toutes les manifestations qu'on a en ville : c'est le 1er août, c'est les artistes des rues, c'est où, en mettant en place des organisations festives, la population vient. Aux artistes des rues, il y a entre 10 et 20 mille personnes qui viennent, sur 3 jours, donc... c'est aussi une façon de faire vivre la ville, de rapprocher les gens entre eux. La place Robin c'est la même chose, on se rend compte quand même que les gens ont envie de sortir de leur écran internet, de se rencontrer. On est étonné, une table de cantine et une tente de cantine sur la tête ça rassemble du monde.*

La fête multiculturelle de la place Robin est un autre exemple d'utilisation de place pour des événements sociaux et culturels. Cet événement remporte chaque année un franc succès auprès des habitants du quartier mais attire aussi de nombreux veveysans d'autres quartiers. De multiples stands de nourriture et d'artisanat d'ici et d'ailleurs, un espace ouvert avec des tables permettant de se rencontrer ainsi qu'une scène qui crache de la bonne musique participent à son succès.

Dans le même esprit, la fête des voisins conquiert chaque année de nouveaux quartiers et prend plus d'ampleur, en particulier dans le quartier de Général Guisan. Patrick Bertschy, président du PLR de Vevey confirme : *(...) la fête des voisins c'est un élément très important et Vevey aussi a été très dynamique dans le développement de cette fête et c'est quelque chose qui prouve clairement que les gens sont intéressés quand même et apprécient de mieux connaître l'autre, et ça fait partie de la citoyenneté aussi. A la base c'est une démarche qui a émané des habitants, parce qu'on ne peut pas imposer, c'est les habitants qui doivent faire la démarche [de mettre en place cette fête dans leur quartier].* Marcel Martin abonde dans le même sens : *par rapport à la démarche citoyenne dans le sens du rapprochement des habitants de la ville, il y a quelque chose qui se met bien en place, c'est la fête des voisins, qui a lieu chaque année au mois de mai-juin. Ça c'est quelque chose qui se développe pas mal.* Ces événements sont l'occasion pour la ville, pour le service jeunesse ainsi que pour la police de faire de la prévention autour de différentes problématiques comme l'alcool, le respect des espaces publics, la consommation de drogue, etc. Ces fêtes contribuent à mettre une bonne

⁸⁶ TOUSSAINT, ZIMMERMANN (2001), op.cit., p. 177

ambiance dans les quartiers en permettant à leurs habitants de se rencontrer en dehors du contexte quotidien où les gens ne prennent parfois pas le temps de se dire bonjour. Lors de ces événements, les liens que les habitants tissent entre eux et avec leur quartier, contribuent à préserver un climat sain dans les relations de voisinage tout comme dans la relation à leur environnement de vie. Si les habitants ont du plaisir à se retrouver et à passer du temps dans leur quartier, cela montre bien qu'ils se sont appropriés le lieu et s'y sentent chez eux. De ce fait, ils prennent aussi plus soin de leur lieu de vie pour le préserver des incivilités, ce qui constitue un acte citoyen. Des événements festifs peuvent donc créer de la citoyenneté à l'échelle du quartier et l'animation socioculturelle est particulièrement légitime pour les organiser, ou du moins les rendre possible en soutenant les compétences locales.

L'animateur a donc sa place dans l'espace public, ses compétences professionnelles lui permettent de poser le diagnostic des besoins d'un groupe ou d'un lieu, de réunir les gens autour d'une problématique commune et de travailler ensemble, afin d'améliorer la vie en collectivité. Comme celle-ci se déroule principalement dans l'espace public, l'animateur doit y être présent. Il doit se trouver là où vivent et où se rencontrent les gens pour insuffler une dynamique de mouvement. L'hypothèse que « *L'animateur socioculturel a une place légitime dans l'espace public* » est vérifiée.

6.1.2 L'animation socioculturelle veut ou la citoyenneté affirmée

L'animateur veut se faire le porte-parole, qui permet aux plus faibles de se réunir pour faire entendre leurs voix. Il veut être le moteur qui insuffle la dynamique d'action, de mouvement au sein de la collectivité des usagers. « Dans notre société fondée sur la liberté individuelle, sur la formation de la volonté démocratique et l'organisation de la vie communautaire, nous sommes régulièrement amenés à nous demander comment aider et encourager l'individu – et la société dans son entier – à matérialiser ses valeurs fondatrices. Force est de reconnaître que leur concrétisation n'est aucunement spontanée et qu'il faut des forces œuvrant à dessein dans ce sens. »⁸⁷ L'animateur socioculturel est l'une de ces forces.

Pour faire un inventaire des volontés de l'animation socioculturelle, je me suis basée sur trois chartes romandes pour l'animation socioculturelle, soit celle de la FAS'e (Fondation genevoise pour l'Animation Socioculturelle, établie en 1993), celle de la FASL (Fondation pour l'Animation Socioculturelle Lausannoise, établie en 1995) et celle de l'AVANIMS (Association Valaisanne des animatrices et animateurs socioculturels, établie en 2001). Ces trois documents ont été réunis et font l'objet d'un découpage et d'un regroupement en fonction de leurs similitudes.

Valeurs

L'ASC doit transmettre des valeurs qui forment la base du vivre-ensemble. Elles posent le cadre des volontés suivantes.

- FAS'e : Transmettre des valeurs comme la tolérance, l'esprit d'équipe, l'estime de soi, l'entraide, la compréhension
- AVANIMS : Transmettre et défendre des valeurs (respect, solidarité, etc.)

Prévention

Le rôle premier de l'animateur est de faire de la prévention sur différents niveaux tels que : santé (consommation de produits nuisibles), relationnel (problèmes personnels et familiaux), civilité (respect des autres, des espaces, du matériel), etc.

- FAS'e : Mettre en place un cadre de prévention et d'entraide touchant à l'ensemble des problèmes que rencontrent les enfants, les pré-adolescents et les adolescents (ex : perturbations d'ordre relationnel, familial, scolaire, toxicomanie, etc.)

⁸⁷ MOSER, MÜLLER, WETTSTEIN, WILLENER, (2004), op.cit., p.9

- FASL : Jouer un rôle préventif par rapport aux facteurs à risques (échec scolaire, diff. Familiales, etc.) auprès des jeunes

Une place pour chacun, chacun à sa place

Permettre à chacun de trouver et de prendre sa place dans la société en mettant en avant sa personnalité et son histoire qui fait de lui ce qu'il est.

- FAS'e : Insister sur le respect et la défense de l'identité de chacun
- AVANIMS : Valoriser l'identité de chaque individu
- AVANIMS : Accueillir chaque individu et lui donner une place dans l'acceptation des différences
- FAS'e : Redonner à chaque individu le sentiment d'appartenance à la communauté

Vivre en société n'est pas facile, l'apprentissage passe par des espaces « sécurisés », des micro-sociétés qui permettent de « tester » les règles de la vie collective.

- FAS'e : Organiser des espaces de rencontres
 - Espace de rassemblement communautaire
 - Espace de communication et d'échanges entre les populations
 - Espaces relationnels spécifiques aux accueils libres
 - Espace de contact et de convivialité
 - Espaces culturels ouverts et accessibles
- AVANIMS : Offrir un espace permettant l'expression, l'échange et la critique
- AVANIMS : Offrir des espaces de débats et dialogues entre les différents acteurs sociaux

Il est nécessaire de faire émerger et connaître les besoins des usagers pour offrir des prestations adaptées.

- FAS'e : Aider chacun à formuler ses intérêts et besoins
- FASL : Être attentive aux besoins des usagers et aux priorités à respecter parmi ces besoins
- AVANIMS : Aider les usagers à repérer leurs besoins
- AVANIMS : Soutenir les usagers dans la défense de leurs droits et leurs besoins

Soutien et valorisation

L'animateur est une sorte de boîte à outils pour la gestion de projet. Il se tient à disposition des usagers et constitue un soutien technique dans leur démarche de projet.

- FAS'e : Aider à l'élaboration d'un projet personnel
- FAS'e : Soutenir la réalisation de projets personnels ou de groupes
- FAS'e : Susciter les activités de groupe et la participation active
- FASL : Soutenir la réalisation de projets personnels et collectifs
- AVANIMS : Coordonner et gérer les projets AVEC, PAR et POUR les usagers

Autant que possible, le projet doit se construire sur la base des compétences des usagers, l'animateur est là pour les faire émerger et les mettre en avant.

- AVANIMS : Valoriser les compétences et les ressources des usagers
- AVANIMS : Baser les actions sur les ressources et compétences des usagers

L'animateur n'est pas le porteur du projet. Il doit impliquer et responsabiliser les usagers dès le début afin qu'ils soient les garants de sa bonne marche car c'est leur projet et ce sont eux qui vont le porter et le faire vivre après le départ de l'animateur. L'implication de l'animateur est toujours déterminée sur la durée.

- FASL : Favoriser la collaboration des bénévoles aux activités d'animation
- FASL : Favoriser les capacités d'auto-organisation des usagers et la collaboration des bénévoles
- AVANIMS : Favoriser la coaction (participation active) et la collaboration entre les usagers et les différents partenaires du projet

Le but de l'animateur est de transmettre et de démultiplier ses savoirs auprès des usagers, il cherche donc à renforcer leur autogestion sur tous les niveaux (organisation, réflexion, prise en charge de leurs besoins).

- FASL : Favoriser l'expression et l'auto-organisation des usagers
- FASL : Favoriser les capacités d'auto-organisation des usagers et la collaboration des bénévoles
- FAS'e : Favoriser l'autonomie, la créativité et l'expression de la personnalité des jeunes
- AVANIMS : Favoriser l'autonomie des usagers dans la prise en charge de leurs propres besoins.
- FAS'e : Donner aux jeunes la possibilité de se prendre en charge
- FAS'e : Développer les capacités de jugement, de raisonnement, l'expérimentation, l'apprentissage des savoirs-faire, la débrouillardise
- AVANIMS : Cultiver auprès des usagers un esprit critique

Lien social

Par tous les moyens à sa disposition, l'animateur doit promouvoir et renforcer le lien social. Celui-ci relie les individus entre eux et permet à la société d'exister.

- FAS'e : Agir sur le lien social et ses dimensions culturelles
- FAS'e : Renforcer le tissu social
- AVANIMS : Favoriser les liens entre les usagers

Il doit travailler sur l'acceptation des différences et la promotion de la solidarité afin d'éviter certaines brèches qui entraînent une classification des individus.

- FAS'e : Lutter contre l'exclusion et la marginalisation
- FAS'e : Prévenir l'isolement
- FASL : Identifier les populations isolées et marginalisées
- FASL : Jouer un rôle de détecteur des expressions culturelles marginales
- FASL : Contribuer au droit à la différence, au partage et à l'intégration des diverses expressions culturelles
- AVANIMS : Recentrer la marge et marginaliser le centre
- FASL : Offrir des possibilités de développer un sentiment de solidarité sociale

S'il cherche à éviter l'exclusion, l'animateur doit travailler en faveur de l'intégration des individus dans la société de manière générale mais aussi dans des groupes d'appartenances (clubs, associations, cercles d'échanges, etc.)

- FAS'e : Inciter et aider les individus à devenir des acteurs sociaux responsables de leurs choix, à s'exprimer, à participer à la vie de la cité par la réalisation de projets collectifs et parfois individuels
- FASL : Favoriser l'intégration culturelle et sociale des populations isolées et marginalisées
- FAS'e : Contribuer à l'expression des minorités et favoriser leur intégration dans la vie sociale
- FASL : Promouvoir des activités susceptibles de favoriser l'intégration sociale des usagers
- AVANIMS : Encourager l'intégration des usagers dans la vie sociale
- FAS'e : Promouvoir l'expression culturelle et démocratique

Vivre ensemble

L'animateur cherche à améliorer la qualité de vie des usagers, notamment au travers de leur intégration et de leur sentiment d'appartenance à leur quartier.

- FAS'e : Permettre aux usagers d'apprendre la vie en commun
- FASL : Offrir aux usagers l'occasion d'acquérir ou de retrouver une estime de soi et des capacités à mieux vivre en société
- FAS'e : Améliorer la qualité de vie
- AVANIMS : Promouvoir et défendre la qualité de vie des usagers et des collaborateurs de l'institution

Le listing des similitudes établi ci-dessus n'est pas exhaustif mais donne un aperçu évocateur des volontés communes des différents lieux d'animation socioculturelle romands.

Code de déontologie des professionnels du travail social (Avenir Social, 2006)

Le code de déontologie suisse des travailleurs sociaux s'adresse à tous les professionnels du travail social comme il est précisé dans l'alinéa 1 de l'article 2. Ce code s'applique donc aussi, par définition, aux animateurs socioculturels. Les articles du code de déontologie présentés ci-dessous ont fait l'objet d'une sélection afin de présenter les points les plus importants ou les plus significatifs pour l'animateur socioculturel dans le but de confirmer les volontés de l'ASC étudiées précédemment.

Article 2 : destinataires

1. Le présent code s'adresse à l'ensemble des professionnels du travail social
2. Les professionnels du travail social doivent pouvoir légitimer leurs actions à l'égard des personnes concernées et de leur entourage.

Article 3 : objectifs et fonctions

2. Il *[le code]* est un moyen pour déterminer et garantir la qualité de la pratique professionnelle.

Article 4 : comportement en général

1. Les professionnels du travail social respectent la personnalité et la dignité de chaque être humain. Ils et elles s'abstiennent de toute forme de discrimination ayant trait entre autres à l'appartenance ethnique, au sexe, à l'âge, à la religion, à l'état civil, aux opinions politiques, à la couleur de la peau, à l'orientation sexuelle, au handicap ou à la maladie.
5. Ils et elles utilisent avec soin les ressources qui leur sont allouées et veillent à ce qu'elles soient distribuées équitablement selon les besoins.
6. Ils et elles mènent une réflexion permanente sur leurs activités professionnelles et sur leur rôle à jouer.
7. (...) Leurs connaissances et leur potentiel sont mis à profit pour dénoncer et réduire les injustices.

Article 5 : comportement à l'égard des usagers-ères ou des client-e-s

1. Les professionnels du travail social encouragent les usagers à assumer leurs droits et devoirs tout en respectant leur libre-arbitre. (...)
4. Ils et elles encouragent et accompagnent les usagers vers une plus grande indépendance et responsabilisation. La liberté d'opinion et de choix de ces derniers est respectée.

Article 10 : comportement à l'égard des pairs ou des collègues du travail social et à l'égard d'autres figures professionnelles

1. Les professionnels du travail social collaborent avec d'autres figures professionnelles.

Article 12 : comportement à l'égard de l'Etat et de la société

1. Les professionnels du travail social coopèrent à l'élimination des inégalités sociales et développent des solutions en conséquence.
2. Ils et elles s'engagent pour que tous et toutes participent à la vie sociale et pour que chacun ait accès aux ressources et prestations de bases dont il ou elle a besoin. Ils et elles s'engagent également pour l'introduction ou le changement de mesures ou de lois visant une plus grande justice sociale.
3. Ils et elles encouragent les personnes concernées à participer aux processus de décisions sociopolitiques.

Le point de vue des travailleurs sociaux

Marco Pavarini, éducateur social de proximité à gink-go, pense que c'est de la responsabilité de chacun de faire ce qui est dans ses cordes pour favoriser la citoyenneté autour de soi et soutenir les personnes qui en ont le plus besoin. Si on considère que c'est uniquement le rôle du travailleur social, on enlève alors une part de la responsabilité de chacun. Favoriser la citoyenneté ne fait pas uniquement partie du cahier des charges de l'animateur socioculturel, *c'est là qu'il faut mettre l'accent, c'est que c'est pour tout le monde*. La citoyenneté n'apparaît pas en tant que tel dans le cahier des charges des professionnels du secteur jeunesse mais, selon Michèle Theytaz-Grandjean, il est sous-jacent à chacune de leurs actions. *Tout ce qu'on tend à faire : insérer les jeunes, répondre à leurs besoins etc. Ça vise la citoyenneté, ça vise le développement durable, la qualité de vie, etc. donc c'est très large, on vise cela mais ce n'est pas noir sur blanc dans aucun descriptif de fonction*. Cependant, elle reconnaît que *dans les valeurs professionnelles on est quand même censés être citoyens et se comporter en tant que tel*. Joëlle Minacci, éducatrice sociale à gink-go, pense également que le travailleur social doit montrer l'exemple auprès des gens avec qui il travaille car le contraire le discrédite dans son action. *Dans le sens ou l'éducateur ou l'animateur c'est une forme d'exemple. Je me verrai moins intervenir auprès d'un jeune si moi je fais pareil que lui par exemple. Donc il y a quand même une forme de responsabilité qu'on a*. Elle va même plus loin en affirmant : *Je pense que les gens attendent des travailleurs sociaux qu'ils soient plus citoyens que les autres*.

Les éléments précédents, extraits de chartes romandes de l'animation socioculturelle, le code suisse de déontologie des travailleurs sociaux, et les avis récoltés sur place permettent d'affirmer que l'animation socioculturelle a la volonté de soutenir et de favoriser la citoyenneté et ceci au travers de diverses actions.

Par la mise à disposition d'espaces d'accueils, l'organisation d'actions de prévention, la gestion de projets individuels et collectifs, la prise en compte des besoins et de la participation des individus, l'animation socioculturelle veut favoriser la citoyenneté au sens large. Ceci est résumé dans les chartes de la FAS'e et de la FASL par « Apprendre à vivre ensemble ». Même si la citoyenneté n'est pas explicitement annoncée dans le cahier des charges, les professionnels veveysans reconnaissent que l'idée d'insuffler une dynamique citoyenne est sous-jacente à toutes leurs actions. L'hypothèse que « *Favoriser la citoyenneté fait partie du cahier des charges de l'animation socioculturelle* » est vérifiée.

6.2 Les compétences professionnelles de l'animateur socioculturel

Si la place de l'animation socioculturelle dans l'espace public ne se conteste pas, il reste à vérifier si ses compétences professionnelles lui permettent de créer un lien entre les individus, de créer le débat dans l'espace public et à propos de son usage, de son aménagement, de ses utilisateurs. S'il sait réunir les gens autour des questions liées à l'usage, s'il est capable de permettre à chaque groupe ou individu de défendre ses intérêts et d'être entendu par les autorités. Il s'agit de faire l'inventaire de ce que l'animation socioculturelle peut apporter grâce à ses compétences spécifiques. Le référentiel de compétences des métiers de l'animation socioculturelle va constituer la base de la démonstration puisque ce texte établi en 2002 par un groupe de professionnels de l'animation exerçant leur profession dans divers lieux de suisse romande n'est pas contesté.

Chacune des fonctions décrites doit être adaptée dans un contexte de travail donné. En fonction de celui-ci, certaines compétences sont plus sollicitées que d'autres. De ce fait, je vais décliner uniquement les fonctions de l'ASC en gardant à l'idée qu'une multitude de compétences sont requises pour les remplir. Pour en savoir plus, se référer directement au référentiel.

Les fonctions et leurs compétences inhérentes, confirment la capacité de l'animateur socioculturel à suivre et à satisfaire les principes de l'ASC édictés dans les trois chartes romandes étudiées précédemment.

Fonction 1 : Analyse et identification de son environnement de travail

Objectif : *Situer son action par rapport aux attentes et caractéristiques de son environnement de travail : problématiser pour définir des axes stratégiques dans son action.*

Cette fonction et ses compétences inhérentes telles que :

« Observer les pratiques, les manières d'être, écouter ce que les gens disent »

« Identifier les pratiques culturelles, les coutumes des populations »

« Analyser la demande »

Confirment que l'animateur socioculturel a les ressources nécessaires pour favoriser les expressions culturelles des usagers ainsi que pour les aider à formuler leurs besoins qui sont souvent cachés derrière leur demande.

Fonction 2 : Conception, organisation et accompagnement au montage des projets d'animation socioculturelle

Objectif : *Entrer dans une relation d'appui au plan technique et relationnel pour faciliter le développement de projets d'animation portés par les usagers*

Sous-fonction 1 : Analyser une demande

Sous-fonction 2 : Organiser le développement d'un projet

Sous-fonction 3 : Réaliser les actions du projet

Sous-fonction 4 : Suivre et évaluer les actions réalisées

Sous-fonction 5 : Capitaliser, diffuser, démultiplier les résultats d'un projet

Cette fonction et ses compétences inhérentes telles que :

« Valider avec les porteurs de projet l'idée de départ », ou encore

« Entretenir une dynamique », mais aussi

« Veiller au respect des objectifs en cours de projet », et d'autres encore

Démontrent ainsi que la gestion de projet dont il est question dans les trois chartes est réaliste et réalisable et que l'animateur socioculturel détient les compétences requises pour assumer cette fonction.

Fonction 3 : Médiation et régulation

Objectif : *Faciliter à son niveau la résolution des problèmes rencontrés par les populations fréquentant les lieux d'animation*

Au travers de cette fonction et des compétences inhérentes telles que :

« Entretenir par tous les moyens à sa disposition l'acceptation de l'autre et de sa différence » ou encore,

« Agir à son niveau par rapport aux comportements considérés « à risques » » et aussi,

« Agir à son niveau face aux risques d'exclusion sociale, économique et culturelle »

L'animation socioculturelle a donc les moyens de remplir son rôle préventif face à l'isolement, l'exclusion et la marginalisation ainsi que face aux facteurs à risques souvent liés à la jeunesse mais pas uniquement. Elle remplit aussi son rôle de faire respecter l'identité de chacun.

Fonction 4 : Gestion et organisation de son cadre de travail

Objectif : *Concevoir, organiser et développer son cadre de fonctionnement*

Sous-fonction 2 : Accompagner les démarches de recherche de financement et de gestion financière des activités

Sous-fonction 4 : Coordonner et assurer les activités « logistiques » liées aux activités d'animation

« Organiser le processus de gestion financière des activités », ou encore

« Gérer les moyens techniques disponibles et les équipements en fonction des activités mises en œuvre »

Ce sont deux des compétences qui permettent à l'animateur de gérer les ressources liées à un projet ou une activité d'animation, il remplit donc la fonction de l'article 4, alinéa 5 du code de déontologie des professionnels du travail social qui est le suivant : « Ils et elles utilisent avec soin les ressources qui leur sont allouées et veillent à ce qu'elles soient distribuées équitablement selon les besoins. »

Fonction 5 : Communication interne

Objectif : *Développer et entretenir la communication, l'échange d'informations au sein de son institution, sa structure, son espace de travail et recueillir les informations utiles pour orienter ses activités*

Cette fonction et ses compétences inhérentes telles que, entre autres :

« Communiquer au sein de l'équipe d'animation », ou encore

« Communiquer avec les bénévoles prenant en charge certaines activités », mais aussi

« Communiquer avec les services supports de l'activité : les services administratifs et de gestion, les services techniques »

Démontrent que l'animation socioculturelle peut favoriser la collaboration des participants qu'ils soient usagers, bénévoles, financeurs ou décideurs en établissant une bonne communication.

Fonction 6 : Communication externe

Objectif : *Faire connaître les activités, les missions, les projets de l'institution en direction de l'environnement externe*

Au travers de cette fonction et ses compétences inhérentes telles que :

« Ouvrir des espaces communs de dialogue, d'échanges »

« Communiquer en direction des milieux institutionnels et socio-politiques »

« Communiquer sur ses actions, ses missions et ses valeurs en animant des séances d'échange avec les usagers »

L'animation socioculturelle remplit sa fonction de relais de communication entre usagers et politiques et son rôle de création de lieux d'échanges et de discussions ou autrement dit, d'espaces d'accueils et elle assure ainsi la transmission de ses valeurs au travers de ces espaces de communication.

Fonction 7 : Management des équipes de travail

Objectif : *Organiser, animer, coordonner et dynamiser son équipe de travail*

Fonction 8 : Evaluation des activités de travail, développement personnel et professionnel

Objectif : *Entrer dans une attitude réflexive par rapport au fonctionnement de sa structure de travail et par rapport à soi-même pour accroître son professionnalisme*

Les fonctions 7 et 8 étant davantage centrées sur le travail personnel de l'animateur et sa collaboration avec son équipe de travail, et moins sur les prestations qu'il doit pouvoir remplir en faveur des usagers ; ces fonctions ne sont pas directement reliées à des principes édictés dans les trois chartes étudiées précédemment.

6.2.1 Démarche concrète

Après avoir étudié les fonctions et compétences qui répondent aux volontés de l'ASC, place à un exemple concret. La revalorisation d'un espace public auprès de ses usagers et avec ceux-ci peut constituer le travail de l'animateur socioculturel. En effet, il dispose des compétences professionnelles nécessaires et cela fait partie de son cahier des charges. En partant du référentiel des compétences, voici une proposition de démarche qu'il peut mettre en place pour revaloriser un espace public auprès de ses usagers et avec eux afin qu'ils se le réapproprient.

Première étape : analyse et connaissance de son environnement

1. *Observer les pratiques, les manières d'être, écouter ce que les gens disent*
Par exemple : l'animateur peut faire des observations dans l'espace public, rencontrer les différents acteurs pour des entretiens, discuter avec les usagers.
2. *S'imprégner de la géographie physique, humaine, architecturale, de l'histoire locale*
Par exemple : par des observations et entretiens, mais aussi grâce à des recherches bibliographiques sur le lieu.
3. *Identifier les réseaux d'acteurs-clés*
Par exemple : en investiguant les différents domaines ayant un intérêt à défendre par rapport au lieu (politiques, habitants, associations, etc.). Définir la position et le statut de chacun (influence, vulnérabilité, légitimité) et éventuellement établir un carnet d'adresses du réseau.
4. *Identifier les orientations au plan politique*
Par exemple : connaître la position politique majoritaire de la commune, avoir connaissance et comprendre les intérêts défendus. Repérer les personnages politiques influents.
5. *Identifier les pratiques culturelles, les coutumes des populations*
Par exemple : par des observations et des discussions avec les usagers, en se renseignant sur les origines culturelles représentées et sur leurs us et coutumes.

Deuxième étape : médiation et régulation

1. *Aller à la rencontre des gens, prendre la mesure des faits, séparer les préjugés, les stéréotypes de la réalité*
Par exemple : dans un premier temps, l'animateur va dans l'espace public pour comprendre la cause du problème (p.ex. insalubrité, sentiment d'insécurité), source de tension entre les usagers. Après avoir repéré les personnes clés, il organise une rencontre pour créer le débat, l'échange et la discussion sur les possibilités pour résoudre ce problème.
2. *Participer à la gestion des risques de « conflits de cohabitation et de voisinage »*
Par exemple : offrir une oreille attentive aux habitants et proposer une médiation en cas de conflits.
3. *Entretenir par tous les moyens à sa disposition l'acceptation de l'autre et de sa différence*
Par exemple : valoriser les différences et mettre en avant leur complémentarité.
4. *Agir à son niveau par rapport aux comportements considérés « à risques »*
Par exemple : lors de la présence de personnes marginalisées, aller à leur rencontre et créer un lien avec elles. Eventuellement regrouper plusieurs personnes qui partagent la même situation afin de révéler les intérêts à défendre.
5. *Agir à son niveau face aux risques d'exclusion sociale, économique et culturelle*
Par exemple : en travaillant sur les possibilités d'appropriation et de partage de l'espace public pour éviter les exclusions sociales et culturelles.

Troisième étape : gestion et organisation de son cadre de travail

1. *Accompagner au plan technique la création d'une structure associative d'animation*
Par exemple : pour créer une association d'intérêts des usagers de la place de la gare.
2. *Apporter appui et soutien dans la recherche d'un fonctionnement conforme aux souhaits des membres de l'association*
Par exemple : en aidant à la rédaction d'une charte, en supervisant des forums de discussions. Les usagers doivent définir le fonctionnement de leur projet afin qu'ils soient à même de le porter après le départ de l'animateur.

Quatrième étape : Communication interne et externe

1. *Diffuser l'information sur les activités et projet en direction des usagers actifs au sein de l'association*

Par exemple : en utilisant des moyens de communication tels que rapport d'activités, site internet, éventuellement un stand d'information dans l'espace public pour informer un public plus large.

2. *Promouvoir les échanges entre usagers et groupes d'usagers*

Par exemple : en créant une plateforme interactive accessible à tous les usagers (virtuelle sur internet et/ou réelle par un lieu d'accueil).

3. *Communiquer en direction des milieux politiques et des médias*

Par exemple : en créant des débats publics, en invitant les politiques aux assemblées générales et aux événements, de même que les médias et en écrivant des communiqués de presse sur ces manifestations.

Par sa présence dans l'espace public en même temps que les usagers, l'animateur socioculturel peut mettre en place des actions de prévention. Cela peut se passer simplement en allant à la rencontre des gens et en discutant avec eux sur les sujets qui touchent à la santé communautaire au sens large ou au partage des espaces publics. Par exemple, sur les questions liées aux déchets, à la consommation d'alcool et de stupéfiants, mais aussi à propos des nuisances sonores (p.ex. dans un parc public qui borde des habitations), de respect et d'utilisation des aménagements mis à disposition (bancs, places de jeux, grills, etc.). Les actions de prévention surfent actuellement sur une vague positive, c'est-à-dire de valoriser le comportement adéquat plutôt que de stigmatiser le comportement inadapté. Selon Michèle Theytaz-Grandjean, déléguée à la jeunesse de Vevey, *c'est une réflexion globale qui doit être positive. On essaie de changer un peu les messages de prévention et là, en tant que travailleur social je pense qu'on a un grand rôle à jouer.*

La sensibilisation peut aussi passer par une présence plus visible avec un stand à l'occasion d'une fête, par des moyens visuels comme des affiches interpellant l'utilisateur sur son rôle dans son quartier. L'animateur peut mettre en place des forums de discussion sur des thèmes spécifiques afin de créer le débat entre les usagers, les habitants et les instances politiques. Car celles-ci doivent soutenir l'animateur socioculturel dans ses démarches pour favoriser la citoyenneté. D'après la déléguée à la jeunesse de Vevey, *il y a d'une part les travailleurs sociaux qui doivent faire un bout mais il y a aussi les autorités politiques qui doivent mettre les moyens pour faire en sorte que leurs citoyens aient un comportement citoyen.*

Avec la mise en place d'événements ponctuels de proximité comme la fête des voisins, fête de quartier, festivals ou d'autres manifestations musicales et culturelles, l'animateur insufflé une nouvelle dynamique dans l'environnement quotidien des usagers. En les intégrant dans la préparation et la mise en place de ces événements, il favorise leur participation active à l'évolution et aux changements de leur environnement de vie. La déléguée à la jeunesse partage cet avis : *Il faut que chacun se responsabilise par rapport à sa citoyenneté. Pour reprendre le côté « activités de prévention » ou de choses qui peuvent se faire dans l'animation, typiquement c'est ça : faire en sorte que chacun se réapproprie les lieux qu'il traverse.*

La mise en place d'événements réguliers (hebdomadaires ou mensuels) comme par exemple un marché, un tournoi de foot ou de cartes, un café aînés, un bibliobus, un vide-greniers tous les six mois, un concours photos ou dessin sur un thème déterminé qui touche la vie du quartier, etc. Ces activités permettent de créer la rencontre entre les habitants, dans l'espace public, de le transformer le temps de quelques heures et de le vivre sous un autre jour. L'aspect éphémère de ces événements est important car les habitants n'ont pas le temps de s'y habituer et donc de s'en lasser. Le côté inhabituel et « extraordinaire » est donc préservé. De plus, cela leur montre qu'il est possible de changer l'apparence ou la dynamique du quartier et les incite à prendre les choses en main.

7 Pistes d'action

A Marseille, l'association Arts et Développement, met en place depuis plus de 20 ans, des ateliers de peinture de rue pour les enfants dans plus d'une dizaine de quartiers. Les ateliers se déroulent au cœur du quartier, ils sont gratuits et ouverts à tous les enfants. Un artiste est présent sur chaque atelier pour apporter aux enfants des techniques artistiques, une équipe d'animateurs et de bénévoles assurent le déroulement et le suivi des ateliers. Une fois l'an, une exposition présentant les productions des enfants est installée sur le lieu même de l'atelier, au sein du quartier. Le temps de l'exposition, il prend l'allure d'un musée à ciel ouvert grâce aux nombreux dessins affichés. Toute la démarche atelier/exposition permet aux enfants de se réapproprier l'espace public de manière positive (certaines cités mal entretenues et parfois délabrées). Ils sont identifiés comme habitants à part entière, ils prennent place dans leur quartier et leur travail est valorisé et exposé à tous. Cela leur permet de faire un premier pas dans la vie de citoyen.

À Vevey, Michèle Theytaz-Grandjean travaille sur des propositions d'ateliers découvertes pour les enfants directement dans les quartiers. *Je crois qu'une des tâches qu'on pourrait faire par rapport à la citoyenneté, c'est vraiment de travailler dans les quartiers, avec les gens et leur redonner en fait l'espace public comme propriété. Ça veut dire leur redonner le quartier, leur redonner les espaces de jeux, etc. et leur dire : soyez responsables de votre espace.* Dans cet ordre d'idée, le service jeunesse propose depuis peu, des animations de plein air pour les jeunes au Jardin du Rivage comme le jonglage ou la slackline.

La Ville de Vevey a créé dernièrement un poste de délégué aux incivilités afin d'enrayer le phénomène qui coûte environ 120'000 francs par année à la commune. Le rôle du délégué sera essentiellement basé sur des actions de prévention et de sensibilisation auprès de la population et donc dans l'espace public. Les sanctions resteront l'affaire de la police et de la justice. C'est la solution donnée aujourd'hui par la commission qui a travaillé depuis plusieurs mois sur la question de la gestion et de la prévention des incivilités⁸⁸. La déléguée à la jeunesse l'a d'ailleurs mentionné lors de l'entretien : *le matin j'étais des fois sidérée de voir l'état des jardins publics parce que là c'est dégueulasse et c'est là où se pose le problème de l'incivilité et c'est depuis là qu'on travaille là-dessus. On est dans un groupe de travail avec les espaces publics, la police etc. ou on planche là-dessus pour savoir comment faire parce que c'est la transition entre nuit et jour qui est difficile [au Doret].*

Les chartes romandes étudiées précédemment ont permis de montrer quelles étaient les missions de de l'ASC. Le référentiel métier montre que l'animation socioculturelle a les compétences nécessaires pour y répondre. Autrement dit, l'ASC a la volonté de favoriser la citoyenneté et les compétences pour le faire. De ce fait, l'hypothèse que « *L'animateur socioculturel a les compétences professionnelles pour favoriser la citoyenneté* » est vérifiée.

Comme cela a été démontré tout au long de ce travail, l'animation socioculturelle a sa place dans l'espace public pour favoriser la citoyenneté, mais concrètement, comment s'y prendre? Il faut connaître son environnement de travail, c'est-à-dire l'espace public dans lequel se situe l'action (géographie, histoire et usagers). Faire un état des lieux et diagnostiquer les besoins, rencontrer les usagers, connaître les réseaux en place, en créer d'autres, repérer et contacter les partenaires indispensables.

⁸⁸ BOILLAT Christophe, « Vevey tente de prévenir les actes d'incivilités », in 24heures, 7 juin 2011

Occupation de l'espace public

Théâtre, Fresque Murale, Jardin de circulation, Festival Street Motion, Attentat à la parole, Tournoi de football, La rue pour tous, etc...
BUSSIGNY-PRÈS-LAUSANNE, CHAVANNES-PRÈS-RENENS, CRISSIER, ECUBLENS, MALLEY, PRILLY, RENENS, ST-SULPICE, VILLARS-STE-CROIX.

30 mai au
5 juin 2011



Groupe Coordination Jeunesse Ouest Lausannois

Figure 10: Flyer semaine de la citoyenneté

A Lausanne, le Groupe de Coordination Jeunesse Ouest Lausannois a mis en place pour la première fois cette année une « semaine de la citoyenneté » sur le thème de l'occupation de l'espace public. Afin de casser les stéréotypes et de montrer à la population pourquoi et comment les jeunes utilisent l'espace public, une série d'ateliers et d'activités ouverts à tous ont été mis en place par les jeunes. Par exemple : théâtre forum, fresque murale, tournoi de foot, initiation et démos culture hip-hop, attentat à la parole (atelier d'écriture), initiation au parkour (discipline sportive qui prône l'art du déplacement⁸⁹), défi vélo, la rue pour tous (occupation de l'espace public par des engins non-motorisés), etc.

La Ville de Lausanne a publié récemment une offre d'emploi pour le poste d' « intervenant-e socio-éducatif/ve de terrain à 100% ». Les missions principales sont de « prévenir, par une présence active, des comportements inadéquats et assurer le calme dans les espaces publics où se tiennent des personnes marginalisées – encourager le dialogue et favoriser la tolérance réciproque entre les habitants et les personnes marginalisées – offrir une médiation si nécessaire – informer et orienter les personnes qui le souhaitent dans le dispositif socio-sanitaire lausannois – collaborer étroitement avec le dispositif bas-seuil lausannois (autres institutions, police, soupe populaire, lieu de prise en charge ambulatoire, etc.) » La description met un accent particulier sur le travail dans l'espace publique et sur les missions de médiations, qui favorisent la bonne cohabitation et les comportements citoyens.

Dans le cadre de mon emploi en animation à Lausanne, j'ai travaillé pendant plusieurs mois sur la notion du quartier avec les enfants. L'idée était de redécouvrir de manière ludique le quartier dans lequel ils vivent et de le faire découvrir aux adultes au travers des yeux des enfants. Nous avons mis en place des ateliers de dessins et de photos dans le quartier, grâce auxquels les enfants ont illustrés les endroits qu'ils apprécient. Ils ont ensuite commenté leurs productions. Toute cette matière a été regroupée et ordonnée pour créer la brochure « Viens voir mon quartier » qui a été imprimée et distribuée à tous les habitants. Elle contient en outre des infos pratiques sur les associations, institutions et commerces du quartier. Le vernissage de la brochure a été l'occasion d'une exposition des dessins des enfants et d'un spectacle. Ces différentes activités ont permis de mettre en avant et de valoriser le travail des enfants et pour eux, de se situer dans leur quartier et de montrer à leurs parents et aux habitants leur regard de très jeunes citoyens sur leur lieu de vie.

A Fribourg, une pétition fictive a circulé parmi les utilisateurs de la gare pour en exclure les personnes âgées qui, soi-disant, perturbent la circulation du flux de voyageurs par leur lenteur. L'action a été menée par des travailleurs sociaux de rue dans le but « d'interpeller les gens sur la

⁸⁹ http://www.j-ouest.ch/Images/Programme_SDC_L.pdf

stigmatisation des ados qui squattent la gare. »⁹⁰ D'après l'association Reper, ceux-ci sont « catalogués comme des « sales » jeunes car ils ont un look spécial et font beaucoup de bruit. Mais si on les exclut de l'espace public pour cela, ce sera qui ensuite ? Les personnes âgées ? »⁹¹ Dans cet exemple de conflit lié à l'utilisation de l'espace public de la gare on constate que les travailleurs sociaux assument un rôle de porte-voix afin de casser la stigmatisation mais aussi pour faire comprendre aux jeunes que leur usage de l'espace ne convient pas à d'autres usagers. Ils jouent le rôle de médiation entre les deux parties en conflit.

Ces quelques exemples récents montrent que l'animation socioculturelle est constamment sollicitée sur la question de la citoyenneté. Au travers de ses actions, les possibilités de travailler sur la citoyenneté sont multiples. L'espace public est le contexte dans lequel se déroule l'action citoyenne. C'est là que l'animateur doit être. Et c'est tant mieux.

⁹⁰ HEMMER Anne, « Une pétition contre les vieux ! », in Le Matin, n°, 9 juin 2011

⁹¹ Ibid.

8 Conclusion

8.1 Synthèse des résultats de la recherche

La citoyenneté est un apprentissage qui se fait tout au long de la vie, dès l'enfance au travers de l'école et de l'éducation, puis à l'âge adulte au travers de la pratique professionnelle quelle qu'elle soit. C'est aussi un phénomène inné, présent en la plupart d'entre nous qui dicte notre comportement en présence d'autres individus. Nous avons tous cette capacité à nous comporter de manière à laisser de la place à l'autre dans cet espace de cohabitation. Le partage de l'espace est parfois difficile car les usages qu'il permet peuvent entrer en conflit, c'est aussi à ça que sert l'espace public. C'est un lieu d'expression qui permet l'émergence des différences et donc des conflits inhérents à celles-ci. Ce sont eux notamment qui fixent les règles d'usage de ces espaces communs que ce soit de manière formelle dans des règlements ou de manière informelle au travers des règles implicites. Les conflits permettent de se confronter aux limites des comportements possibles dans l'espace public.

Les trois domaines que sont l'animation socioculturelle, la citoyenneté et l'espace public sont intimement liés et le lien qui les unit est évident. Ils interagissent constamment entre eux en vases communicants, c'est-à-dire que lorsque l'un d'eux est sollicité, il crée un effet de chaîne sur les deux autres domaines. Par exemple lors d'un conflit d'usage qui a lieu dans l'espace public et à propos de l'utilisation de celui-ci. Il entraîne la notion de citoyenneté par le comportement des protagonistes entre eux et dans leur relation avec l'espace. L'ASC peut intervenir pour aider à résoudre le conflit et pour harmoniser les utilisations de l'espace par les acteurs en présence.

Toutes les hypothèses de départ concernant l'espace public, la citoyenneté et l'animation socioculturelle ont été vérifiées. L'hypothèse que « L'espace public est un espace de qualité » est la seule à avoir été seulement partiellement confirmée. Le résultat obtenu varie selon l'espace observé. Elle est confirmée pour le Jardin Doret et infirmée pour la place de la gare par rapport au critère de l'aménagement, de la convivialité et de l'aspect pratique.

8.2 Conclusion personnelle

8.2.1 Déroulement de la recherche

Ce travail m'a beaucoup appris sur la méthode de recherche. Du projet à la présentation des résultats en passant par la planification, la récolte, la mise en commun et l'analyse des données et finalement la rédaction.

J'ai traversé des périodes de doutes, de remise en question sur la faisabilité de la recherche, des réorientations et adaptations du sujet mais j'ai trouvé des solutions, avec l'aide de mon directeur de mémoire, qui m'ont permis d'avancer et de mener à bien cette recherche. Ce fut un exercice intéressant car effectué sur un long terme, ce qui m'a permis de récolter des données (notamment issues de l'observation) qui varient en fonction de la saison et donc d'apporter un intérêt supplémentaire à la recherche.

J'ai passé de nombreuses heures à observer l'espace public, les gens qui s'y trouvent, leurs comportements. J'ai apprécié ces heures de face à face avec la société dans sa généralité. Un espace public constitue finalement une scène sur laquelle se produisent des acteurs.

J'ai commencé par lire de la documentation sur la thématique des espaces publics et de la citoyenneté pour constituer une base de ce que j'allais observer. Dans un deuxième temps, je suis allée dans la ville pour observer l'espace public. Les données recueillies par les observations m'ont servi de base pour alimenter les entretiens. Ces trois sources de données m'ont ensuite permis de croiser les résultats et d'analyser les points de vue. J'ai apprécié cette façon de procéder par étape

qui m'a permis de prendre le temps de connaître un domaine avant de le confronter à un autre. En effet, les données recueillies par ces trois sources sont considérablement différentes et ne peuvent pas être traitées de la même manière.

Grâce à cette recherche, j'ai compris l'importance de l'observation. Elle constitue une base de données entièrement construite par moi-même étant donné qu'il n'y avait aucune donnée théorique disponible sur le comportement des gens dans l'espace public que j'ai observé. Ces données m'ont permis de confirmer ou d'infirmer certaines hypothèses.

J'ai appris l'importance d'une bonne planification du travail. Lors de la remise du projet de travail de Bachelor, j'ai établi un planning de travail qui répartissait la recherche documentaire, les observations et les entretiens entre août 2009 et juin 2010, alors que l'analyse des données et la rédaction s'étalait de juillet à septembre pour défendre le travail en octobre 2010. La planification était bien réfléchie mais je n'ai pas réuni les moyens nécessaires pour avancer assez dans la recherche jusqu'en hiver 2009. Ensuite, mon stage à Marseille m'a obligé à mettre des priorités et donc à revoir la direction de mon travail. Je n'ai donc pas respecté la planification présentée dans le projet. Cependant, j'ai ensuite revu l'orientation générale et les limites de ma recherche avec mon directeur de mémoire et j'ai tenu la seconde planification que nous avons posée. J'ai donc appris l'utilité d'une bonne planification, assez détaillée mais surtout la rigueur indispensable avec laquelle il faut respecter les délais fixés.

8.2.2 Limites de la recherche et propositions

Les limites se situent à deux niveaux. D'une part au niveau du temps à disposition car il serait intéressant de continuer cette recherche sur une plus longue durée, de manière plus méthodique afin de comparer les résultats et de voir s'il y a une évolution des données. La méthode devrait être encore plus rigoureuse pour planifier les observations régulièrement à des heures et des jours donnés et à répéter chaque mois pendant une année par exemple ; ceci afin de bénéficier d'un panel plus précis de l'utilisation des espaces publics. Pour cette recherche, j'ai effectué les observations entre les mois de juillet 2010 et de janvier 2011, en ciblant chaque heure du cadran horaire. Ceci afin d'élargir au maximum le panel d'information récolté. Cependant, D'autre part au niveau de la personne car travaillant comme animatrice dans un centre de loisirs à 80%, j'ai dû concentrer les observations sur trois jours de la semaine, soit samedi, dimanche et lundi, hormis pendant les vacances d'été où j'ai pu observer sur d'autres jours. Si j'avais disposé de tout mon temps pour cette recherche, j'aurais alors étalé les observations de manière à représenter les 7 jours de la semaine.

8.3 Conclusion professionnelle

Les rencontres avec les différentes personnes que j'ai interrogées m'ont beaucoup apportées car elles ont élargi mon champ de vision sur la thématique. Elles m'ont permis de confronter les points de vue et d'alimenter la problématique. J'ai été surprise de constater que certaines personnes occupant des positions opposées au sein de la ville partageaient parfois le même avis ou visaient le même but mais avec des chemins différents. J'en retire l'importance de rencontrer les protagonistes pour comprendre leur position et leur point de vue grâce à leurs explications et non par les opinions issues des médias, des croyances collectives, etc. Dans ce sens, l'animateur effectue en quelque sorte un travail de chercheur à chaque fois qu'il intervient dans un nouveau contexte afin de connaître le réseau avec lequel il sera amené à collaborer.

L'immersion dans l'espace public, au travers des observations m'a fait découvrir une nouvelle façon de travailler que je pourrais utiliser dans ma pratique professionnelle. L'espace public offre une vue d'ensemble de la société et je pense que l'observation est un bon moyen de « prendre la température » de celle-ci. L'animateur socioculturel, pour pouvoir intervenir auprès des usagers, doit connaître le contexte dans lequel ils évoluent. L'immersion dans celui-ci grâce à l'observation est donc un outil intéressant.

Grâce à ce travail, je suis persuadée que l'animateur socioculturel a sa place dans l'espace public car c'est un terrain propice aux rencontres de toutes les catégories de la population dans un même lieu, sans limitation aucune au niveau de l'âge, de l'origine sociale et culturelle. L'animateur œuvre pour un meilleur vivre-ensemble dans la société et l'espace public est le lieu par excellence de ce vivre-ensemble.

Influence de la recherche sur le travail de l'animateur socioculturel

Ce travail fait ressortir la nécessité d'une plus forte présence d'animation socioculturelle dans l'espace public. Notamment en ce qui concerne la participation des usagers et des habitants au niveau des décisions portant sur leur environnement de vie mais aussi au sujet des événements, des possibilités de regroupement qui font la vie de des espaces publics. L'animateur doit créer le prétexte à la rencontre et à l'échange au sein de cet espace. Son cahier des charges le prouve, sa présence dans les lieux publics fait partie de ses missions.

Les résultats de la recherche peuvent servir à l'animateur pour cibler son public et les heures auxquelles il peut le rencontrer dans la ville ou pour définir les besoins en termes d'animation et les actions qu'il peut alors mettre en place. Par ailleurs, les entretiens réalisés font ressortir les points de vue personnels mais aussi ceux de la position qu'occupe la personne au sein de la ville. De ce fait, l'animateur peut en tirer les intérêts et ressources de chacun pour l'aider dans la réalisation de ses actions.

9 Bibliographie

9.1 Ouvrages

9.1.1 Espace public

- BASSAND Michel, COMPAGNON Anne, JOYE Dominique, STEIN Véronique, (2001), « *Vivre et créer l'espace public* », Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne
- DACHEUX Eric, (2008), « *L'espace public* », CNRS Editions, Paris
- DA CUNHA Antonio, SCHIFFRIN Federico, « *L'urbanisme sécuritaire : de la ville bunkérisée à la ville passante* », dossier : Vues sur la ville, n°26, avril 2011, Institut de géographie, Université de Lausanne, IRIS-Ecologie
- TOUSSAINT Jean-Yves, ZIMMERMANN Monique (sous la dir. de), (2001), « *User, observer, programmer et fabriquer l'espace public* », Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne
- ZEPF Marcus (sous la dir. de), (2004), « *Concerter, gouverner et concevoir les espaces publics urbains* », Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne

9.1.2 Citoyenneté

- BARBE Pierre, DELOBBE Georges, PELLATON Michel, (2001), « *Histoire de... la citoyenneté* », Ed. P.E.M.F
- BOUAMAMA Saïd, CORDEIRO Albano, ROUX Michel, (1992), « *La citoyenneté dans tous ses états : de l'immigration à la nouvelle citoyenneté* », Ed. L'Harmattan, Paris
- CASTILLO Monique, (2002), « *La citoyenneté en question* », Ellipses Editions, Paris
- GAILLE Marie, « *Le citoyen* », Flammarion, Paris
- GUÉNEAU Emile-Pierre, (2004), « *La ville citoyenne* », Ed. L'Harmattan, Paris
- HANSOTTE Majo, (2002), « *Les intelligences citoyennes : comment se prend et s'invente la parole collective ?* », Ed. De Boeck Université, Bruxelles
- LEFEBVRE Henri, (1990), « *Du contrat de citoyenneté* », Ed. Syllepse et Ed. Périscope, Paris
- LE PORS Anicet, (1999), « *La citoyenneté* », Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?, Paris
- MAGNETTE Paul, (2001), « *La citoyenneté, une histoire de l'idée de participation civique* », Buyland, Bruxelles
- SCHNAPPER Dominique, (2000), « *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* », Ed. folio actuel / Gallimard

9.1.3 Sociologie, espace public et citoyenneté

- BAUDRILLARD J., DAUGE Y., LIPOVETSKY G., PERROT M., PÉTILLON P.-Y., PETITDEMANCHE G., ROMAN J., THIBAUD P., TOURAINE A., VIDAL-NAQUET P., (1991), « *Citoyenneté et urbanité* », Ed. Esprit, Paris
- GILBERT Yves, (2009), « *Espace public et sociologie d'intervention* », coll. Etudes, Presses Universitaires de Perpignan, Perpignan
- MOSER Gabriel, « *Du citoyen au citoyen : de la cohabitation à la « convivance »* », article in ROUQUETTE Michel-Louis (sous la dir. de), (2006), « *Ordres et désordres urbains* », coll. Etudes, Presses Universitaires de Perpignan
- NEVEU Catherine, (2003) « *Citoyenneté et espace public ; Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord* », Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq
- « *Urbanité et citoyenneté* », (1992), in Espaces et sociétés, Revue scientifique internationale n°68, Ed. L'Harmattan, Paris
- STÉBÉ J.-M., MARCHAL H., « *La sociologie urbaine* », coll. Que sais-je ?, Ed. puf, Paris, 2010

- VULBEAU Alain, BARREYRE Jean-Yves (sous la dir. de), (1994), « *La jeunesse et la rue* », Ed. Desclée de Brouwer, Paris

9.1.4 Animation socioculturelle

- DE RAHM Gérard, (1983) « *Eléments théoriques pour une discussion sur l'animation socioculturelle* », IES, Genève
- GILLET Jean-Claude, (1995), « *Animation et animateurs. Le sens de l'action* », Ed. L'Harmattan, Paris
- LEBON Francis, (2009), « *Les animateurs socioculturels* », coll. Repères, Ed. La Découverte, Paris
- MOSER Heinz, MÜLLER Emanuel, WETTSTEIN Heinz, WILLENER Alex, (2004), « *L'animation socioculturelle ; fondements, modèles et pratiques* », ies éditions, Genève
- POYRAZ Mustafa, (2003), « *Espaces de proximité et animation socioculturelle : pratiques des animateurs de quartier au croisement de multiples enjeux politiques et sociaux* », Ed. L'Harmattan, Paris
- ROZMUSKI S., DELLACROCE C., BENDER G., (2001), « *Fondements de l'animation socioculturelle : repères historiques, conceptuels et identitaires* », rapport rédigé en vue de l'homologation de l'animation socioculturelle au sein de la HES
- « *Référentiel de compétences des métiers de l'animation socioculturelle* », groupe de pilotage, Genève, mai 2002

9.1.5 Méthodologie

- QUIVY Raymond, VAN CAMPENHOUDT Luc (1995), « *Manuel de recherche en sciences sociales* », Ed. Dunod, Paris

9.2 Articles

- BACQUÉ Marie-Hélène, SINTOMER Yves, « *Les savoirs citoyens dans la question urbaine* », in territoires, avril 2009
- BOILLAT Christophe, « *Vevey tente de prévenir les actes d'incivilités* », in 24heures, 7 juin 2011
- GIAMPETRUZZI Sandra, « *Deux pins font de l'ombre à la gare* », in Le Régional, n°549, du 2 au 9 février 2011
- GIAMPETRUZZI Sandra, « *Jardin du Rivage : quid des promesses ?* », in Le Régional, n°561, du 27 avril au 4 mai 2011
- HEMMER Anne, « *Une pétition contre les vieux !* », in Le Matin, 9 juin 2011
- NIPPELL Georges-A., « *Vevey en 2022 : mobilité douce et espaces partagés* », in Le Régional, n°565, du 25 mai au 1^{er} juin 2011

9.3 Autres sources

- « *Règlement général de police de l'Association de Communes Sécurité Riviera* », Association Sécurité Riviera, 15 avril 2010
- Petit Larousse illustré, Librairie Larousse, Paris, 1986

9.4 Sites internet

- www.police-riviera.ch
- www.vevey.ch
- <http://www.udc-vaud.ch/vevey/>
- <http://www.ps-vevey.ch/>
- <http://www.plr-vevey.ch/>

- www.j-ouest.ch
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Espace_public#L.27espace_public_en_sciences_humaines_et_sociales(consulté le 25 août 2009)
- <http://urbanites.rsr.ch/laboratoire-des-climats-urbains/espace-public-l%E2%80%99espace-de-la-transgression/>(consulté le 25 août 2009)
- <http://id.erudit.org/iderudit/023001ar>(consulté le 25 août 2009), article « *L'espace public, entre mythe, imaginaire et culture* », Vincent Berdoulay, Iná Castro, Paulo C. Da Costa Gomès, Cahiers de géographie du Québec, vol. 45, n°126, 2001, p. 413-428
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Citoyennet%C3%A9_%C3%A0_Ath%C3%A8nes (consulté le 27 avril 2011)

10 Annexes

Table des annexes

Annexe I.....	II
Annexe II.....	IV
Annexe III.....	V
Annexe IV.....	VI
Annexe V.....	VII

le Régional

L'ACCENT DE VOTRE RÉGION



Femme de prêtre ?

La délicate situation de femmes vivant maritalement avec un prêtre est évoquée avec pudeur et pertinence au théâtre. D'abord aux Terreaux puis à Cully. **page 30**

Lutry nettoie le Léman

En doublant sa capacité de filtration des micropolluants, la station d'épuration de Lutry devient pionnière de la lutte contre la pollution. **page 11**

Villars, show de nuit

Mille et une nuits en technicolor à 1800 mètres et par moins 18°, les amoureux des émotions fortes ont rendez-vous à Villars. **page 27**

Du 2 au 9 février 2011 - N° 549 - www.leregional.ch

Lausanne, Lavaux, Riviera, Chablais



S. Gärner/uz

Sciez ces pins que je voie la gare...

Si l'on coupe les pins et que l'on supprime les bancs, mendiants et zoneurs devraient se déplacer aussi. C'est du moins ce que croient ceux qui veulent les voir disparaître. La résistance s'organise et les défenseurs des pins sont sur le pied de guerre. **page 21**

OPINION

Le coût des idées !

Naturellement, nous avons tous autour de nous un parent, un enfant, un ami, démolé à coup de crosse ou abattu par une arme à feu comme on en voit dans tous les films américains. Cela se passe en général après une course poursuite en voiture ou dans le méandre d'entrepôts style Hollywood. Naturellement, le phénomène est si étendu qu'il nécessite un état d'urgence, une mobilisation générale, un raz-de-marée médiatique, une révolution fleurie pour faire cesser cela immédiatement. Sans quoi, la potentialité de l'usage abusif d'armes pourrait empirer. La cause est sans doute noble, quant à l'urgence, elle reste à être prouvée. Mais c'est pour elle que l'on engage les deniers du cochon de payant, qu'on lui demande de se prononcer par un vote populaire, que l'on mobilise les services de la Confédération, des Communes, de la poste, des imprimeurs, et une consultation isolée supplémentaire du peuple pour cet objet d'extrême urgence. Peut-on nous dire pour quelle raison cette votation n'a pas pu attendre qu'un autre objet tout aussi urgent soit soumis au peuple ?

Nina Brissot

Régions 5 à 27 | Culture 30 et 31 | Sports 28 et 29 | Agenda 38 et 39

Régie de la Couronne

Tout l'immobilier sous un même toit

www.regie-couronne.ch

Vevey

Magnifique villa individuelle rénovée
Situation privilégiée, calme et vue lac.
Env. 250 m² habitables et 1'088 m².
Appartement principal de 5.5 pièces.
2^{ème} appartement de 3.5 pièces.
Prix sur demande
Bertrand Schmidt 021 925 90 90

Exclusif !

L'idéal immobilier

Villeneuve

Résidence «Pré Jaquet»
Spacieux appartement de 3.5 et 4.5 pièces bénéficiant d'un grand confort, jardin ou balcon, belle vue depuis les arènes.
Dès CHF 330'000.-
Alexandre Mikasshi 021 721 15 81

réf. 9872

10 lots vendus

Lutry-Vevey-Montreux-Fully-Lausanne-Chailly-Morges-Ecléppe-Vernon-Aigle-Montbéliard

Deux pins font de l'ombre à la gare

Vevey Le manque de sécurité et de propreté sur la place de la gare amène les CFF à demander l'abattage des deux pins et la suppression des bancs.

En 2007, les CFF ont demandé à la commune de Vevey de prendre des mesures face à l'incivilité et au manque de propreté sur la place

La pétition en cours a pour l'instant recueilli 700 signatures.

de la gare. La Municipalité a alors décidé de faire abattre les deux pins et de supprimer les bancs. Ce projet, mis à l'enquête publique, a fait bondir le parti des Verts qui a fait opposition. Une pétition en circulation vient appuyer cette indignation.

L'abattage des arbres contre la faune locale

Le seul tort qu'on pourrait reprocher à ces deux pins, c'est d'avoir trop

grandi. Est-ce une raison pour sonner leur glas? Jacques Zulauff, porte-parole des CFF, admet que l'ampleur des deux arbres rend «l'endroit sombre. Leur suppression pourrait améliorer le sentiment de sécurité». Pour Roland Rapin, président des Verts, ce n'est qu'un faux prétexte. «Si les arbres gênent, il suffit de les élaguer. La réalité est que certaines personnes voudraient voir disparaître les gens indésirables qui traînent autour de la gare». Du côté des CFF, comme du côté de l'Hôtel Astra, voisin direct, on confirme que l'abattage de ces arbres et la suppression des bancs pourraient être une solution. «Nous soutenons cette proposition car l'atmosphère est malsaine. Il faut voir les gens qui traînent ici le soir,

les déchets qu'ils laissent, les pacs de bières», avoue Nicolas Ming, directeur de l'Hôtel Astra et de se demander «Quelle image voulons-nous donner de Vevey?».

Deux poids, deux mesures

Un vent contradictoire souffle sur la commune. D'un côté on considère que le banc donne lieu à une plus grande convivialité sur l'espace public. Plusieurs bancs ont été installés à l'Avenue Général-Guisan dans ce but. Mais ici sur la place de la gare, on aimerait les voir disparaître car ils aimanteraient les zonards. Alors convivial ou pas le banc? «Il est impensable d'avoir une place sans banc. Ils seront réinstallés. Un concours va être lancé cette année pour réaména-



D'un côté, on ajoute des bancs publics comme à l'Avenue Général-Guisan, de l'autre on voudrait les supprimer.

ger la place, mais il faudra attendre 3 à 5 ans pour sa réalisation. En attendant nous devons améliorer la situation. Nous n'avons pas encore pris de décision», précise Marcel Martin, municipal des espaces publics.

Texte et photo:
Sandra Giampetruzzi

Jardin du Rivage: quid des promesses ?

Vevey Le projet de quartier du Jardin du Rivage suscite des oppositions. Motif: la cohabitation entre une zone d'usage publique et un immeuble de logements d'une hauteur de 18 m. Les opposants s'étonnent par ailleurs de ne pas y trouver les promesses faites lors de la convention d'achat. Le syndic rappelle qu'un PPA ne se penche pas sur les affectations intérieures.

Le quartier du bas de la place du marché avec son Château de l'Aile, sa salle del Castillo mythique, son restaurant et ses jardins du Rivage est un sujet émotionnel pour

«Il s'agit d'une mise à l'enquête d'un PPA, qui par conséquent ne prévoit pas les affectations intérieures».

Laurent Ballif, syndic

de nombreux Veveysans. Véritable poumon au cœur de la ville, les pieds dans l'eau, son réaménagement s'est souvent fait dans la douleur. À l'époque du rachat symbolique du château par Bernd Grohe, la commune avait obtenu en contrepartie qu'il s'engage financièrement dans la réhabilitation du secteur d'usage public. À l'enquête publique jusqu'au 21 avril, le Plan partiel d'affectation (PPA) de ce quartier a fait l'objet d'oppositions, rappelant certains points que la Municipalité avait promis.

Pour mémoire, dans l'immeuble abritant le restaurant du Rivage, il était



Un nouveau bâtiment de 18 mètres de haut pourrait voir le jour en lieu et place du restaurant actuel.

prévu de créer un centre de promotion et de formation pour le développement durable, une unité d'accueil pour écoliers et un restaurant populaire privilégiant les produits locaux et bios (lire Le Régional 508 sur www.leregional.ch).

Cohabitation difficile

«Il faut avant tout différencier les promesses politiques qui avaient été faites à l'époque, relève Vincent

Rappin, architecte à Vevey qui a fait opposition au PPA. Le contexte et le projet ont évolué. Ce qui m'inquiète le plus, c'est la cohabitation entre cette zone d'usage public, avec sa salle de spectacle, son restaurant et les jardins publics, et le bâtiment que l'on veut reconstruire, avec au rez une surface à usage commercial et les logements prévus dans les étages».

Le bâtiment du restaurant sera démolli et une nouvelle construction doit y

prendre place. La hauteur maximale admise est de 18 mètres à la corniche, ce qui représente entre 4 à 5 étages. Il ne s'agit donc plus de quelques appartements, comme annoncé à l'époque. «Est-il judicieux d'y installer autant de logements aux abords d'un jardin public, sans compter le caractère exceptionnel du château de l'Aile et du bâtiment de la salle del Castillo, s'interroge l'architecte. À mon avis, le programme prévu n'est pas dans l'intérêt de la collectivité. Ces questions de cohabitation n'ont, me semble-t-il, pas été posées.»

Interrogé à ce sujet, le syndic, Laurent Ballif, rappelle: «Il s'agit d'une mise à l'enquête d'un PPA et par conséquent, un PPA ne prévoit pas les affectations intérieures. Il n'y a donc pas lieu de s'occuper de cela dans ce cas précis. Il existe cependant une convention d'achat du bâtiment qui définit l'occupation des lieux. C'est cette convention qui fait foi et je rappelle qu'elle a été acceptée par le peuple en 2006».

Texte et photo:
Sandra Giampetruzzi

Vevey en 2022: mobilité douce et espaces partagés

Urbanisme La Municipalité présente son Plan de mobilité et d'urbanisme intégré [PMU]. Cet outil de gestion à long terme, en parfaite cohérence avec le projet d'agglomération, vise notamment à réduire l'emprise de la voiture dans la cité.

Une cinquantaine de citoyens seulement a répondu jeudi 19 mai à l'invitation de la Municipalité à la Salle Castillo. C'est peu d'intérêt si l'on pense que ces derniers mois, chaque initiative de la Municipalité en matière de cir-

«Tous les moyens de transport, y compris la voiture, sont pris en compte et respectés dans ce plan».

Laurent Ballif, syndic

culation suscite de vives réactions de la population veveysanne, traduites par des pétitions munies de nombreuses signatures...

La ville, qui compte 18'000 habitants et 11'000 emplois, connaît actuellement peu de problèmes importants de circulation. Du point de vue environnemental, la

situation est satisfaisante le long des axes principaux. L'enjeu du PMU réside donc essentiellement dans une meilleure gestion de la mobilité actuelle au service de la densification et du renouvellement urbain de Vevey.

En mai 2009, le Conseil communal a voté un crédit de 161'500 francs pour financer un plan de mobilité et d'urbanisme intégré.

Transport motorisé dominant

Les autorités ont mandaté trois bureaux spécialisés en matière d'urbanisme et de mobilité : mrs partners s.a. et Van de Wetering de Zurich, Transitec Ingénieurs Conseils S.A. à Lausanne. Ils ont travaillé pendant deux ans en étroite collaboration avec les Services d'urbanisme et administratifs de la Commune. Selon ces spécialistes, le système «Ville en croix» (axe de La Veveyse et axe Lausanne-Montreux) facilite le travail. Au final, un document de 150 pages, illustrées de plans, schémas, calques, de mesures et de dessins de chantiers, selon un calendrier en quatre étapes: 2011-2014; 2015-2018; 2019-2022 et horizon à long terme.

Le premier des trois volets de ce PMU, «Constats et Enjeux», traite de «Vevey dans l'agglomération». Il tient compte de la densification des centres commerciaux et des emplacements près des gares. D'où un système combiné Transports publics - mobilité douce. L'enjeu est de maintenir Vevey comme le centre majeur d'agglomération en lui donnant une densification de qualité et une bonne accessibilité. Dans cet esprit, Vevey pourra infléchir le transport individuel motorisé (TIM), moyen de transport prédominant.

Une autre partie de ce volet est consacrée à Vevey-Ville où, selon l'étude, il n'y a pas de problèmes majeurs à résoudre, bien que la dominance du transport motorisé se ressent au centre. L'enjeu consiste là à réadapter le réseau routier au contexte urbain, en préservant les zones calmes «et en priorisant une accessibilité des transports publics (TP) forte et plus fine, combinée à un réseau de mobilité douce (MD) attractif».



L'enjeu est de maintenir Vevey comme le centre majeur de l'agglomération en lui donnant une densification de qualité et une bonne accessibilité. Paysagegestion

Alternative à la voiture

Le second volet, qui définit la stratégie urbaine, vise à développer une ville compacte et des courtes distances et à renforcer la structure des espaces publics en améliorant leur lisibilité. La stratégie pour les transports devra faire des transports publics une alternative crédible à la voiture. Une stratégie pour les transports individuels aura pour objectif de maîtriser les flux en contrôlant les qualités du trafic et en hiérarchisant les réseaux.

Enfin, la troisième partie, intitulée «Volet opérationnel», dresse un inventaire des mesures possibles et sur la base duquel des chantiers sont définis, dont certains sont déjà connus, comme la création d'un parking P + R à la gare. Chaque chantier sera piloté par une cellule opérationnelle responsable au sein des Services de la Ville.

Législatif concerné

Le PMU représente un dossier complexe sur lequel la Municipalité a une totale compétence puisqu'il s'agit de

mesures relatives aux circulations. Le municipal Jérôme Christen précise toutefois que chaque aménagement, chaque chantier fera l'objet de préavis municipaux soumis à l'examen du Conseil communal. «Tous les moyens de transport, y compris la voiture, sont pris en compte et respectés dans ce PMU», remarque de son côté le syndic Laurent Ballif.

Georges-A. Nippell

Publicité

Publicité

MEISTER

Alliances MEISTER
Swiss Made

A COMMITMENT FOR LIFE.

Exposition spéciale
d'alliances
jusqu'au 15 juin 2011

THIEL
Rue des Deux-Marchés 32
1800 Vevey
Tél. 021 921 62 76

DOM SWISS
L'immobilier avec élégance

Vous avez un objet à vendre,
contactez-nous !

Недвижимость
в
Швейцарии
Для Вас !

www.domswiss.ch
Tél. +41 79 269 09 09

24 HEURES – MARDI 7 JUIN 2011

Vevey tente de prévenir les actes d'incivilité

La ville vient de créer un poste de délégué aux incivilités. Son rôle: faire de la sensibilisation, en laissant le côté punitif à la police et à la justice

A l'instar d'autres communes, Vevey porte systématiquement plainte contre les personnes qui s'en prennent à son espace public. Parcs jonchés de détritus, murs «tagués», dépôts sauvages de pneus, WC publics incendiés: les actes d'incivilité coûtent 120 000 francs par an à la collectivité.

«Le problème est qu'il est très difficile d'arrêter les vandales sur le fait. Et l'on ne peut pas mobiliser les forces de police en permanence et partout», précise le municipal Marcel Martin, en charge des Espaces publics. Les autorités de Vevey la Jolie ont donc décidé de prendre le problème par l'autre bout, en sensibilisant la population.

«Nous avons planché depuis deux ans et demi au sein d'une commission élargie pour décider finalement de nommer un délégué aux incivilités», indique Lionel Girardin, municipal de Sécurité et police. Ce spécialiste, dont le cahier des charges est en cours de préparation, devrait être nommé avant la fin de juin. Il devra surtout définir des actions de sensibilisation, la répression étant laissée à la police et à la justice.

Dans le cadre de la prévention, le délégué devra non seulement communiquer sur le plan public, mais aussi servir d'interface avec les propriétaires privés dont les biens sont souvent recouverts de tags et qu'il faut restaurer. La ville a décidé de participer financièrement à ces travaux. Le Conseil communal a approuvé en mai la création de ce poste, auquel elle a alloué un crédit de 170 000 francs annuels. Dont 90 000 francs de salaire et 40 000 francs pour le rétablissement de l'espace privé.

Christophe Boillat

LE MATIN – JEUDI 9 JUIN 2011

UNE PÉTITION CONTRE LES VIEUX!

PROVOC Hier, à Fribourg, un collectif faisait signer une pétition visant à exclure les personnes âgées de la gare.

«Unis contre les vieux à la gare.» Tel est le titre de la pétition que des travailleurs sociaux de rue ont fait signer aux passants, hier, devant la gare de Fribourg. Pourquoi? Parce que les personnes âgées empêchent le flux régulier des passagers, avancent trop lentement avec leur déambulateur et donnent une mauvaise image de la ville! Certains badauds ont été choqués. Mais ils ont très vite été rassurés: cette pétition était fictive. «C'est triste de voir que l'on fait des requêtes pour exclure les aînés», se désole une grand-maman accompagnée de sa petite-fille. Un autre retraité prend le texte moins à la légère: «Non, mais vous vous foutez de moi? Il n'y a que des gamins, ici.» Une jeune femme éclate de rire: elle trouve drôle que la pétition demande par exemple de «vérifier que les vieux avancent au moins à 2 km/h afin de fluidifier les entrées». Certains la signent, d'autres partent en courant. Une adolescente ne comprend, quant à elle, pas que la pétition a pour but d'exclure le troisième âge, elle croit qu'il s'agit des jeunes.

LES JEUNES SQUATTENT

Le but de cette opération est d'interpeller les gens sur la stigmatisation des ados qui squattent la gare. «On les met tous dans le même panier», explique Emmanuel Fridez, de l'association Reper. «Ils sont d'emblée catalogués comme des «sales» jeunes car ils ont un look spécial et font beaucoup de bruit. Mais si on les exclut de l'espace public pour cela, ce sera qui ensuite? Les personnes âgées?» £

Anne Hemmer